

سكنا على الوطن

Les fins d'empires : la déposition du gros Charles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14776 - 7 F

VENDREDI 31 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE



L'encombrant M. Honecker

Le renvoi à Berlin, mercredi 29 juillet, d'Erich Honecker, après des mois de négociations, était sans doute inévitable. Il n'en pose pas moins de délicats problèmes à l'Allemagne, à la Russie et au Chili, puisque l'ancien chef du parti et de l'Etat est-allemand était l'hôte de l'ambassade chilienne à Moscou.

A Bonn, malgré les protestations « officielles », certains responsables n'affichaient pas une indignation excessive lorsque, en mars 1991, les services secrets de l'armée soviétique avaient « enlevé » le vieux dictateur pour le mettre sous la protection de Mikhaïl Gorbatchev. Et la justice allemande a maintenant reçu un cadeau empoisonné : après avoir condamné, au début de l'année, des « petits exécutants » - deux soldats qui avaient tiré sur des fuyards du mur de Berlin -, elle doit faire à présent le procès du plus « grand » des responsables, - et le faire de la façon « équitable » promise par les négociateurs allemands à Moscou.

DORIS ELTSINE, de son côté, se serait volontiers passé des éditoriaux accusateurs de « la Pravda » qui orient à la honte et à la trahison des anciens amis, au moment où les courants nationalistes et nostalgiques de l'ancienne grande Russie reprennent du poids. Son vice-président, Alexandre Rourkov, qui estimait que Moscou pouvait bien accorder l'asile politique réclamé par M. Honecker, vient d'ailleurs de le surprendre en popularité dans un sondage publié par la presse.

Au Chili également, le Parti socialiste, qui participe au gouvernement, n'a jamais admis que les autorités aient refusé d'accueillir l'ex-dirigeant - est-allemand, qui avait hébergé et protégé de nombreux opposants chiliens du temps de la dictature. C'est au Chili, où habite leur fille, que M. et Mme Honecker veulent « se retirer ».

Alors, pourquoi cette décision maintenant ? Le « faillite » de l'ambassade, qui aura duré plus de sept mois, n'avait-il pas fini par lasser un peu l'opinion ? On peut penser que Helmut Kohl, dont la popularité a sérieusement chuté dans les Länder de l'ex-RDA, alors que les passions de l'unification allemande et les soifs de revanche sont un peu retombées, avait besoin de montrer qu'il est capable d'obtenir la réparation du droit bafoué.

QUANT à Boris Eltsine, il était pris à ses propres promesses, faites aux Allemands au plus fort de sa lutte contre Mikhaïl Gorbatchev, quand il avait encore besoin de s'imposer à leurs yeux comme l'homme qui amène la justice post-communiste dans l'empire soviétique. Il ne pouvait décevoir pas, alors que le procès du Parti communiste dans son pays se perd dans des contradictions infinies, donner l'impression que la justice russe est supérieure à la justice allemande.

Le retour d'Erich Honecker risque certes de causer de graves complications à l'Allemagne. Mais, après le « dernier procès stalinien » que fut celui des Ceausescu en Roumanie et les méandres où se perd celui de Jivkov en Bulgarie, celui de l'ancien chef communiste allemand pourrait peut-être enfin donner de ces procès du communisme une image plus digne.

Lire page 3 les articles d'HENRI DE BRESSON, de JOSÉ-ALAIN FRALON et d'ALAIN JACOB

M0147 - 0731 0 - 7.00 F



En créant un service central de prévention

M. Bérégovoy veut organiser la lutte contre la corruption

M. Pierre Bérégovoy a présenté, mercredi 29 juillet, un plan de prévention de la corruption, qui se propose de moraliser les activités économiques, notamment dans le domaine des concessions de service public, de la publicité et de l'urbanisme commercial. La principale innovation est la création d'un service central de lutte contre la corruption, qui devrait jouer un rôle d'information et d'alerte.

Ambiguïtés

par Edwy Plenel

Le plan d'action anticorruption présenté par le premier ministre est salutaire. Dans un monde soumis aux tentations de l'argent facile, la France semble décidée à montrer l'exemple. Aussi serait-il dommage que ce plan prenne un mauvais départ en raison des ambiguïtés qui entourent la première des mesures annoncées par le gouvernement : la création d'un « service central de lutte contre la corruption ». Spectaculaire,

et sans doute mise en avant pour cette raison même, cette disposition pose un problème de fond sur la conception de l'action de l'Etat - qui a d'emblée été illustré par des formulations contradictoires sur la mission dévolue à ce service. Le communiqué du conseil des ministres affirme que son rôle sera « d'identifier les transactions donnant lieu à des faits de corruption et de réunir les informations permettant de les prévenir et, s'il y a lieu, de saisir la justice ».

Lire la suite et nos informations page 6

Alors que le chômage a encore augmenté en juin

Le déficit de la Sécurité sociale est beaucoup plus fort que prévu

Après un déficit de 16,6 milliards de francs en 1991, le « trou » du régime général de la Sécurité sociale devrait atteindre 7,2 milliards de francs en 1992, contre une estimation de 2,2 milliards en début d'année. La lenteur du « redémarrage » de l'économie a obligé la Commission des comptes à réviser

en baisse ses prévisions de recettes. D'autre part, à fin juin, le nombre des chômeurs a encore augmenté de 0,4 % en données corrigées. Il s'élève à 2 924 700, ce qui constitue un nouveau record historique. Les licenciements économiques se sont accrus de 17,6 % en douze mois.

Faute de recettes...

détriment des comptes de la Sécurité sociale», précise le rapport de la commission.

Face à un marché de l'emploi « toujours atone », les experts ont finalement révisé à la baisse le chiffre de progression de la masse salariale prévu pour 1992 : une augmentation de 4,5 % a été retenue, contre 4,8 % en janvier. Les nouvelles prévisions relatives aux cotisations (recettes) se trouvent ainsi en recul de 2,9 milliards de francs sur les précédentes estimations.

Côté dépenses, l'écart provient essentiellement de l'évolution des prévisions relatives aux prestations (+ 2,1 milliards), résultant notamment d'une hausse des dépenses de santé évaluée à plus de 3 milliards de francs, partiellement compensée par des économies sur les prestations familiales.

OLIVIER PIOT

Lire la suite et l'article d'ALAIN LEBEAUME sur l'aggravation du chômage page 18

Dégel entre le Vatican et Israël

Une commission va étudier l'établissement de relations diplomatiques

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La nouvelle n'a pas bouleversé les foules, ni enflammé les médias, mais les autorités israéliennes sont satisfaites. Une étape capitale et sans précédent dans l'histoire orageuse des relations entre le Saint-Siège et l'Etat juif a été franchie, mercredi 29 juillet, au Vatican, avec la création conjointe d'une « commission bilatérale permanente de travail ». Objectif officiel de cet organisme, tel qu'il a été défini dans le communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre des deux délégations : explorer les moyens de parvenir à « une normalisation des rapports » entre les deux Etats. La seconde séance de travail de cette commission a d'ores et déjà été fixée à la mi-août.

bre. Et elle aura lieu à Jérusalem, où Mgr Jean-Louis Tauran, « ministre des affaires étrangères » du Vatican, est désormais officiellement invité.

Il est trop tôt pour fixer la date à laquelle se noueront les relations diplomatiques « pleines et entières » qu'un grand nombre de juifs de par le monde espèrent et réclament depuis longtemps. Le porte-parole du Vatican, M. Joaquin Navarro-Valls, n'a cependant pas manqué de souligner que des commissions mixtes du même type que celle qui vient d'être créée avaient été mises en place juste avant la reconnaissance diplomatique, ces dernières années, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie ou du Mexique.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 4



JEUX OLYMPIQUES

En attendant l'or

Alors que le CBI a déjà ramporté quinze médailles d'or, les Français sont toujours à la recherche de leur premier titre olympique, à Barcelone. Le judoka Pascal Tayot a échoué en finale des moins de 86 kg, tandis que la nageuse Catherine Plewinski terminait troisième sur 100 m papillon.

Lire pages 8 et 9 les articles de nos envoyés spéciaux GÉRARD ALBOUY, MICHEL BOLS-RICHARD, JÉRÔME FENOGLIO, CORINE LESNÈS et BÉNÉDICTE MATHIEU

LE MONDE DES LIVRES

« Sonallah Ibrahim ou l'Égypte sans cortès », de Paul Celan, par Andrea Zanzotto. « Benjamin Constant vivant », de Bernanos et le roman. « Hachette-Larousse : la bataille des dictionnaires. »

Pages 13 à 17
Le sommaire complet se trouve page 24

MANIÈRE DE VOIR N° 15

LE MONDE diplomatique

L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE ?

100 pages 42 francs

L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ÉTÉ FESTIVAL

Colomb l'inconsolé

Résurrection à Montpellier d'un opéra oublié d'Alberto Franchetti, musicien inclassable

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Imaginez Christophe Colomb transformé en héros souffrant d'un film de Melville, sorti tout fripé d'un roman de Manchette. Aventurier, certes. Samourai génois au service de la grandeur espagnole et de la religion catholique. Mais berçant, sur fond de magouilles de palais et d'invincibles armadas, son spleen blasé de perdant, le cœur rivé à la femme inaccessible, le cerveau noyé dans des brumes d'angoisse et de nostalgie incompréhensibles, obsédé avant d'avoir agi par son péché de conquérant ou par la simple faute d'être né.

Ce Colomb ténébreux, veuf, inconsolé, on l'a croisé lundi 27 juillet au Festival de Radio-

France et de Montpellier. On ne pouvait d'ailleurs le rencontrer que là, anti-héros d'un opéra italien anachronique, totalement inconnu avant cette année, signé d'un musicien absent des encyclopédies : *Christoforo Colombo*, d'Alberto Franchetti. Car il n'y a que dans l'Hérault, au sein de la programmation d'un chœur invité comme René Koenig, qu'on peut, en juillet, tomber sur ces divines surprises : un chef-d'œuvre - *Turandot*, de Busoni - l'an dernier et, cette fois, plus qu'une curiosité, sortie des oubliettes de la gloire, ramené à la vie avec tous les soins qui lui sont dus.

ANNE REY

Lire la suite page 12 et nos informations sur le Festival d'Arles, page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F SWE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

En 887, Charles le Gros est déposé, juste avant de mourir en solitaire. Les fiefs deviennent héréditaires, chaque royaume prénational « se crée un roi tiré de ses propres entrailles », et Arnulf de Carinthie est élu souverain de Germanie. C'est bien la fin de l'ambition impériale de cette grande famille carolingienne dont l'ancêtre Charlemagne avait, à la grâce de Dieu, été sacré nouvel empereur d'Occident, à Rome, par le pape Léon III, un soir de Noël en l'an 800.

Par MICHEL SOT

Son arrière-grand-père s'appelait « le Grand ». Son prédécesseur à l'Empire s'appela « le Chauve ». On l'appellera « le Gros ». Du couronnement de Charlemagne en 800 à la déposition de Charles le Gros en 887, l'Empire carolingien n'a pas duré un siècle. Encore est-ce largement compter. Dès 843, le partage de Verdun avait divisé l'Empire en trois royaumes de Francie, dans lesquels on peut voir la préfiguration d'États modernes : l'Allemagne, la France et, entre les deux, cette Lotharinge qui prenait en écharpe le continent, des actuels Pays-Bas à l'Italie.

Dans les surnoms des empereurs Charles se lit comme une dérision progressive. La qualité des hommes au pouvoir est pourtant moins en cause que l'écart dramatique entre une idéologie impériale élaborée par une mince élite intellectuelle et la réalité d'une société dominée par une aristocratie d'hommes de guerre. Quand, au terme d'une longue agonie, Charles le Gros rend son dernier souffle le 13 janvier 888, il meurt en solitaire, abandonné de tous. L'histoire récente ne laissait pas prévoir une aussi pitoyable fin. Simple roi d'Alémanie en 876, Charles était devenu roi d'Italie en 879. Bientôt, il avait coiffé la couronne de celui qu'on appelait toujours « empereur des Romains ». En 882, il était maître de toute la Germanie, et, en 885, les grands de Francie de l'Ouest — la future France — l'appelaient au trône laissé sans héritier par la mort de son jeune cousin, le roi Carloman.

L'Empire de Charlemagne, que son père et ses oncles s'étaient partagé à Verdun quarante-deux ans plus tôt, était réuni en sa main. En apparence, du moins ! Car l'aristocratie attendait un chef militaire qui la conduisit à la victoire contre les envahisseurs qui assaillaient l'Occident chrétien de tous côtés. Au sud, les Sarrasins menaçaient en Italie centrale et tentaient de remonter d'Espagne vers les Pyrénées. Au nord et à l'ouest, les drakkars des Vikings semaient la terreur le long des fleuves et jusqu'au cœur de la France.

À la fin de l'année 885, une flotte normande de sept cents navires avait amené autour de Paris une formidable armée qui voulait forcer le passage vers la riche Bourgogne, toujours si bonne à piller. Pendant près d'un an, les Vikings tinrent le siège, jusqu'à ce que l'empereur, qui s'était d'abord contenté d'envoyer son lieutenant, le duc Henri d'Austrasie, se présente enfin sur les hauteurs de Montmartre. Or, au lieu de combattre, Charles le Gros, incapable de réagir, négocia et paya tribut aux assiégeants, qui purent tranquillement remonter la Seine et dévaster la Bourgogne. Le véritable défenseur de Paris avait été l'évêque, flanqué du comte Eudes et de son frère Robert. Ces deux derniers tirèrent de leur résistance héroïque le prestige qui leur permit d'accéder à la royauté en Francie de l'Ouest aux dépens des Carolingiens, l'un en 888, l'autre en 922.

On ne peut minimiser ici l'importance des facteurs personnels : sans doute l'empereur était-il déjà gravement atteint des troubles céré-

braux qui devaient bientôt l'emporter. En février 887, il subit, dans des conditions qu'on a peine à imaginer, une trépanation qui ne lui apporta guère de répit. Dans l'année, ceux qui l'avaient soutenu dans son ascension victorieuse l'abandonnèrent. Les grands de Germanie et de Lotharinge lui substituèrent Arnulf, fils bâtard de son frère Carloman. Ceux de Francie de l'Ouest attendirent sa mort pour élire à la royauté l'un des leurs, sans lien de sang avec la famille carolingienne, ce comte Eudes, héros de la défense de Paris, grand-oncle du futur Hugues Capet. C'en était définitivement fait de l'unité et de la réalité de l'Empire carolingien, sinon tout à fait du titre impérial, qui ne disparut qu'en 924, avec Béranger, roi d'Italie. « Après la mort de Charles le Gros, déplore le chroniqueur lotharingien Réginon de Prüm, les royaumes qui avaient été en son pouvoir se désagrègent et s'émiettent comme s'ils n'avaient pas d'héritiers légitimes. Ils ne mettent

victoires remportées déjà par le père de Pépin. Charles Martel, qui avait repoussé la menace musulmane à Poitiers en 732, puis surtout par son fils, Charlemagne. On le vit sur tous les fronts, de l'Espagne et de l'Italie à la Saxe et à l'actuelle Hongrie, dilater d'un même mouvement l'Empire et la chrétienté. Une première Europe était unie sous son autorité et conviée sans ménagement, mais avec succès, à embrasser le christianisme.

Pour les intellectuels de la cour, l'Empire romain était restauré et Charlemagne faisait figure de successeur des Césars : le jour de Noël de l'an 800, il était couronné empereur à Rome par le pape. Mais cet empereur restait pour partie le chef de guerre franc, conduisant ses fidèles au pillage et considérant que le royaume ou l'empire, conquis à la pointe de l'épée, était un bien

muni au souverain et à l'aristocratie militaire se brisa. Le monarque concéda les éléments de son propre domaine pour s'attacher des fidélités. Entre les trois fils de Louis le Pieux qui s'affrontèrent après 840, les hommes de valeur allaient au plus offrant. En 858, les principaux comtes du royaume de l'Ouest ont abandonné Charles le Chauve pour soutenir son frère, Louis le Germanique. Quand Charles le Gros est arrivé au pouvoir, la dynastie carolingienne était économiquement ruinée. La terre ne lui appartenait plus. Elle était désormais entièrement aux mains de l'aristocratie.

Or cette dernière entra peu dans les grands idéaux de restauration d'un État impérial. Les empereurs eux-mêmes y étaient-ils entrés ? Louis le Pieux, ayant eu sur le tard un quatrième fils, le futur Charles le Chauve, avait été amené à remanier la solution unitaire qu'il avait élaborée en 817, et l'on a dit comment, à Verdun en 843, Charles le Chauve et Louis le Germanique, laissant à leur frère aîné Lothaire le titre impérial, lui avaient imposé le partage de l'Empire en trois parties égales.

Quant à l'organisation interne de cet ensemble, elle avait l'apparence d'une administration moderne, avec un gouvernement central au palais et des comtes dans les régions. Ces derniers se réunissaient une fois l'an autour de l'empereur, et, dans l'interval, les fameux *missi dominici* jouaient le rôle d'inspecteurs en mission. Mais tous ces hommes étaient d'abord des fidèles ou des vassaux de l'empereur, auquel ils avaient prêté serment. C'était donc un contrat entre personnes qui liait les « fonctionnaires » au souverain : l'administration impériale était de fait un vaste réseau de clientèle... avec les risques que cela comporte. À partir du moment où ce sont les liens entre les hommes et non une adhésion à l'Empire qui structurent l'État carolingien, un fonctionnaire-vassal qui s'estime lésé ou mal rémunéré a tendance à se dérober aux devoirs de sa charge ou à faire payer plus cher ses services. Un empereur économiquement ruiné ne peut plus s'assurer de fidélités ni de services, tandis que le comte ou le grand propriétaire rural conservait tout son pouvoir dans la société du neuvième siècle. Pour l'immense majorité des habitants de l'Empire carolingien, en effet, le cadre social par excellence était nécessairement étroit : c'était le grand domaine exploité par des tenanciers serfs, le village paysan ou à la rigueur le *pagan* — héritier de la cité romaine — au chef-lieu duquel siégeaient le comte et l'évêque. L'homme du commun pouvait difficilement concevoir une source d'autorité extérieure à son cadre de vie. Il avait besoin de se sentir protégé par une autorité proche et de fier son sort à celui d'un puissant des environs pour sa défense, pour sa subsistance et pour que justice lui soit, le cas échéant, rendue. Dans ces conditions, si l'aristocratie échappait au contrôle impérial, les catégories sociales inférieures lui échappaient nécessairement aussi.

Les structures économiques, les pratiques sociales et les attitudes mentales du neuvième siècle se sont donc révélées incompatibles avec le grand projet politique d'Empire carolingien. Quand, en 877, est mort l'empereur Charles le Chauve, son fils Louis le Bègue a été obligé d'accepter toutes les exigences des grands pour accéder au trône de la seule Francie de l'Ouest. En 879, pour la première fois sur le territoire de l'empire, un homme qui n'appartenait pas à la famille carolingienne, le comte Boson, se fit acclamer roi par une assemblée d'évêques et de princes, pour le royaume de Provence.

Car même sur le plan purement politique et idéologique les Carolingiens ont échoué. En introduisant en 751 l'idée que Dieu « élisait » le roi, ce qu'exprimait le sacre, ils avaient par avance légitimé leur élimination. Était en effet roi élu de Dieu celui qui avait les qualités requises pour conduire le peuple au salut, dans ce monde et dans l'autre. À la fin du neuvième siècle, il n'y avait plus d'Empire et il n'y avait plus vraiment d'empereur. Purent alors devenir rois ceux qui avaient les qualités nécessaires pour cela et que désignait la volonté divine en leur donnant la victoire : tout homme fort avait désormais vocation à prendre en main les destinées d'un royaume. Depuis 885, au moins, Charles le Gros n'était manifestement plus de ceux-là.

Laissons encore la parole à Réginon de Prüm : « On n'était pas dépourvu de princes francs dignes par leur noblesse, leur courage et leur sagesse, de gouverner les royaumes. Mais l'égalité même qui régnait entre eux au point de vue de la noblesse, de la dignité et de la puissance ennemi-mait la discorde. Le pays des Francs aurait produit assez de princes capables de tenir les rênes des royaumes si une noble émulation ne les avait entraînés à leur perte en les armant les uns contre les autres. »

D'un Empire unifié par la force et une conjonction d'intérêts entre l'aristocratie guerrière et la famille carolingienne, plus que par l'adhésion à une idéologie impériale et à une conception nouvelle de l'État, on était passé à une pluralité de royaumes antagonistes, aux mains de princes concurrents, qui n'appartenaient plus au lignage de Charlemagne.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Les Carolingiens. Une famille qui fit l'Europe, Hacheette, de Pierre Riché, 1983, et Puriel, 1992.
- « Les origines », tome I de l'Histoire de France, de Karl-Ferdinand Werner, sous la direction de Jean Favier, Fayard, 1984.
- Hugues Capet, d'Yves Sasser, Fayard, 1987.
- Charlemagne et l'Empire carolingien, de Louis Halphen, Albin Michel, 1947, réédition 1968.

10. — La déposition du gros Charles



Charles le Gros. Portrait anonyme du XIX^e siècle.

pas à leur tête un maître donné par la nature, mais chacun se crée un roi tiré de ses propres entrailles.

Cette fin médiocre d'un prestigieux Empire révèle les faiblesses qui étaient les siennes depuis l'origine. Clovis, par son baptême en 496, avait inscrit les Francs dans les structures de la romanité tardive christianisée. Ses descendants, les rois mérovingiens, régneront tant bien que mal — et beaucoup mieux qu'on ne croit souvent — pendant deux siècles et demi, jusqu'à l'usurpation de Pépin le Bref, le père de Charlemagne. Cette usurpation, il avait fallu la justifier, et on avait pour cela inventé une pratique appelée à un grand avenir : le sacre royal. En 751, Pépin était devenu roi, non par un droit du sang qu'il n'avait pas, mais par la grâce de Dieu exprimée dans le rituel du sacre.

De cette grâce de Dieu sur la famille carolingienne, on avait de multiples preuves dans les

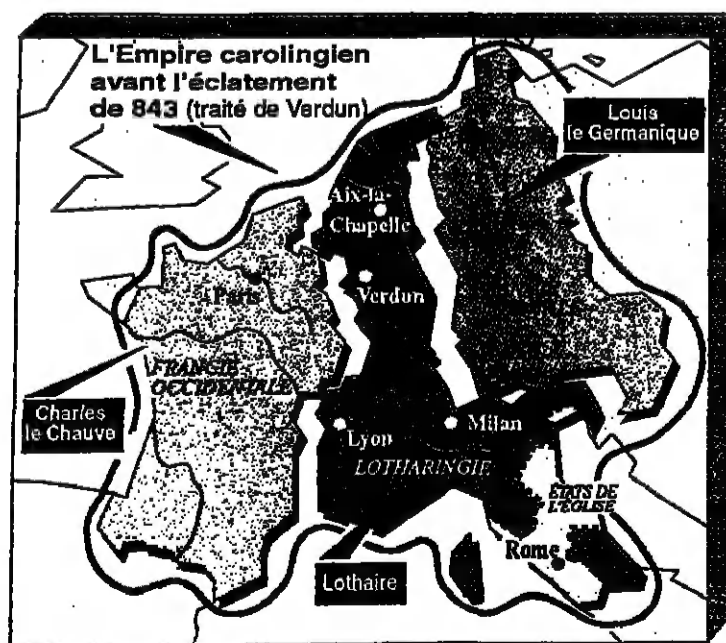
propre qu'il convenait de partager entre ses héritiers. Et c'est bien ainsi que ceux-ci l'entendaient. En 806, Charlemagne ne s'est pas comporté autrement que les rois mérovingiens : il a attribué à chacun de ses trois fils une part de l'Empire dont ils devaient hériter à sa mort. C'est le hasard de la disparition de deux d'entre eux qui fait qu'en 814, quand Charlemagne quitte ce monde, seul survivait Louis, celui qu'on appellera « le Pieux ». L'Empire ne fut donc pas immédiatement démembré, mais tout au long des vingt-six ans de son règne Louis le Pieux dut élaborer des solutions, souvent remises en cause, pour organiser sa succession. Tandis que des clercs savants développaient l'idéologie d'un empire universel comme l'Eglise catholique, ayant à sa tête un empereur romain transfiguré par le sacre chrétien en prêtre-roi chargé de conduire le peuple élu vers son salut, les réalités économiques et sociales s'imposaient, inexorables, confortées par les habitudes mentales.

La terre était, et resta longtemps, la principale richesse en Occident. Encore les rendements en étaient-ils médiocres et ne permettaient-ils guère plus, pour la grande majorité de la population, qu'une économie de subsistance. Difficile, dans ces conditions, de développer des échanges et une fiscalité ; difficile de remplir pour l'État des caisses qui d'ailleurs n'existaient guère. Une seule solution pour rétribuer les hommes de guerre et les agents

dont l'État a besoin : s'attacher leur fidélité en leur distribuant des domaines. Mais la réserve royale n'était pas inépuisable. Charles Martel et Pépin le Bref avaient résolu le problème en « nationalisant » le patrimoine foncier des églises et en le distribuant. Ils avaient aussi, comme Charlemagne après eux, mené une active politique de conquête qui leur procura des terres et donna aux guerriers l'occasion de s'emparer de confortables butins.

Mais à partir du moment où Louis le Pieux prit au sérieux sa vocation de « grand et pacifique » empereur, la dynamique du profit com-

Charles le Gros subit, en 877, une trépanation dans des conditions qu'on a peine à imaginer. La même année, ceux qui l'ont soutenu dans sa victorieuse ascension l'abandonnent.



Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Michel IV, Byzantin de la décadence », par Michel Kaplan

Depuis le 1.50

سكنا من الجاهل

PIRIS

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 31 juillet 1992 3

ALLEMAGNE

Le procès de M. Erich Honecker devrait s'ouvrir avant la fin de l'année

L'avion russe venant de Moscou et transportant M. Erich Honecker s'est posé à 20 heures mercredi 29 juillet, juste à temps pour le journal télévisé, sur l'aéroport Tegel de Berlin. Après seize mois de fuite, l'ex-numéro un est-allemand est de retour dans l'Allemagne unifiée pour y être jugé. Il devra répondre de la mort des fugitifs tués en essayant de franchir le rideau de fer. A soixante-dix-neuf ans, l'homme qui a régné d'une main de fer pendant dix-huit ans sur l'ancienne RDA communiste a été aussitôt écroué en attendant que des experts se prononcent sur le lieu de sa détention. Son épouse, Margot, devait quitter Moscou jeudi pour Santiago, rejoindre sa fille qui réside au Chili.

BERLIN

de notre correspondant

Il aura été quasiment impossible d'apercevoir, même furtivement, la silhouette d'Erich Honecker foulant le sol allemand. Des mesures de sécurité très strictes avaient été prises pour éviter tout incident entre son arrivée à l'aéroport et la prison centrale de Moshitz, à Berlin, où quelques centaines de badauds s'étaient massés pour l'attendre. Une foule plutôt bon enfant, mais d'où ont jailli, au passage du cortège, quelques cris de haine. Des rescapés des geôles est-allemandes étaient venus réclamer vengeance, c'étaient quelques jeunes partisans demandant au contraire, drapeau est-allemand à la main, la liberté pour l'ancien responsable communiste.

M. Honecker, qui a connu la prison de Moshitz lorsqu'en 1935, jeune militant communiste, il avait été arrêté par les nazis, a subi aussitôt après son arrivée un premier examen médical. Selon le directeur de la prison, il est en bonne santé. L'ancien chef d'Etat, qui avait menacé ces derniers mois de se suicider s'il était livré aux autorités allemandes, a aussi été soigneusement fouillé.

Les spéculations vont bon train sur les promesses qui auraient pu lui être faites pour le décider à quit-



FANCHO

ter sa retraite de l'ambassade du Chili. M. Honecker avait souhaité s'exiler au Chili où vit sa fille. Nombre d'anciens dirigeants de la gauche chilienne lui ont en effet redonné de la voir accueillie en RDA quand, au lendemain du coup d'Etat contre Salvador Allende en 1973, ils devinrent la cible des persécutions du régime du général Pinochet. C'est le cas de plusieurs membres de l'actuel gouvernement chilien et de l'ambassadeur à Moscou, ancien leader socialiste qui entretenait des relations personnelles avec M. Honecker.

Les autorités allemandes ont affirmé, mercredi soir, qu'aucune concession n'avait été faite à l'ancien chef d'Etat communiste autre que la promesse d'un procès « équitable ». Le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, a rappelé qu'il n'était pas au pouvoir des autorités politiques de décider si M. Honecker devait rester en prison ou bénéficier d'une mesure de libération en attendant le déroulement de son procès, et que cette décision relevait exclusivement de la justice.

M. Honecker s'était vu remettre il y a quelques jours à l'ambassade du Chili son acte d'accusation. Le

sénateur de la justice de Berlin, la social-démocrate Jutta Limbach, comme le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, ont souligné l'un et l'autre qu'il aurait à répondre d'un point de vue strictement juridique, en sa qualité d'ancien président du Conseil national de défense est-allemand, de l'ordre donné aux gardes de l'ancienne frontière interallemande d'abattre les fuyards, et qu'il ne saurait s'agir d'un procès politique. « Il est seulement question de savoir si on peut prouver une faute du point de vue juridique », a déclaré M. Kinkel, qui a joué en tant que ministre de la justice, puis des affaires étrangères, un rôle central dans les tractations.

Selon le porte-parole du gouvernement, la longueur et la difficulté des négociations sur le retour de M. Honecker s'expliquent par les problèmes intérieurs que cette extradition posait aux responsables russes et chiliens. M. Vogel a ajouté qu'il était toutefois devenu progressivement de plus en plus clair que Moscou voulait en finir et que les Chiliens ne souhaitaient pas non plus voir cette affaire s'éterniser. Ainsi prend fin une odyssée qui durait depuis l'effondrement du régime communiste est-allemand, il

y a près de deux ans et demi. Le sort de M. Honecker concernait non seulement l'Allemagne mais tout l'ancien réseau de solidarité de l'Internationale communiste.

Sous la pression de l'opinion publique est-allemande, qui réclamait de plus en plus ouvertement des comptes pour les années de dictature, M. Honecker avait été brièvement arrêté dès janvier 1990, trois mois après sa chute, alors que l'on était encore sous le gouvernement de transition du dernier premier ministre communiste, M. Hans Modrow. Il n'avait été retenu qu'une journée en prison, sous prétexte d'une opération aux reins qu'il venait de subir, et pendant quelques semaines par un pasteur, il avait préféré, après l'élection en mars 1990 du premier gouvernement libre de RDA, chercher la protection des Soviétiques. En avril, il était pris en charge à l'hôpital militaire de Berlin, près de Berlin, d'où il assistait à toutes les étapes de la réunification allemande. Protégé par M. Mikhail Gorbatchev, M. Honecker, qui fait l'objet depuis décembre 1990 d'un mandat d'arrêt officiel de la justice berlinoise, était finalement devenu secrètement le 13 mars 1991 de l'Allemagne réunifiée, dans un avion de l'armée rouge, vers Moscou.

L'opinion divisée

Bien que beaucoup de responsables allemands se disent à l'époque, en privé, soulagés d'être débarrassés d'un épineux problème, le gouvernement est néanmoins obligé de protester solennellement et de réclamer son retour aux Soviétiques. L'opinion publique est elle-même partagée. Les anciennes victimes de la Stasi réclament vengeance. D'autres souhaitent que, contrairement à ce qui s'est passé après la guerre pour les nazis, la responsabilité des violations du droit commises par le régime communiste soit sanctionnée au plus haut niveau. Une autre partie de l'opinion se satisfait de voir M. Honecker finir ses jours loin en exil, estimant qu'il paierait suffisamment ainsi et que de toute façon on ne pourrait jamais le juger vraiment, puisqu'il est exclu de faire le procès du régime lui-même.

L'évolution de la situation en Allemagne ne jouera pas en faveur de M. Honecker. L'ouverture des premiers procès contre les dirigeants du régime communiste montre que les bases juridiques pour les juger sont tenues. Mais le 20 janvier 1992, dans le premier procès intenté à d'anciens gardes-frontières pour avoir tué des fuyards, le tribunal de Berlin a rendu une décision qui peine exemplaire de trois ans et demi de prison ferme et de deux ans avec sursis à deux Allemands de l'Est qui n'avaient à l'époque fait qu'obéir aux ordres. Quoi qu'on pense de l'importance d'un procès contre M. Honecker dans le processus de mise à jour de la mémoire collective, il devient dès lors difficile d'y renoncer, sous peine d'être accusé de punir les « petits » et de laisser couler les « grands ».

Le gouvernement allemand se heurte au départ à la crainte de l'ancienne administration soviétique qu'un procès contre M. Honecker et les responsables de Moscou dans ce qui s'était passé en RDA et qu'il donne de mauvaises idées à ceux qui seraient tentés de demander la même chose en URSS. Après l'échec du putsch d'août 1991 à Moscou, la situation change radicalement. Le président russe, M. Boris Eltsine, n'avait plus les mêmes raisons que M. Gorbatchev de protéger M. Honecker, qui tenta une dernière fois, en novembre, de demander l'asile politique. En vain. Le 9 décembre, le gouvernement russe lui enjoignit de quitter le territoire. Le 11 décembre, l'ancien chef d'Etat se réfugia à l'ambassade du Chili. Au nom de la solidarité que lui a témoignée à l'époque la RDA, la gauche chilienne se mobilise. Le Parti socialiste chilien, qui fait partie de la coalition au pouvoir à Santiago, refuse de livrer M. Honecker. Le président démocrate-chrétien, M. Ricardo Aylwin,

Reprise des pourparlers de Rome sur le Karabakh. Une quatrième tentative de parvenir à réunir une conférence internationale de paix à Minsk sous l'égide de la CSCE devait commencer vendredi 31 juillet à Rome, où les autorités d'Erevan et du Haut-Karabakh ont finalement accepté d'envoyer leurs représentants. Sur le terrain les forces arméniennes ont repris mercredi, des villages dans cette région du nord du Haut-Karabakh. Bakou a reconnu ces nouveaux revers, ainsi que la perte, le semaine dernière, d'un avion d'attaque engagé dans des bombardements au-dessus du Haut-Karabakh. (AFP)

ALAIN JACOB

avec lequel le chancelier Kohl évoque à plusieurs reprises l'affaire, doit jouer serré. Les tractations dureront encore plus de six mois. Les termes de l'arrangement n'étaient pas connus jeudi matin.

49 meurtres 25 tentatives

Rendu public en juin, l'acte d'accusation contre l'ancien numéro un est-allemand le rend directement responsable, comme président du Conseil national de défense de l'ancienne RDA, de la mort de 49 fugitifs et de tentative de meurtre dans 25 autres cas. Cinq autres hauts responsables communistes sont inculpés en même temps, M. Erich Mielke, l'ancien chef de la Stasi, M. Willi Stoph, ancien premier ministre, les anciens ministres et ministre-adjoint de la défense, les généraux Kessler et Streletz, ainsi que l'ancien chef du parti à Suhl. Le responsable de l'instruction, M. Dieter Neumann, avait reconnu qu'aucun document donnant l'ordre formel de tirer n'avait été trouvé.

Mais il avait estimé que les protocoles du Conseil de défense sur les mesures à prendre aux frontières éclairaient suffisamment sur ce qu'entendaient faire les dirigeants communistes pour empêcher à tout prix les fuites.

M. Honecker sera traduit non comme instigateur, mais comme acteur direct, l'accusation estimant que l'interaction entre les décisions du Conseil de défense et les tirs à la frontière était trop évidente. Donnant le ton de sa défense, l'avocat de l'ancien chef d'Etat a réaffirmé, mercredi soir à Berlin, que cet acte d'accusation relevait du procès politique. M. Honecker a réaffirmé dans plusieurs interviews ces derniers mois qu'on lui reprochait des mesures que tout Etat socialiste se devait de prendre pour garantir ses frontières et qui relevaient du Pacte de Varsovie lui-même, c'est-à-dire de Moscou. Le procès, a indiqué mercredi soir le sénateur de la justice de Berlin, devrait commencer avant la fin de l'année.

HENRI DE BRESSON

L'adieu à Moscou

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Dans une dernière pantomime désarticulée, mais ne manquant pas de panache, le vieil homme a levé le poing en direction d'une foule imaginaire, comme lors d'un défilé du 1^{er} mai à Berlin. Serviette et imperméable à la main, costume noir, chapeau blanc, il s'est ensuite enroulé dans une berline bleu nuit, aux côtés d'un diplomate chilien, pour se rendre à l'aéroport militaire de Vnukovo, dans le sud de Moscou. Et c'est dans un Tupolev 134 du gouvernement russe qu'Erich Honecker a quitté l'ex-patrie d'un ex-socialisme qu'il avait tant et tant défendu.

La drapeau rouge de l'Union soviétique, frappé de la faucille et du marteau, ornait certes encore l'avion, mais comment Erich Honecker aurait-il pu imaginer que, dans une capitale qu'il avait tant de fois traversée dans un ordre parfait, le chauffeur d'une des voitures de sécurité russes, chargées de l'escorter jusqu'à l'aéroport, perde le contrôle de son véhicule (qui se retrouva sur le toit), ajoutant ainsi un gag final à son dernier séjour... Jeudi matin, à Moscou, l'événement était peu commenté. Les vieilles personnes, pourtant, avaient tendance à s'apitoyer sur le sort de l'ancien dictateur. « C'est peut-être juste, mais il est vieux et malade; c'est la loi de la vieillesse », affirmait ainsi une marchande des quatre saisons. « C'est pas très bien, ce qu'on lui a fait, renchérissait une autre, car il est parti contre son gré et un grand danger l'attend là-bas. » Un chauffeur-livreur, âgé lui aussi, après avoir assuré qu'il « n'était pas communiste » et qu'il « n'était pas, personnellement, Honecker », estime que « les

choses ont duré trop longtemps. « Et puis, ajoute-t-il, on doit quand même quelque chose à l'Allemagne de l'Est, si vous voyez ce que je veux dire ».

« Pardonnez-nous, Erich »

Les jeunes sont moins indulgents, et moins profanes, comme à cette histoire ne les concernent pas. « Il a été expulsé, et c'est très bien comme cela », se contente de dire un étudiant. « C'est aux Allemands de le juger, ajoute un autre, mais il faut en juger tellement ! » « Ah, bon, Honecker a été expulsé ? » s'étonne une de ces immenses filles, avec des immenses talons et une immense coiffure, qui font la queue devant Pizza-Hut, rendez-vous des « branchés » de la capitale.

La presse du matin n'accorde pas, elle non plus, un grand intérêt à l'extradition de l'ancien numéro un est-allemand et se contente de rapporter les détails de l'opération. « Le dernier front rouge » titre la Komsomolskaya Pravda (libéral) au-dessus de la photo d'Erich Honecker quittant l'ambassade du Chili. Quant à la Pravda, la vraie, elle retrouve son emphase. Sous le titre « Pardonnez-nous, Erich », Alexandra Chikhine écrit : « Le vieux communiste malade va se retrouver de nouveau en prison en Allemagne. (...) Victime de la trahison et des intrigues politiques, victime de l'indifférence de ses anciens amis et camarades Gorbatchev et Eltsine (...) On a peine à croire que l'histoire leur pardonne (...) Que l'approbation sur ces politiques et non sur notre peuple qui n'a pas participé à ces jeux sales. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

ITALIE : préférant conserver son mandat de député M. Scotti, ministre des affaires étrangères, a quitté le gouvernement

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Vincenzo Scotti, a décidé, mercredi 29 juillet, de démissionner du gouvernement afin de conserver son mandat de député. La Démocratie chrétienne (DC), à laquelle il appartient, avait décidé, lors de la formation du gouvernement de M. Giuliano Amato, le 28 juin, que les ministres issus de ses rangs devraient se démettre de leur mandat parlementaire.

ROME

de notre correspondant

L'annonce de la démission de M. Scotti, que l'on avait vu dans la matinée rencontrer son homologue français, M. Ali Akbar Velayati, en visite officielle à Rome, a provoqué la surprise générale, et d'abord chez les membres du gouvernement, qui venait juste d'obtenir la confiance à la Chambre des députés sur son plan de redressement

économique. Le ministre des affaires étrangères démissionne de son poste pour marquer son désaccord avec l'interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec un fauteuil ministériel décidée par la Démocratie chrétienne (DC). La nouvelle norme n'avait pas été acceptée par les autres partenaires de la coalition. Seule la DC avait décidé de l'appliquer à ses membres. De nombreuses personnalités du parti avaient longuement hésité. Parmi celles-ci, M. Scotti, qui avait fini, toutefois, par rejoindre l'équipe gouvernementale en envisageant de présenter ultérieurement sa démission de député.

Contraint, par les délais parlementaires, à prendre une décision définitive, M. Scotti a préféré abandonner son portefeuille. Un de ses collègues, le ministre du commerce extérieur, M. Claudio Vitalone, a décidé, lui, de garder son mandat de sénateur tout en restant au gouvernement. En accord avec le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, M. Amato a accepté la démission de M. Scotti et assure son intérim. (Interim.)

L'incarnation du communisme le plus figé

L'homme qui est livré aujourd'hui à la justice de son pays a présidé aux destinées du parti communiste est-allemand, le SED (Parti socialiste unifié), pendant dix-huit années. Erich Honecker a incarné dans cette fonction ce qu'un régime communiste pouvait avoir de plus figé. Né en 1912, non pas sur le territoire de cette RDA dont il allait devenir le numéro un, mais à l'Ouest, dans un bourg minier de Sarre, où il allait très tôt entreprendre une carrière de militant, il n'a que dix-sept ans quand il adhère au KPD (Parti communiste), dix-huit quand celui-ci l'envoie à l'école internationale des jeunes de Moscou.

Il est de retour dans la Ruhr lorsque, Hitler ayant pris le pouvoir, il entre dans la clandestinité. Pour peu de temps car le Gestapo l'arrête en 1936 lors d'une mission à Berlin. C'est l'armée rouge qui, en avril 1945, lui ouvre les portes de la prison de Brandebourg. Dès la création du SED, dans ce qui n'est encore que la zone soviétique d'occupation en Allemagne, Erich Honecker devient membre du comité central du nouveau parti unifié avec charge de mettre sur pied une puissante organisation de jeunesse, la FDJ, qui aura mission d'endoctriner des générations de jeunes est-allemands dans le marxisme-léninisme le plus strict.

Un fidèle brejnévite

Il montera personnellement au créneau, aux côtés de Walter Ulbricht qui l'a fait entrer au bureau politique, pour réprimer à Berlin la vague de contestation qui suit, en 1953, la mort de Staline. Il est toujours, en 1959, du côté des « durs », responsables notamment des affaires de défense et de sécurité - ce qui le conduit à superviser en 1961 la construction du mur de Berlin.

Jamais l'Ostpolitik de Willy Brandt ne rencontrera chez Walter Ulbricht, ni chez Erich Honecker qui lui succède en

1971 à la tête du parti, des interlocuteurs très constructifs. Fidèle brejnévite, le nouveau patron du SED se pille néanmoins à la politique de stabilisation européenne pratiquée à l'époque par le maître du Kremlin. C'est dans cet esprit que sera conclu en 1972 le traité fondamental qui régira par la suite les relations entre les deux Allemagnes. Mais c'est précisément sur la base de ce traité que Erich Honecker se fondera pour consolider l'existence de la RDA, admette alors à l'ONU, et tentera de rendre irréversible la division en deux Etats de l'ancienne Allemagne.

A l'intérieur, l'heure est plus que jamais à la plus rigoureuse des centralisations. Le régime - il est vrai confronté plus que les autres pays socialistes à la comparaison avec l'Occident - se défend sur deux plans : idéologique et économique, en refusant de faire illusion, en partie grâce au deuschemark de l'Ouest. La RDA est couramment citée à l'époque comme le fleuron du camp socialiste. Elle tente même, au nom de l'efficacité, de mettre en œuvre certaines réformes - l'écroli, en particulier, d'une certaine autonomie aux entreprises - qui permettront un peu plus tard à Erich Honecker et à ses compagnons de dire à qui voudra les entendre qu'ils n'ont pas attendu Mikhail Gorbatchev pour réaliser leur propre perestroïka.

Sauf, bien sûr, sur le terrain politique où ne souffrira pas la moindre brise de libéralisation. En font l'expérience la cohorte d'intellectuels arrêtés ou expulsés vers la RFA en 1989, tentée, sur le mur, les Vopos ont toujours ordre de tirer à vue sur les candidats au passage clandestin.

Dernière tentative pour se mettre au goût du jour : la visite en Allemagne fédérale de 1987. Elle ne suffira pas à le consolider politiquement. C'est tout le

régime qui, sans que les signes en soient encore évidents en Occident, est désavoué, miné. Le signal de la fin est donné en août 1989 par l'exode massif des ressortissants de la RDA qui fuient vers l'Ouest via la Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui a ouvert sa frontière avec l'Autriche quelques mois plus tôt sans que Moscou n'intervienne.

Pour le quarantième anniversaire de la RDA, célébré en grande pompe, Erich Honecker accueille à Berlin au début du mois d'octobre 1989, un Mikhail Gorbatchev qui cache mal son soulagement de voir le système sortir de son immobilisme et dénonce ceux qui n'avaient pas avec leur temps. Le soir même des cérémonies, des manifestations ont lieu à Berlin. D'abord, ce sont des défilés de jeunes, puis le passage des trains ramenant des réfugiés est-allemands de Prague, est presque en insurrection. Les contestataires se mobilisent à Leipzig.

Le président soviétique avait-il déjà quelques raisons de deviner la suite des événements ? Ses interlocuteurs d'Unter den Linden n'auront pas eu, en tout cas, à « patienter » très longtemps. Le 18 octobre, à l'issue d'un ultime plénum du comité central du SED qu'il lui apportait encore de présider, Erich Honecker n'était plus qu'un retraité, spectateur impuissant du séisme politique qui secoue la RDA et tout l'est de l'Europe.

Le 9 novembre, le mur de Berlin s'ouvre. Les heures du régime communiste sont désormais comptées. Les premières élections libres en RDA, en mars 1990, ouvrent le voie à l'unification - le 3 octobre de la même année. Réfugié avec son épouse Margot dans un hôpital soviétique près de Berlin, Erich Honecker quitte clandestinement la nouvelle Allemagne en mars 1991 dans un avion de l'armée rouge.

ALAIN JACOB

EUROPE

Réunion à Genève sous l'égide du HCR

La Conférence sur les réfugiés de l'ex-Yougoslavie a permis de réunir des fonds supplémentaires

Un convoi de vingt et un camions de l'ONU est arrivé, mercredi 29 juillet, à Sarajevo en provenance de Split (Dalmatie) avec 170 tonnes de vivres; quatre autres camions chargés de 30 tonnes ont poursuivi leur route vers le nord de la Bosnie. A Genève, une conférence sur les réfugiés de l'ex-Yougoslavie s'est tenue mercredi sous l'égide du HCR.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

La satisfaction affichée par M. Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, n'a pas suffi à dissimuler les désaccords apparus, en particulier avec l'Allemagne, lors de la Conférence internationale sur les réfugiés de l'ex-Yougoslavie, convoquée mercredi 29 juillet à Genève.

Certes, à l'issue de la réunion, les responsables du HCR peuvent se féliciter d'avoir obtenu de nouvelles contributions financières pour faire face au plus grand exode en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Mais si tout le monde se dit d'accord sur le principe, les avis divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour venir en aide aux quelque 2,5 millions de civils fuyant les combats.

D'emblée, deux conceptions se sont affrontées. Celle de l'Allemagne, qui a déjà accueilli plus de 200 000 réfugiés et qui souhaite en partager le poids avec les autres pays européens; celle de la France et du reste de la CEE, qui considèrent, au contraire, qu'il est préférable de les accueillir sur place afin de ne pas les encourager à quitter leur pays. Ainsi, le ministre allemand de l'Intérieur, M. Rudolf Seiters, a-t-il invité ses partenaires à accepter davantage de réfugiés yougoslaves « sur une base temporaire et dans le cadre d'un système de rééquilibrage international du fardeau

humanitaire ». Mais la plupart de la cinquantaine de pays ayant participé à la conférence (plus de 170 avaient été invités) ne se sont pas laissés entraîner sur la voie des quotas d'accueil de réfugiés préconisés par l'Allemagne avec le soutien de l'Autriche.

La France et la Grande-Bretagne, appuyées sur ce point par les États-Unis et plusieurs autres pays, ont fait valoir qu'une politique de la porte trop grande ouverte reviendrait à encourager les partisans de zones « ethniquement pures ». Cet argument a notamment été avancé par le secrétaire d'État britannique au développement extérieur, M. Lynda Chalker, qui a estimé que « la division des réfugiés en quotas ne constituait pas une réponse adéquate au problème ».

Zones neutres de protection

Abondant dans ce sens, M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Aide humanitaire, a indiqué que la France « soutient plus volontiers une politique d'installation des réfugiés et personnes déplacées au plus près pour éviter une cassure par rapport au milieu d'origine ». « Pour éviter l'éclatement total de la région, a-t-il ajouté, nous préférons ne pas vider le pays et espérer le retour rapide chez elles de ces populations, ce qui reste l'objectif de notre politique ».

M. Kouchner a rappelé que la France était favorable à la création de « zones neutres de protection ou d'accueil temporaire ». En Bosnie-Herzégovine, dans des endroits préservés des combats, de telles zones seraient mises en place avec le soutien et la garantie de la communauté internationale. Finalement, l'idée a prévalu de regrouper les réfugiés dans des zones sûres, au plus près de chez eux.

La France ne s'en déclare pas moins prête à accueillir des réfugiés « pour alléger la charge pesant

sur les pays voisins ». Contrairement à certains chiffres « approximatifs », M. Kouchner estime que la France a accueilli entre 30 000 et 50 000 personnes en provenance de l'ex-Yougoslavie, « prises en charge par des parents ou amis déjà installés sur son sol ». Enfin, le ministre a annoncé que la France mettrait de nouveaux moyens exceptionnels à la disposition du HCR, à commencer par une contribution de 50 millions de francs.

Au total, les nouveaux fonds dont devrait bénéficier le HCR s'élèvent à 43,5 millions de dollars, s'ajoutant aux 109 millions de dollars déjà promis auparavant. Plusieurs pays se sont également déclarés prêts à accueillir de nouvelles victimes du conflit si les circonstances l'exigent.

Les participants ont aussi décidé de créer un comité directeur du suivi de la conférence, en vue de prolonger cette action humanitaire. Sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, un accord a été signé en marge de la réunion entre le premier ministre de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Milan Pantic, et le vice-premier ministre croate, M. Mate Granic, pour la libération de quelque mille deux cents prisonniers d'ici au 7 août.

La conférence a cependant révélé ses limites, ne pouvant guère offrir que des palliatifs en attendant une hypothétique solution politique. Dans son discours d'ouverture, exhortant les participants à lancer « une contre-offensive de la dernière chance », M. Ogata ne s'y était pas trompé. Ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie est « un préjugé glacial » de ce qui pourrait se produire ailleurs en Europe de l'Est, dans l'ex-URSS et en Asie centrale, avait-elle averti. Elle s'en est aussi prise à la politique de « nettoyage ethnique » et aux tentatives de « manipulations cyniques du mandat humanitaire » du HCR.

JEAN-CLAUDE BUHRER

BOSNIE-HERZÉGOVINE

La CEE n'a pas obtenu d'accord politique entre Musulmans, Serbes et Croates

Au terme de trois jours de pourparlers indirects, Musulmans, Serbes et Croates de Bosnie-Herzégovine se sont engagés, mercredi 29 juillet à Londres, à mettre un terme aux atrocités contre les civils, malgré leurs précédentes promesses non tenues. Mais la médiation européenne a échoué dans son objectif principal : obtenir un accord politique.

Le diplomate portugais José Cutileiro, adjoint de Lord Carrington, président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, a annoncé la création immédiate d'un comité multipartite chargé de veiller au respect des droits de l'homme et de « contrôler la situation sur le terrain ».

Préside par un représentant de Lord Carrington, ce comité comprendra des délégués des belligérènes ainsi que des membres de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), du Haut Commissariat pour les réfugiés et du Comité international de la Croix-Rouge.

Son rôle sera d'assurer que l'aide humanitaire parvienne à la population, de permettre le retour des réfugiés, la libération des civils détenus dans des camps, un échange des prisonniers de guerre, et d'« aider à l'instauration d'un cessez-le-feu ». La plupart de ces mesures étaient contenues dans un précédent accord, conclu le 17 juillet à Londres, mais qui est resté lettre morte.

M. Cutileiro a reconnu l'échec de ses tentatives pour parvenir à un accord politique, seul à terme, selon la CEE, de garantir une paix durable. Les Musulmans ont notamment réitéré leur refus d'abandonner les territoires qu'ils ont conquis, et les combats se poursuivent. Ils rejettent également la notion « d'unités constitutives » prônée par la CEE, qui conduirait à la « cantonalisation ethnique » souhaitée par les Serbes, maîtres actuellement des deux tiers du territoire.

D'autre part, Serbes et Croates sont parvenus à un début d'accord aux termes duquel l'armée serbo-monténégrine aura huit jours pour se retirer de la région de Dubrovnik. Toutefois, la date du début de ce retrait n'a pu être fixée lors des

négociations qui se sont tenues mercredi à bord d'un navire britannique en Adriatique, sous l'égide de la CEE et de la FORPRONU.

En revanche, toutes les questions d'ordre pratique concernant le retrait des forces serbo-monténégrines de la région de Dubrovnik ont été résolues, a indiqué le général Philippe Morillon, commandant-adjoint de la FORPRONU.

L'armée yougoslave, selon le général français, a demandé l'ouverture de consultations à haut niveau sur la question de Prevlaka, presque entièrement contrôlée par l'armée croate qui contrôle l'accès à une très importante base navale de l'armée yougoslave dans les bouches de Kotar (Monténégro), sur l'Adriatique.

Alors que la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a revendiqué la possession de Prevlaka — véritablement pour des raisons purement militaires —, le général Janko Bobetko, qui dirigeait la délégation croate, a insisté sur la souveraineté de la Croatie sur la presqu'île : « La Croatie ne cédera pas sur cette question », a-t-il déclaré. — (AFP)

Le Parlement serbe restreint la liberté de manifestation. — Le Parlement de Serbie a adopté, mercredi 29 juillet, une loi restreignant le droit de manifestation. Ce texte, cité par l'agence officielle Tanjug, permettra d'interdire les rassemblements sur la voie publique si ceux-ci visent, aux yeux des autorités, à changer l'ordre constitutionnel en vigueur, « violent l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Serbie » ou suscitent « l'intolérance nationale, raciale ou religieuse ». — (AFP)

Téhéran appelle à l'action en faveur des Musulmans de Bosnie-Herzégovine. — Le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a appelé, mercredi 29 juillet, le monde islamique à « entrer en action pour défendre » les Musulmans de Bosnie-Herzégovine et accusé les pays européens « d'empêcher la naissance d'un Etat musulman au cœur même de l'Europe ». — (AFP)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : fin de la visite de M. Solh en France

Le premier ministre assure que les élections seront « libres et démocratiques »

Le premier ministre libanais, M. Rachid Solh, devait conclure, jeudi 30 juillet, une visite officielle de trois jours à Paris par un entretien avec son homologue français, M. Pierre Bérégovoy, et être reçu par le président Mitterrand.

Il y avait quelque chose de naïf dans les accents du premier ministre libanais, M. Rachid Solh, lorsqu'il a débuté du déjeuner offert en son honneur, mercredi 29 juillet, au quai d'Orsay, il a affirmé, à l'adresse de son hôte, le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas : « Je vous l'assure (...), les élections seront libres et démocratiques ». Comme si, par une caution quasi personnelle, il voulait accrédi- ter ce qu'il venait d'affirmer dans son toast : les élections législatives, prévues à partir du 23 août prochain au Liban, « seront parfait-

tement honnêtes et libres sans aucune pression ni intimidation ».

Contestées par une partie des responsables chrétiens libanais parce qu'elles se dérouleront en la présence de quelque 35 000 soldats syriens, ces premières élections générales depuis vingt ans ont été le sujet sur lequel M. Solh a été le plus interrogé.

Et M. Dumas, qui souhaitait il y a quelques jours encore que des observateurs étrangers puissent surveiller le scrutin, semble s'être rendu à l'argumentation de son hôte : « Nous faisons confiance aux autorités libanaises qui disposent du matériel juridique et du personnel humain pour mener à bien cette affaire », a-t-il en effet déclaré à l'issue d'un entretien. Même s'il devait préciser, un peu plus tard, que les conditions devaient être réunies pour « garantir un résultat significatif (au scrutin) et éviter une nouvelle exacerbation des tensions entre Libanais ».

Dégel entre le Vatican et Israël

Suite de la première page

L'important, aux yeux de certains diplomates israéliens, est que l'Eglise catholique se soit désolée mais « clairement engagée à reconnaître notre Etat », comme disait M. Avi Pazner, ambassadeur d'Israël à Rome, et principal artisan du spectaculaire réchauffement en cours. Pour Israël, la démarche du plus petit Etat de la Terre a une autre dimension historique que le rétablissement récent des relations diplomatiques avec les deux géants de la planète, l'Inde et la Chine. L'évolution capitale de l'Eglise vis-à-vis du peuple juif remonte à Vatican II. Mais la démarche politique attendait que « les circonstances s'y prêtent », comme avait dit Jean-Paul II, évoquant « le rêve » de visiter un jour Jérusalem.

Depuis la guerre du Golfe et le lancement par les Américains d'un processus de paix dans la région, les circonstances ont changé. Personne ne parle encore d'un voyage de Jean-Paul II en Terre sainte, mais la chose n'est pas à exclure, surtout si l'on se souvient que Paul VI, en janvier 1964, avait déjà fait le voyage sans jamais évoquer ne serait-ce que l'éventualité de relations diplomatiques avec un Etat qu'il se refusait d'ailleurs obstinément à nommer pendant toute la durée de sa visite.

En fait, rappelle-t-on périodiquement à Rome, s'il a souvent ignoré Israël, le Saint-Siège n'a jamais nié ni l'existence de l'Etat juif ni son « droit » à vivre dans des frontières sûres et internationalement reconnues. D'ailleurs, Rome dispose depuis toujours à Jérusalem d'un « délégué apostolique », l'équivalent d'un chargé d'affaires de la diplomatie traditionnelle.

Un ticket pour les négociations

Officiellement, le Vatican avait toujours repoussé l'idée d'envoyer un nonce (ambassadeur) à Jérusalem pour deux raisons essentielles : d'abord, le petit Etat catholique a coutume d'établir des relations plénières avec les Etats dont les frontières sont clairement et internationalement reconnues. D'autre part, le Vatican n'a pas non plus de liens diplomatiques complets.

Ensuite, et M. Navarro Valls l'avait rappelé pendant la guerre du Golfe, il y a « les difficultés juridiques inhérentes à la présence d'Israël dans les territoires occupés, ses rapports avec les Palestiniens, son annexion de Jérusalem (le Vatican souhaite toujours pour la ville trois fois sainte un « statut international ») ainsi que la situation faite à l'Eglise en Israël même ».

PATRICE CLAUDE

IRAK : M. Saddam Hussein renvoie son gouvernement. — M. Saddam Hussein a renvoyé son gouvernement, a annoncé, jeudi 30 juillet, l'agence INA. Le ministre d'Etat chargé des affaires étrangères, M. Mohammad Safd Al Sahaf, devient ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Ahmed Hussein Al Samaraei, qui prend le portefeuille des finances. Le chef de l'agence de l'énergie atomique, M. Humam Abdel Khalik Abdel Ghafur, est nommé ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique; il remplace M. Abdel-Razzak Al Hachimi. — (Reuters)

et dans les territoires administrés par lui.

Tous ces problèmes demeurent et leur traitement constitue justement l'objet de la commission de travail qui vient d'être mise en place. Le nouveau, dans l'approche du Saint-Siège, est qu'il ne semble plus s'agir, pour lui, que de régler les « questions bilatérales » avant la reconnaissance diplomatique complète. Problèmes d'impôts, d'extra-territorialité des services des Eglises et des organismes chrétiens en tout genre qui pullulent en Terre sainte. Pour le reste, à savoir la dimension internationale de la question, il semble qu'elle ait été reléguée au second plan, en tout cas à plus tard.

Interrogé sur le point de savoir si la reconnaissance diplomatique de l'Etat juif par le Saint-Siège ne risquait pas de mécontenter les pays arabes, mettant ainsi en danger les Eglises orientales qui y sont toutes minoritaires, M. Navarro Valls a rétorqué : « Quand des Etats arabes s'assoient autour d'une table avec Israël pour négocier, on ne voit pas comment quiconque pourrait se montrer perplexé quand l'Eglise décide de faire de même ».

Tout est là. La victoire électorale de M. Itzhak Rabin, selon le porte-parole du Vatican, « n'a joué aucun rôle » dans l'événement. A preuve, a-t-il ajouté, les conversations secrètes devant aboutir au tournant du jour avaient commencé sous le règne de M. Itzhak Shamir. Vraie ou fausse, la démonstration vaticane met en lumière le principal motif de son évolution : à savoir le processus de paix déclenché entre Israël et les Arabes. Le Saint-Siège, « dont l'influence est si grande à travers le monde », selon le chef de la délégation israélienne, M. Yossef Hadass, directeur général des affaires étrangères, peut aider l'Etat hébreu à améliorer ses relations avec son voisinage.

D'un autre côté, expliquait mercredi M. Itzhak Minervi, un spécialiste israélien de ces questions, « le Vatican n'avait pas l'intention de rester en retrait des négociations de paix. Plus important encore, la hiérarchie du Saint-Siège ne pouvait pas envisager que soit un jour abrogé le statut de Jérusalem en son absence ». Bref, avec la création de la commission mixte, la diplomatie israélienne aurait, en quelque sorte, fait payer au pape son ticket d'entrée à la table des pourparlers de paix.

POINT DE VUE Mascarade électorale

par Bernard Stasi

Le premier ministre libanais, M. Rachid Solh, prend-il les Français pour des imbéciles lorsqu'il déclare « solennellement », à propos des élections législatives qui auront lieu dans moins d'un mois au Liban, que « le scrutin sera libre et démocratique dans toute l'occupation du territoire » ?

Ces élections, personne ne peut le contester, ont été exigées par la Syrie, à laquelle le gouvernement libanais, qui ne dispose pas d'une plus grande autonomie par rapport à son « protecteur » que n'en disposait le gouvernement de Vichy par rapport aux autorités allemandes, ne peut rien refuser.

Contrairement aux dispositions des accords de Taëf, qui avaient pourtant bénéficié de la caution des Etats-Unis, de la Ligue arabe et de l'ensemble de la communauté internationale, ces élections auront lieu avant même que ne soit esquisé le moindre retrait de la part des troupes syriennes qui occupent une grande partie du territoire libanais.

Par ailleurs, les centaines de milliers de Libanais qui ont dû, ces dernières années, quitter leur pays, en raison de la guerre, n'auront aucune possibilité de voter.

Enfin, les registres de l'état civil détruits pendant les hostilités n'ont pas été reconstitués.

Mauvaise conscience

Dans ces conditions, la présence d'observateurs étrangers, timidement suggérée par le gouvernement français, ne remédierait en rien au caractère fondamentalement antidémocratique de cette consultation. Elle contribuerait, au contraire, à lui conférer un semblant de régularité qui ne tromperait que ceux qui accepteraient de se laisser tromper et rendrait cette manœuvre encore plus nocive.

Si ces élections ont lieu, elles soulageront sans doute les Etats-Unis de la mauvaise conscience que, peut-être, ils éprouvent d'avoir délibérément sacrifié l'indépendance du Liban pour récompenser la Syrie de son appui contre l'Irak.

Elles permettront en tout cas aux Syriens de dicter au Parlement nouvellement élu un statut qui fera définitivement du Liban une province de la Grande Syrie.

Qui, on comprend la hâte des autorités syriennes et de leurs « protégés » libanais d'organiser ces élections.

Mais on comprendrait mal que le gouvernement français se précipite, ne fût-ce que par une approbation tacite, à cette mascarade.

Si la France n'est plus en mesure de convaincre le gouvernement libanais de différer ces élections, qu'au moins elle sache son honneur en dénonçant cette imposture.

■ Bernard Stasi est premier président du C.D.S.

1500

1501

AMÉRIQUES

CUBA : dans un texte sorti clandestinement de sa prison

L'ex-général de La Guardia affirme que le trafic de drogue était autorisé « par les plus hautes instances » du pays

L'ex-général Patricio de La Guardia, condamné à trente ans de prison en juillet 1989, a décidé de rompre le silence qu'il s'était imposé depuis l'exécution de son frère jumeau, le colonel Antonio de La Guardia, condamné à mort pour sa participation au trafic de drogue avec les cartels colombiens. « Ces opérations étaient autorisées par les plus hautes instances de notre pays », écrit-il dans un manuscrit de vingt pages sorti clandestinement de sa prison de La Candelaria (province de La Havane) et authentifié par son fils, Hector, réfugié à Miami depuis l'an dernier.

Le texte, d'une écriture serrée parfois difficilement lisible, est daté du 5 octobre 1991, soit quelques jours à peine avant le quatrième congrès du parti communiste cubain (PCC). À l'époque, ce congrès avait été considéré comme l'ultime planche de salut du régime, très durement affecté par la disparition de l'Union soviétique. Le document est adressé à deux membres du bureau politique du PCC, MM. Roberto Robaina, secrétaire général de l'Union de la jeunesse communiste, et Osmay Cienfuegos, l'un des dirigeants historiques de la révolution.

L'un d'eux, ou leur entourage immédiat, aurait décidé de rendre public ce témoignage que l'ex-général de La Guardia qualifie lui-même de « petite synthèse ». Il se propose de « développer bien davantage en donnant une foule de détails supplémentaires ». « Qu'on me présente les preuves de ma culpabilité et je présenterai les miennes », menace-t-il. « Aurait-on peur que la vérité sur les procès honteux qui m'a été fait et sur les raisons de ma condamnation soit rendue publique ? »

L'allusion à M. Fidel Castro, qu'il ne désigne pas nommément dans le paragraphe du manuscrit consacré aux « plus hautes instances » du pays, est transparente et ne veut laisser aucun doute sur le rôle prêt au chef de l'État cubain dans le trafic international de stupéfiants, afin de trouver les « devises » indispensables au financement du budget national et des opérations de déstabilisation à l'étranger. « Je suis plus que certain, écrit-il, que mon frère était plus qu'autorisé à mener les opérations clandestines pour lesquelles il a été fusillé. »

Pourquoi alors avoir attendu si longtemps pour le dire ? L'ex-général

se justifie en donnant des détails sur les tortures psychologiques auxquelles il a été soumis depuis son incarcération, plus particulièrement au cours des semaines qui ont suivi son arrestation et son procès (sur les onze personnes jugées dans cette affaire, quatre ont été fusillées, dont le général Arnaldo Ochoa). Dans la cellule de la Villa-Marista, la prison de la Sécurité de l'État, où il avait été conduit après son arrestation, le 12 juin 1989, il a dû supporter, « nuit et jour, pendant soixante-six jours », un éclairage intense qui l'empêchait de dormir.

Celui qui dirigeait plus de vingt ans les unités spéciales du ministère de l'Intérieur chargées des missions les plus délicates sur tous les continents, décrit sa descente aux Enfers avec une sorte de résignation étonnée. « Toutes les vingt ou trente minutes, on ouvrait et fermait violemment la porte de ma cellule (...). Au cours des interrogatoires, on me maintenait en état de choc (...). Je suis devenu idiot au point de croire tout ce qu'on me disait. Je me suis reconnu coupable de délits que je n'avais pas commis, notamment d'avoir donné en cadeau je ne sais combien de voitures et d'avoir volé 30 000 dollars. Sans avocat pour m'aider, j'agissais comme un zombie. Je devais lire les documents trois ou quatre fois avant de les comprendre. »

« Trompés » par le régime

Condamné à trente ans de prison « pour ne pas avoir dénoncé son frère », l'ex-général Patricio de La Guardia - dans son cas, le tribunal militaire avait établi qu'il « n'avait jamais été mêlé au trafic de stupéfiants » - raconte comment lui et ses compagnons ont été « trompés » par les plus hauts dirigeants du régime, qui s'attendaient à être mis en cause par les États-Unis dans plusieurs affaires de drogue. « On m'avait convaincu de ne pas prendre d'avocat et de ne pas recourir à la Commission des droits de l'homme car, m'avait-on dit, la révolution ne dévore pas ses propres enfants et allait nous défendre en tant que révolutionnaires. J'étais encore romantique et plein d'illusions. Je me suis fait avoir ! »

L'ex-général, qui exige une révision de son procès - « J'ai été victime d'innombrables violations de mes droits civils », affirme que le régime cubain est impliqué dans une multitude d'activités illégales. Il reconnaît que son frère lui avait avoué avoir participé à « quatre opérations aériennes menées en coordination avec les hommes qui appar-

taient des États-Unis des produits de haute technologie, des armes, des médicaments... » en échange de cargaisons de drogue transitant par Cuba. « Tout cela était autorisé, m'avait dit Antonio, et il avait personnellement remis plus de 3 millions de dollars au ministre de l'Intérieur José Abrahantes et au vice-ministre (de l'époque) Luis Barreiro. »

500 kilos de cocaïne dans une clinique

Antonio de La Guardia dirigeait à l'époque le département « MC » du ministère de l'Intérieur (« monnaies convertibles », selon la terminologie officielle, ou « marijuana-cocaïne » dans le langage populaire), sous l'autorité du général Abrahantes, décédé en janvier 1991 dans des conditions mystérieuses, après avoir été condamné à vingt ans de prison pour « négligence ». « Abrahantes avait félicité mon frère pour son travail et lui avait demandé en février 1989 de trouver 12 millions de dollars supplémentaires d'ici la fin de l'année. Mon frère lui avait répondu qu'il pourrait tout au plus chercher 3 millions », raconte l'ex-général de La Guardia.

Ce dernier affirme également que « le ministère de l'Intérieur stockait 500 kilogrammes de cocaïne dans les locaux de la clinique du CIMEQ », le Centre de recherches médicales et chirurgicales chirurgicales situées à Siboney (banlieue de La Havane) rattachées à la haute nomenclature. Il dit encore que le truant américain Robert Vesco, réfugié à Cuba depuis les années 70 pour échapper à la justice des États-Unis, avait monté, à partir de 1982, des opérations de blanchiment de l'argent de la drogue dans la petite île cubaine de Cayo-Largo et que le cartel de Medellín avait offert deux avions au gouvernement cubain à la suite d'une rencontre avec « le trafiquant de drogue colombien Carlos Lehder ». « D'où venaient ces valises bourrées de coupures de 100 et 100 dollars que mon frère remettait personnellement à Abrahantes ? »

Outre le puissant ministre de l'Intérieur Abrahantes, qui était proche de M. Castro, et son frère Raúl, toujours ministre de la Défense, ce sont encore les mêmes noms de la nomenclature qui défilent page après page. On retrouve souvent celui de M. Abraham Macías, directeur de la société nationale CUBANACAN (tourisme), mais aussi ceux de MM. Carlos Aldana, membre du bureau politique du PCC, et José « Pepin » Naranjo, un des plus proches collaborateurs du chef de l'État, et des généraux

Fabian Escalante et Cintras Frias. Tous seraient impliqués dans différents types de contrebande (armes, défenses d'éléphants, vente de cigares aux États-Unis...), selon l'ex-général de La Guardia, qui ne donne cependant pas de détails sur leur participation au trafic de stupéfiants.

« Si je survivais à tout ça, alors je dirai la vérité », s'était écrit lors de son emprisonnement le survivant des deux jumeaux. Avec ce document, l'ex-général, âgé de 57 ans, commence à régler ses comptes. Avec prudence pour l'instant, car il est encore l'objet de ceux qu'il dénonce et craint de subir le sort du général Abrahantes. C'est pourquoi il garde en réserve, dans un lieu sûr, les morceaux de choix de son journal, où il décrit les nombreuses « opérations clandestines extrêmement délicates et illégales sur le plan du droit international » que les troupes spéciales cubaines ont menées pendant vingt-cinq ans dans le monde entier.

Peut-être en saura-t-on davantage également, si ce journal devient un jour public, sur le complot que le général Ochoa, le plus populaire des officiers cubains, préparait contre les frères Castro lorsqu'il a été arrêté. Avant son exécution, un des coconspirateurs, le commandant Amado Padron, avait réussi à faire parvenir une lettre à un de ses amis, dans laquelle il évoquait « la démission de Fidel comme unique solution politique pour éviter une insurrection ». Une « trahison », ajoutait-il, avait fait échouer le « projet », selon divers témoignages, devant se concrétiser au mois de juillet 1989.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ Rumeurs sur l'arrestation de deux responsables cubains. - Tandis que le président Fidel Castro arrivait, mercredi 29 juillet, à La Havane, après une visite officielle en Espagne d'urgence de deux jours pour des raisons qui n'ont pas été précisées, de nombreuses rumeurs couraient au sein de la communauté cubaine de Miami, faisant état d'une tentative de coup d'État et de l'arrestation de M. Carlos Aldana, idéologue du PCC, et de M. Roberto Robaina, secrétaire général de l'Union de la jeunesse communiste. M. Robaina est l'un des destinataires du texte de l'ex-général de La Guardia, dont nous publions des extraits ci-dessus. Selon l'agence de presse mexicaine Notimex, un porte-parole cubain a démenti l'arrestation de ces deux hommes. - (UPI.)

COLOMBIE : après la fuite du « baron de la cocaïne »

Des avions américains participent à la recherche de Pablo Escobar

Le gouvernement colombien a demandé et obtenu la coopération des États-Unis pour tenter de retrouver le trafiquant de drogue Pablo Escobar, en fuite depuis une semaine. Plusieurs avions militaires américains ont participé, mercredi 29 juillet, aux recherches menées dans la région de Medellín. Les appareils ont, en particulier, fait des photos aériennes grâce à des équipements aux infrarouges, ont indiqué des sources officielles. Selon l'aviation civile colombienne, au moins quatre transports de troupes Hercules C-130 de l'armée de l'air américaine et un avion de la DEA (Agence de lutte contre le trafic de drogue) ont survolé le département d'Antioquia, où le « baron » pourrait s'être réfugié après son évasion de la prison d'Envigado. C'est la première fois que les autorités colombiennes reconnaissent l'intervention de l'aviation américaine dans leur espace aérien.

La fuite du chef du cartel de Medellín a provoqué une crise politique à Bogotá, qui a déjà été marquée par le limogeage du vice-ministre de la Justice, M. Eduardo Mendoza. Des sanctions ont par ailleurs été prises à l'encontre de quatre officiers supérieurs. L'intervention des États-Unis crée, elle aussi, des difficultés au gouvernement de M. César Gaviria. Le sénateur Humberto Peláez, du Parti libéral au pouvoir, a jugé « inadmissible » la présence d'avions américains ; le sénateur Samuel Moreno, de l'Alliance démocratique M-19 (ex-guérilla, gauche) a exigé des explications

pour cette « atteinte à la souveraineté nationale ». Le ministre des affaires étrangères, M. Neomi Sanin, a assuré que le gouvernement colombien ne permettrait pas de saqueurs aériens pour déboucher sur des extractions vers les États-Unis. - (AFP.)

□ GUATEMALA : l'Eglise dénonce la « tradition de la terreur ». - Dans un rapport publié mardi 28 juillet, la commission des droits de l'homme de l'épiscopat du Guatemala estime que les actes de violence qui ensanglantent le pays « sont les signes d'une conception brutale et archaïque de l'exercice du pouvoir », relevant d'une « tradition de la terreur ». Tout en notant une amélioration sous l'actuel gouvernement du président Jorge Serrano, l'épiscopat note que les assassinats d'étudiants se poursuivent, que les juges et la presse sont toujours soumis à des pressions et que les forces de l'ordre agissent en toute impunité. - (Reuters.)

BERNARD NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans visa

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN Un million de réfugiés sont déjà rentrés du Pakistan et d'Iran

Un million d'Afghans qui avaient trouvé refuge au Pakistan ou en Iran durant la guerre qui a ravagé leur pays, sont déjà revenus chez eux depuis l'installation du régime islamiste, selon des sources des Nations unies à Islamabad. Des quelques trois millions de personnes qui étaient installées au Pakistan - la plupart dans des camps de la région de Peshawar - huit cent mille sont à présent rentrées au pays, dans ce qui apparaît comme l'un des flux majeurs de rapatriement de l'histoire moderne, a déclaré, mercredi 29 juillet, à Islamabad un responsable du HCR (Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés). D'autre part, selon des indications du HCR en Iran, deux cent mille des quelque 2,2 millions d'Afghans qui avaient trouvé refuge dans ce pays sont également revenus chez eux. De sept cent mille à huit cent mille autres vivent « illégalement » en Iran, selon des sources officielles à Téhéran.

La HCR fournit à chaque famille candidate au retour 132 dollars et 300 kilos de blé. Si, dans l'ensemble, les rapatriements ont eu lieu paisiblement, des caravanes de réfugiés ont été attaquées et dévalisées entre Herat et Kandahar, au sud du pays. - (AFP.)

CAMBODGE

Départ de Phnom-Penh du général français Michel Lordon

Le général français Michel Lordon a quitté Phnom-Penh pour la France, mercredi 29 juillet, après avoir été remplacé au poste de commandant en second de la force internationale de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC). Selon l'ONU et Paris, son remplacement par le général français Robert Rideau n'est qu'une succession ordinaire. Mais il est clair que le général Lordon avait contesté l'attitude timorée de l'APRONUC - et en particulier celle de son supérieur direct, le général australien John Sandercock - à l'égard des Khmers rouges, qu'il souhaitait contraindre à appliquer les accords de Paris. D'autre part, l'UNESCO a organisé, la semaine dernière, une réunion extraordinaire pour tenter d'interrompre l'afflux sur le marché international d'objets d'art cambodgiens volés ou exportés illégalement. La réunion avait pour but de former les responsables locaux aux moyens d'empêcher le pillage et les fouilles clandestines des pays, dont le plus célèbre est celui d'Angkor. - (AFP.)

COTE-D'IVOIRE

Adoption de la loi d'amnistie des opposants emprisonnés

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 29 juillet, le projet de loi d'amnistie des prisonniers politiques, présenté à l'initiative du chef de l'État, M. Félix Houphouët-Boigny. Cette loi permettra la libération de quelque 75 opposants condamnés à des peines d'un à trois ans de prison et incarcérés depuis février.

Le texte voté souligne que « la réinstauration du multipartisme (en avril 1990) a eu pour conséquence des débordements et des excès caractérisés par des violences ». Il prévoit l'amnistie de plein droit de « toutes les infractions commises avant le 24 juillet 1992 à l'occasion de la réinstauration du multipartisme ». Entrent dans cette catégorie, selon le texte, les infractions « liées au maintien de l'ordre public ». Ce dernier point a suscité des réactions hostiles dans l'opposition, qui y voit la volonté de faire bénéficier de l'amnistie les responsables de l'expédition punitive des militaires, en mai 1991, à la cité universitaire de Yopougon. Les députés ont par ailleurs adopté une loi « anti-casseurs » rendant pénalement et civilement responsables des délits et infractions commises à l'occasion des manifestations leurs « instigateurs et organisateurs ». - (AFP.)

LIBÉRIA

Les rebelles menacés d'un blocus par les États d'Afrique de l'Ouest

Le sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris fin,

mercredi 29 juillet, à Dakar, avec la publication d'un communiqué final accordant un délai de trente jours au chef rebelle libérien Charles Taylor pour se conformer aux dispositions de l'accord de paix de Yamoussoukro, paraphé en octobre 1991.

En cas de refus, il a été décidé de prendre « des sanctions appropriées », en ordonnant un « blocus total » de la zone contrôlée par le Front national patriotique du Libéria (FNPL) de M. Taylor. Le comité des Cinq (Nigéria, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Guinée-Bissau et Burkina-Faso), créé dans le cadre de la CEDEAO, a été invité à engager une démarche auprès du Conseil de sécurité des Nations unies pour rendre des sanctions « obligatoires et effectives ».

Cette position a entraîné la réprobation du président du Burkina, M. Blaise Compaoré, qui avait demandé que les mots « embargo » et « blocus » soient retirés du texte final. - (AFP.)

MOLDAVIE

La force d'interposition a commencé à se déployer

Des forces de maintien de la paix sont entrées en Moldavie, mercredi 29 juillet, pour tenter de mettre un terme aux affrontements ethniques entre Moldaves et séparatistes slaves de la « République » du Dniestr (est de la Moldavie). Ce déploiement a été rendu possible grâce à un accord intervenu, mardi soir, entre les représentants de la Russie, de la Moldavie et de la région du Dniestr, rapporte l'agence Interfax, qui précise que les cinq bataillons russes de la force de maintien de la paix seront suivis de trois bataillons moldaves et de deux bataillons de la « République » du Dniestr.

Le principe de l'envoi de troupes en Moldavie était inclus dans un accord de règlement pacifique du conflit, signé le 21 juillet, entre les trois parties (le Monde du 23 juillet). Cet accord prévoyait un cessez-le-feu, qui semble globalement respecté. - (AFP, Reuters.)

TOGO

Mort à Paris d'un dirigeant de l'opposition victime d'un attentat

Le premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh a annoncé, mercredi 29 juillet, le décès de Tavio Amornin, le chef du Parti socialiste panafricain (PSP, radical) grièvement blessé le 23 juillet dans un attentat à Lomé (le Monde du 25 juillet). Dans un communiqué, M. Koffigoh a précisé que Tavio Amornin, trente-quatre ans, était mort mercredi à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, où il avait été transféré. L'annonce de ce décès intervient alors que, depuis mardi, le général Eyadéma et les chefs des huit principaux partis politiques du pays ont entamé des discussions pour tenter de mettre un terme à la violence politique et de permettre l'organisation d'un référendum constitutionnel prévu pour le 23 août. - (AFP.)

TURQUIE

L'ancien maire de Diyarbakir a été placé en garde à vue

M. Mahdi Zana, l'une des figures de proue du mouvement kurde en Turquie, maire, de 1977 à 1980, de Diyarbakir, la principale ville du Sud-Est anatolien à majorité kurde, a été arrêté, mercredi 29 juillet, après que la police ait fouillé son appartement, à la recherche, vaine, de « terroristes ». M. Zana a été accompagné dans les locaux de la police par M. İyale Zana, son épouse, députée de Diyarbakir (le Monde du 15 juillet), qui, protégée par l'immunité parlementaire, en est ressortie libre, tandis que son mari reste en garde à vue, nous indique notre correspondant à Istanbul. M. Zana avait passé dix ans en prison après le coup d'État militaire de 1980.

A Istanbul, le contre-amiral Karmel Kacyacan, ancien commandant des forces navales turques, a été tué mercredi à son domicile. L'assassinat a été revendiqué par le groupe d'extrême gauche Davud Sol, qui avait promis de se venger des procès faits dans les années 80 à ses membres en assassinant des officiers à la retraite.

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

Les démocrates marquent leurs premiers points en matière de politique étrangère

La politique étrangère a, pour la première fois, donné lieu à quelques passes d'armes dans la campagne électorale. Ce qui a permis aux démocrates de démontrer qu'ils étaient prêts à croiser le fer dans l'un des rares domaines où le candidat George Bush jouit d'une bonne image auprès de l'électorat. Le président ne venait-il pas, justement, de rappeler que, lorsque la Maison Blanche est avertie en pleine nuit d'une crise internationale, « celui qui est aux commandes a de l'expérience » ?

Tout a commencé avec un communiqué du candidat démocrate Bill Clinton à propos du conflit yougoslave. « Si les Serbes conti-

nuent à violer les termes du dernier accord de cessez-le-feu, les États-Unis devraient prendre la responsabilité de renforcer le Conseil de sécurité des Nations unies l'autorisation de mener des attaques aériennes contre ceux qui empêchent l'arrivée de l'aide internationale », ces « éléments serbes se trouvant en Bosnie ». « Les États-Unis devaient se préparer à apporter le soutien militaire approprié à cette opération. »

Le porte-parole de la Maison Blanche a aussitôt répliqué, lundi 27 juillet, que les prises de position « téméraires » de M. Clinton dans ce dossier « compliquées » montraient qu'il « a encore beaucoup à faire avant d'être capable de diriger le pays ». Le lendemain toutefois, M. John Bolton, secrétaire d'État adjoint chargé des organisations internationales, envisageait ouvertement l'usage de la force pour protéger les opérations menées par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) en Bosnie-Herzégovine et déclarait que des consultations entre alliés étaient menées sur cette possibilité.

M. Clinton a eu beau jeu de se déclarer « perplexe » en constatant cette similitude de vue. Son collègue a été plus direct : « Il (les républicains) sont dans un état de panique indescriptible » au vu des sondages montrant une large avance à M. Clinton. Si les républicains « sont de tels génies en matière de politique étrangère, alors pourquoi Saddam Hussein nargue-t-il encore le monde entier en clamant victoire », a ajouté le sénateur de Tennessee.

POLITIQUE

Le plan de moralisation de la vie publique présenté par le premier ministre

Le gouvernement va mettre en place un « service central de lutte contre la corruption »

M. Pierre Bérégovoy a présenté au conseil des ministres, mercredi 29 juillet, une communication sur la prévention de la corruption, qui doit faire l'objet d'un ou plusieurs projets de loi dès la session d'automne du Parlement. Rendu compte de ses propos, le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, a souligné qu'il s'agissait, pour M. Bérégovoy, d'élaborer un « véritable plan contre la corruption », afin de « mettre notre pays et ses acteurs à l'abri de la tentation ». M. Bérégovoy a notamment annoncé la création d'un « service central de lutte contre la corruption », qui aura pour mission d'identifier les transactions donnant lieu à des faits de corruption (nos dernières éditions du 30 juillet).

M. Pierre Bérégovoy avait décidé, dès son entrée à Matignon, de faire de la lutte contre la corruption une des priorités de son action gouvernementale. Quatre mois après son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, au cours duquel il avait annoncé sa volonté de « réviser l'absence de la corruption », et la mise en place, toujours à l'initiative du premier ministre, de la commission de prévention de la corruption, présidée par M. Robert Bouchery, conseiller d'Etat, M. Bérégovoy a

tenu à présenter lui-même au conseil des ministres les grandes lignes du ou des projets de loi qu'il entend soumettre au Parlement dès la prochaine session.

Parmi les mesures évoquées par le premier ministre figurent celles relatives à la moralisation économique et financière que le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, avait détaillées dans un entretien qu'il nous avait accordé (le Monde du 17 juillet) : renforcement de la transparence pour l'attribution des marchés publics et les délégations de service public par une meilleure information des assemblées délibérantes des collectivités locales ; refonte de la loi Royer sur l'urbanisme commercial par la modification de la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC) et remplacement de la commission nationale par une autorité administrative indépendante, composée notamment de magistrats, qui se substituerait au ministre du commerce et de l'artisanat comme instance d'appel ; extension des pouvoirs de contrôle des juridictions financières locales (chambres régionales des comptes), notamment sur les associations bénéficiaires des fonds publics.

Des codes de déontologie

Dans le même but, et suivant en cela les recommandations du rapport d'étape de la commission Bouchery, M. Bérégovoy souhaite également voir instituer la responsabilité des élus devant la cour de discipline bud-

gétaire. Toujours dans le cadre de la moralisation de la vie économique et financière, figureront dans les projets de loi présentés cet automne des mesures relatives au secteur de la publicité telles que la réforme des pratiques tarifaires ou la séparation des fonctions de conseil en médiation et d'achat d'espaces (le Monde du 18 juillet).

Devant le conseil des ministres, M. Bérégovoy a indiqué que la prévention de la corruption s'étendrait également au domaine de l'urbanisme et des transactions immobilières. Le gouvernement souhaite notamment assurer une meilleure stabilité des plans d'occupation des sols et encadrer davantage les pouvoirs du maire en matière de dérogation, de refus de permis de construire et d'exercice du droit de préemption. En matière de transactions immobilières, celles qui seront effectuées par des collectivités locales ou des personnes relevant d'elles seront soumises à une obligation de mise en concurrence. En outre, des mesures spécifiques seront prises concernant le régime financier des sociétés de HLM et la collecte du « 1 % logement » destiné à financer le logement social (lire l'encadré ci-dessous).

Reprenant là encore les propositions du rapport Bouchery, M. Bérégovoy a insisté sur la nécessaire élaboration de codes de déontologie. Pour l'ensemble de la fonction publique, un code général sera mis au point, en concertation avec les organisations syndicales, il sera en outre complété par des codes spécifiques à chaque branche et à chaque ministère. Le Conseil économique et social sera chargé de faire des propositions dans le même sens concernant les entreprises traitant avec les personnes publiques. Quant aux organisations professionnelles d'experts-comptables et de commissaires aux comptes, le gouvernement souhaite qu'elles élaborent elles-mêmes les codes de déontologie de leur profession.

Mais, parmi les dispositions annoncées par le chef du gouvernement dans sa communication devant le conseil des ministres, la plus spectaculaire est la création d'un service central interministériel de lutte contre la corruption, dont le rôle sera, selon le communiqué officiel publié à l'issue du conseil des ministres, « d'identifier les transactions donnant lieu à des faits de corruption et de réunir les indices nécessaires à la prévention, et s'il y a lieu, de saisir la justice ». Le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, a précisé que ce service, présidé par un magistrat et composé de « spécia-

listes » issus de l'administration, interviendra « en amont de la police et de la justice ». Il pourra être saisi par les élus locaux, les fonctionnaires d'autorité, les corps d'inspection, les commissions financières et les procureurs.

Enfin, le porte-parole du gouvernement a indiqué que la proposition de loi relative à la déclaration du patrimoine des élus et des candidats aux élections législatives, déposée par

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, sera, elle aussi, examinée au cours de la prochaine session.

Reprenant les propos du premier ministre, M. Malvy a tenu à souligner que « la vie publique française a une longue tradition d'honnêteté à laquelle l'immense majorité des élus, des fonctionnaires et des entreprises sont fidèles », mais que, « dans les sociétés modernes, les risques de corruption sont plus grands et doivent être combattus avec des moyens nouveaux ». La précision vaut pour ceux qui seraient tentés de s'inquiéter de l'établissement de ce « véritable plan de prévention », il ne faudrait pas en déduire, souligne M. Malvy, que « la France est plus corrompue que d'autres ».

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Bérégovoy : « La justice est plus indépendante que jamais »

Dans un entretien accordé à l'Express daté 30 juillet-5 août, M. Pierre Bérégovoy a dit « préoccupé par les rapports de la société avec l'argent », et souligné qu'il est « de l'intérêt de tous de rendre plus transparentes les relations financières », suite de quoi, ajoute-t-il, « chacun deviendra suspect, y compris ceux qui font honnêtement prospérer leurs affaires ». S'il fait de la lutte contre la corruption une « priorité », le premier ministre relève toutefois que « ce n'est pas la corruption qui est nouvelle... ». Ce qui est nouveau depuis 1981, c'est que les « affaires » ne sont plus étouffées, (...) que la justice est plus indépendante que jamais et la presse plus libre ».

Evocant les rapports entre le pouvoir et la justice, M. Bérégovoy affirme que le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, et lui-même, ont « tout fait pour que les magistrats travaillent en toute indépendance ». Il se dit toutefois « prêt » à une « clarification permettant de donner une très large liberté d'appréciation aux parquets sur la conduite de l'action publique ».

A propos des « affaires » politico-financières, M. Bérégovoy renouvelle son souhait de voir distingués, par les juges, les délits liés au financement occulte des partis politiques, de ceux destinés à un enrichissement personnel. Cette « distinction de bon sens », souligne le premier ministre,

« M. Boudard (PS) propose l'abrogation de la loi d'amnistie... M. Jean-Claude Boudard, député socialiste de la Sarthe, convoqué aux fins d'instruction, le 7 septembre, « pour des faits qualifiés de trafic d'influence » dans le cadre de l'affaire Urbain-Grocco, propose, dans le Nouvel Observateur (daté 30 juillet-5 août), que le Parlement abroge la disposition d'amnistie de la loi du 15 janvier 1990 qui, dit-il, « a choqué l'opinion et suscité la méfiance des magistrats à notre égard ».

« sépare l'illégalité de l'illégalité doublée de malhonnêteté ».

Interrogé sur M. Jean-Michel Bouchery, ancien maire socialiste d'Angoulême, qui est incriminé dans plusieurs affaires, le chef du gouvernement indique qu'il trouve « normal » que celui-ci démissionne de son mandat de député de la Charente. Mais, ajoute-t-il, « l'inculpation ne signifie pas condamnation. L'opinion a tendance à confondre les deux... ». La publicité faite dans les médias à cette inculpation, « Visions à cela. Il y a des gens qui en sont morts. D'autres dont la vie ou la carrière vont être brisées ».

Constatant que la disposition d'amnistie contenue dans la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales du 15 janvier 1990 a donné lieu à « un formidable malentendu », M. Bérégovoy se dit convaincu que « la vérité finira par s'imposer ».

■ M. Mitterrand et Bérégovoy en baisse selon BVA. — Selon le « tableau de bord » mensuel de BVA, publié jeudi 30 juillet par Paris-Match (daté 6 août), les cotes de popularité de M. Mitterrand et Bérégovoy sont l'une et l'autre en baisse par rapport au mois de juin. 35 % des personnes interrogées (contre 38 % il y a un mois) ont une bonne opinion du président de la République et 58 % (contre 55 %) en ont une mauvaise. Pour le premier ministre, les bonnes opinions passent de 48 % à 41 % et les mauvaises de 33 % à 45 %. C'est la première fois depuis sa nomination que M. Bérégovoy enregistre un score négatif. 76 % des personnes interrogées se disent mécontentes de la façon dont la France est gouvernée et 18 % satisfaites (contre 72 % et 22 % en juin). C'est le plus mauvais résultat obtenu depuis la création de cet indicateur en mars 1982. L'enquête a été réalisée du 15 au 21 juillet auprès de neuf cent trente-neuf personnes.

Ambiguïtés

Suite de la première page

Le texte écrit de la communication faite par M. Pierre Bérégovoy affirme que ce service aura « un rôle comparable à celui que remplit le service de traitement du renseignement et d'action contre les circuits clandestins (Tracfin) (placé auprès du ministre des finances), dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des produits criminels ». Tout en précisant que son action se situera « en amont de celle de la justice et de la police », le premier ministre lui assigne pour tâche d'« identifier les transactions économiques donnant lieu à corruption », de regrouper « les moyens de renseignement et d'expertise » et de

an affirmant que ce service décidera, « s'il y a lieu, de saisir la justice ». Déjà magistrats et policiers spécialisés font savoir discrètement leur étonnement tant l'énumération de certaines des missions de ce « service central », placé hors des hiérarchies habituelles, recouvre celles qui sont théoriquement les leurs.

Aussi le gouvernement serait-il bien inspiré de s'en tenir à la stricte définition que la commission présidée par M. Robert Bouchery donnait de ce service dans son rapport. Précisant qu'il serait « rattaché au ministère de la justice » et composé « notamment de magistrats, policiers, gendarmes et douaniers », elle affirmait qu'il ne pouvait « se concevoir que comme un service d'aide à l'action publique exercée par les procureurs de la République ».

Surtout, la commission s'opposait explicitement à « toute mesure d'extension » du dispositif Tracfin dont elle rappelle que les informations qui lui sont communiquées par des institutions financières « ne peuvent être utilisées à des fins fiscales ». Or, ajoutait-elle, « la lutte contre les infractions de corruption, qui se traduit dans la plupart des cas par un enrichissement personnel, implique nécessairement des investigations et, éventuellement, des sanctions de nature fiscale ».

Les « commissions »

des contrats à l'exportation

De ce point de vue, les déclarations de M. Bérégovoy à l'Express, dans leur sobriété, sont plus proches des réponses apportées par la chancellerie mercredi 29 juillet. « C'est une idée à compléter et à préciser », y déclare-t-on. Mais il s'agit bien dans notre esprit d'un service d'expertise, d'alerte et de plaintes. En attendant en effet, parce qu'elle est sans doute plus parlante que d'autres, la proposition n° 34 de la commission Bouchery — « créer un service central de lutte contre la corruption au ministère de la justice » — le gouvernement devrait éviter de laisser croire, par l'impression des définitions, qu'elle reviendrait à dépouiller magistrats et policiers de leurs missions en laissant au garde des sceaux un droit de regard privilégié sur la détermination de ce qui relève ou non de la corruption.

De ce point de vue, la solution la plus simple serait de nommer autrement cette structure qui, à en croire le ministère de la justice, n'est donc pas un « service de lutte » mais bien une mission d'information et de conseil. Enfin, il serait bienvenu que le gouvernement ne tarde pas trop à concrétiser la proposition n° 20 de la commission Bouchery, dont le plan présenté mercredi ne dit mot. Elle vise en effet l'un des domaines où les pratiques de corruption sont paradoxalement à l'abri de la loi : les contrats à l'exportation, notamment d'armement, où les sommes en jeu sont fort conséquentes. En effet, en l'état actuel de la législation, une procédure confidentielle permet aux entreprises concernées d'obtenir la déduction fiscale des « commissions » versées aux intermédiaires.

« Le maintien de cette reconnaissance officielle d'actes de corruption, écrit la commission, augurerait mal de la volonté réelle du gouvernement de lutter contre ce fléau. Il semble au demeurant que cette procédure ne soit pas utilisée par la plupart de nos concurrents européens, qui n'en exportent pas moins ». Aussi la commission proposait-elle qu'une loi réexamine « l'opportunité de maintenir la procédure permettant aux entreprises d'obtenir des contrats d'exportation ». Nul doute que les cinq membres de la commission, dont le document de juin n'était qu'un « rapport d'étape », y reviendront avec insistance.

EDWY PLENEL

■ M. Yann Clerc et la « légitimité » du statut des juifs. — M. Yann Clerc, secrétaire général de la rédaction du Figaro et secrétaire général de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP), qui avait déclaré, dans un entretien à l'Express, que son association assumait « tout ce que Pétain a assumé, c'est-à-dire Vichy en bloc », y compris la « légitimité » du statut des juifs, précise, dans une lettre publiée par l'hebdomadaire (daté 30 juillet-5 août), que l'ADMP n'approuve pas ce statut, qu'elle se donne pour mission de « replacer dans son contexte historique pour l'expliquer, non pour le justifier ». Il ajoute qu'« assumer ne veut pas dire approuver ». L'auteur de l'article, Eric Conan, dans une réponse publiée simultanément, manifeste les propos de M. Clerc sur la « légitimité » du statut des juifs.

Mieux garantir la « vocation sociale » des sociétés de HLM

Le gouvernement a ajouté in extremis dans son plan de prévention de la corruption une mesure visant à « mieux garantir le respect de la vocation sociale » des trois cent cinquante sociétés anonymes de HLM qui gèrent 1,4 million de logements sociaux en France.

Cette proposition a été faite par la fédération des SA de HLM, qui demande une limitation du prix de cession des actions des SA de HLM. Jusqu'à présent, lorsqu'un actionnaire décide de vendre les titres qu'il détient, il peut le faire à n'importe quel prix, formule qui laisse la porte ouverte à toutes sortes de spéculations. La fédération des HLM, pour mettre fin à ce risque, demande donc que le prix plafonné soit égal au nominal, auquel s'ajoute le dividende non perçu par l'actionnaire (dividende limité à 6 %).

A cette mesure s'en ajoute une sur l'utilisation des fonds payés par les entreprises pour soutenir le logement, connue sous le nom de « 1 % logement » (en réalité, il ne s'agit plus que de 0,45 % de la masse salariale de l'entreprise), qui a fait l'objet, l'an passé, de vives critiques du ministre du budget, M. Michel Chasseigne (le Monde du 14 juin 1991).

Il s'appuyait sur les conclusions d'un rapport de l'inspec-

tion générale des finances, qui critiquait vivement l'utilisation des fonds collectés (7,3 milliards de francs en 1990) par les comités interprofessionnels du logement (CIL) à la suite d'une enquête menée auprès des dix plus gros CIL (sur cent quatre-vingt-dix de l'Hexagone) : dérive des coûts de gestion (en hausse de 38 % de 1987 à 1989), dérapage des salaires, « manquements à la déontologie ».

Les inspecteurs des finances allaient même jusqu'à s'interroger sur le maintien ou non du 1 %, ce qui aurait eu pour avantage d'alléger les charges des entreprises privées de plus de dix salariés qui paient cette contribution depuis 1953.

Ce rapport avait suscité une certaine émotion dans la profession, qui s'efforce, depuis quelques années, derrière l'ANPEEC (Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction), d'accroître la transparence des CIL. Elle déplorait notamment que les faits relevés par les inspecteurs portant sur des années (1987, 1988 et 1989) antérieures à sa création. Les inspecteurs des finances avaient d'ailleurs pris acte de son travail, proposant un renforcement de son rôle.

FRANÇOISE VAYSSÉ

La préparation du référendum du 20 septembre

Le CDS entend mener une campagne « active » mais « sobre financièrement »

MM. Pierre Méhaignerie et Bernard Bosson, respectivement président et secrétaire général du Centre des démocrates-sociaux (CDS), ont expliqué, mercredi 29 juillet, au cours d'une conférence de presse, les raisons de l'engagement de leur parti en faveur du traité d'Union européenne. « Nous estimons qu'aujourd'hui, plus encore qu'hier, un pôle de stabilité uni et fort en Europe est une certitude de régler des problèmes de sécurité pour demain », a affirmé M. Méhaignerie avant d'ajouter : « Une Europe non unie, non intégrée, ne pourra pas être un acteur de la scène internationale ». M. Méhaignerie a précisé que le CDS entend mener, « en coopération étroite avec l'UDF, et avec toute l'opposition dans certains départements, (...) une campagne active, sobre financièrement, mais

dynamique et à la mesure de l'enjeu européen ». M. Bosson a souligné : « C'est un « oui » de conviction ; c'est pour nous un idéal raisonné ».

Enfin, MM. Méhaignerie et Bosson ont exprimé leur mécontentement à l'encontre de ceux des membres de l'opposition qui appellent à voter « non » le 20 septembre : « Ils mentent et ils le savent : si le traité n'est pas ratifié, il y aura une cassure entre l'Allemagne et la France, ce sera une nouvelle vague aux courants nationalistes et hégémoniques, ce sera un recul phénoménal de l'idée européenne : on ne peut pas être pour l'Europe et contre Maastricht. » « Le « non » est irresponsable et contraire aux intérêts de l'Europe et de celui des Français », ont-ils conclu.

1501 66 11 11

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

L'adieu à Laetitia et à Solène

M. Pierre Chaigne a demandé, mercredi 29 juillet, 2 millions de francs de dommages-intérêts par hémophilie ou famille d'hémophile victime du Centre national de la transfusion sanguine. L'avocat a présenté cette requête devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris au nom de l'ensemble de ses confrères parisiens.

Est-il vraiment indécent de parler d'argent ? Serait-il inconvenant pour les avocats des parties civiles, en charge des intérêts des hémophiles, de demander réparation alors que tant de tribunaux les déboutent de leurs requêtes, alors que le Fonds spécial d'indemnisation verse seulement le dernier quart des sommes allouées lorsque les malades en arrivent au stade du sida déclaré ?

M. Pierre Chaigne, pour briser

définitivement ce tabou, a donné lecture de la dernière missive d'un hémophile aujourd'hui décédé. La lettre d'adieu d'un père à ses deux petites filles. Un message d'amour et de révolte pour que Laetitia et Solène se souviennent : « Votre papa, les filles, est très malade... De toute mon existence, j'espère vous avoir apporté tout mon amour et mon savoir-vivre, et en aucun cas mon âme et mes pensées ne vous quitteront. Voyez-vous, les filles, mon corps disparaît, mais tous les bons souvenirs resteront et mon amour ira directement dans votre cœur... Je serai en vous, et je vous suivrai pas à pas. »

Faites jurisprudence

D'un coup disparaissent alors toute la froideur des statistiques : 258 hémophiles touchés par le sida, 1 200 en survie. D'un coup l'on comprend la nécessité de

ces dommages-intérêts pour les survivants, pour les orphelins. Et M. Chaigne, la voix hésitante, continuait une lecture plus terrible qu'un réquisitoire : « Les filles, pour m'aider dans mon absence, il faut absolument vous consacrer à vos études et mener votre vie comme bon vous semble. Restez dignes, honnêtes et gentilles... Ne soyez pas tristes et dites-vous qu'après tout je ne souffrirai plus... Peut-être vais-je rencontrer et partir avec des dauphins comme dans le Grand Bleu. Regardez ce film, il vous fera voir et comprendre énormément de choses. »

Il n'y avait là nulle impudeur, mais la douleur des familles restait. Une émotion légitime dans une enceinte parfois oubliée des drames individuels. Et la vertu de cette lettre fut précisément de reléguer, un instant, tous les arguments juridiques du monde. Il fallait le courage d'un père pour écrire ces mots : « Peut-être allez-

vous trouver que je suis un lâche de partir, alors, mes chéries, ne m'en veuillez pas, aimez-moi et comprenez-moi. Si je pars, c'est pour rentrer en vous et vous apporter ma révolte, pour que d'ici quelques années vous puissiez le hurler. Cela est une bonne raison de réussir et peut-être cela est-il votre mission sur terre. Je vous en prie, Laetitia et Solène, il ne faut pas pleurer, notre amour est si fort que l'on ne pourra jamais nous séparer. »

Au moment où l'avocat replait cette lettre, au moment où chacun dans la prétoire fixait le sol pour ne pas regarder ses voisins, M. Chaigne ajouta simplement : « Lorsque je parle d'argent tout à l'heure, je pense surtout à ce père et à ses deux petites filles. » Et, s'adressant au tribunal, M. Chaigne lançait : « Il faut que vous fassiez jurisprudence. »

LAURENT GREISAMER

Craignant une augmentation de leurs charges

Les entreprises américaines critiquent la loi pour la protection des handicapés

La seconde phase de la loi protégeant les handicapés, dite Americans with Disabilities Act (ADA), est entrée en application le 28 juillet. Les organisations de défense des handicapés ont assésé cette législation à la loi historique des droits civiques qui, en 1964, émancipait et protégeait les minorités, plus particulièrement les Noirs. La loi, qui interdit toute discrimination concernant l'embauche, le logement, la promotion, les salaires, etc., inquiète en revanche les petites et moyennes entreprises.

WASHINGTON

correspondance

L'ADA, fortement soutenue par le président Bush (deux de ses fils souffrent de handicaps mineurs),

avait été adoptée avec une large majorité par le Congrès en juillet 1990. Aujourd'hui cependant, la loi provoque des remous, et même des réactions hostiles de la part des petites et moyennes entreprises, soulignant que l'ADA va leur imposer des charges très lourdes. Les plus grandes entreprises, en revanche, sont prêtes à supporter le coût des aménagements envisagés par la loi.

Le ministère de la justice a informé six millions d'employeurs des dispositions fiscales prévues pour ceux qui auraient à financer de nouvelles installations, la formation du personnel, etc. Le gouvernement fédéral estime que l'intégration dans la protection de millions de handicapés en état de travailler (2,5 millions selon les chiffres officiels) se traduira par un bénéfice annuel de 200 millions de dollars pour la communauté : les

handicapés cesseraient d'être assistés pour devenir des contribuables.

Dans sa première phase, appliquée depuis le 26 janvier, l'ADA exige des entreprises employant plus de 25 personnes (dans deux ans, cette limite sera réduite à 15) de procéder à des aménagements « raisonnables » et « immédiatement réalisables » pour éliminer les barrières empêchant l'accès au travail des handicapés. A la condition toutefois que cette élimination ne crée pas une « difficulté excessive ».

La loi ne prévoit pas ce que doit être un « aménagement raisonnable ». Il peut s'agir simplement d'un ajustement du téléphone comme de l'embauche d'un lecteur pour aider un non-voyant... Il appartient aux tribunaux de trancher, l'imprécision de la loi ne pouvant, selon les experts, qu'encourager les actions judiciaires. Les chefs d'entreprise sont préoccupés

dans la mesure où ils sont passibles d'amendes allant de 50 000 dollars, pour la première infraction, jusqu'à 300 000 dollars pour les suivantes.

D'autre part, les handicapés seront tentés de s'affirmer victimes d'une discrimination pour obtenir une compensation financière substantielle couvrant le *preliminary damage*. Ainsi, le président d'une grande organisation de défense des handicapés s'attend à recevoir cette première année entre 12 000 et 15 000 dossiers de discrimination.

Beaucoup de chefs d'entreprise redoutent que les tribunaux donnent des interprétations trop larges du texte légal ayant pour conséquence de protéger les handicapés souffrant de troubles mentaux. En Floride, par exemple, un directeur de prison a récemment été accusé de discrimination pour avoir renvoyé un gardien qui s'habillait en femme. Officiellement, la loi évalue le nombre des handicapés à 43 millions, soit un sixième de la population américaine. Faudrait-il y ajouter ceux qui souffrent de troubles mentaux, de schizophrénie, de dépression, d'anxiété, de sida, s'interrogent les adversaires de la loi, qui voudraient en limiter l'application aux handicapés moteurs.

En dépit des réserves, et parfois de l'hostilité, la loi s'applique graduellement. La première application depuis janvier concernait surtout les transports, les écoles et les services. Il ne s'agit pas seulement d'augmenter les emplacements de stationnement, de construire plus de rampes d'accès mais aussi, par exemple, d'abaisser les guichets des machines de billetterie. Les autobus, trains ou métros doivent prévoir, pour 1993 et les années suivantes, des dispositifs d'accès particuliers.

Les restaurants seront invités à présenter des menus en braille ou écrits en gros caractères pour les malvoyants, les supermarchés devront élargir leurs portes pour permettre l'entrée des chaises roulantes, et installer de grands panneaux donnant les indications sur les produits afin de les rendre plus accessibles. Les cinémas devront réserver des places pour les accompagnateurs des handicapés.

HENRI PIERRE

RECTIFICATIF

M. Shlomo Malka et M. Wladimir Spiro, responsables de Radio Communauté Judaïques FM, ainsi que M. Daboussi Abdelmajid, président de Radio Soleil, portent à la connaissance des lecteurs du Monde, qu'ils n'ont pas signé l'appel en faveur de Radio Beur, paru dans l'édition du Monde du 24 datée 25 juillet 1992 en page 9.

Dans cette même annonce, il fallait lire : « M. Yann SAIBI, conseil en relations humaines, chercheur, écrivain, et non pas : « M. Aziz SAIBI, psychanalyste ».

F.-X. R.

REPÈRES

JUSTICE

Remise en liberté de MM. Filippi et Rossi, inculpés après la catastrophe de Furiani

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia a permis la remise en liberté sous caution et contrôle judiciaire, mercredi 29 juillet, de M. Jean-François Filippi, président démissionnaire du Sporting Club de Bastia, et de M. Bernard Rossi, directeur de la société de contrôle Socotec pour la Haute-Corse, inculpés et écroués dans le cadre de l'enquête sur la catastrophe du stade de Furiani. Un seul des inculpés reste incarcéré : M. Jean-Marie Boimond, le directeur général de la société niçoise Sud Tribunes, qui avait dirigé le montage de la tribune provisoire dont l'effondrement, jugé « indélébile » par les experts judiciaires, avait fait 15 morts et 1 650 blessés le 5 mai dernier.

Le Peine réduite en appel pour l'ancien champion d'athlétisme Jocelyn Delecour. L'ancien athlète Jocelyn Delecour s'est vu interdire par la cour d'appel de Colmar de repasser le permis de conduire pendant six ans, tandis que sa peine d'emprisonnement a été réduite à six mois ferme et deux mois avec sursis. Il avait été condamné en première instance à huit mois ferme pour avoir causé, le 20 avril, la mort de trois personnes dans un accident de la route, près de Krautergersheim (Bas-Rhin), alors qu'il conduisait avec 1,64 gramme d'alcool dans le sang.

ESPACE

M. Mitterrand : « Nous poussons à bloc le projet Hermès »

Michel Tognini a plaidé la cause de la navette européenne Hermès, mercredi 29 juillet, au cours d'un dialogue de près d'un quart d'heure par téléconférence avec le président François Mitterrand. L'astronote français, qui venait d'entrer dans la station Mir, s'est ouvert de son « inquiétude » à propos d'Hermès, soulignant la nécessité pour l'Europe de « s'imposer dans le domaine de l'espace ». « Nous, nous poussons à bloc le projet Hermès », a rétorqué M. Mitterrand. Reconnaisant que certains pays y mettaient un « frein financier », le président a affirmé que cela n'était pas le cas de la France. « La conquête de l'espace, c'est la maîtrise de l'avenir. La réussite de ces vols représente une avancée pour l'humanité si considérable que rien ne peut passer avant cela », a-t-il ajouté.

SANS-LOGIS

Incidents à Vincennes entre des Maliens et des riverains

Des incidents ont opposé, mercredi soir 29 juillet, certains des Maliens installés depuis le 21 mai au pied du château de Vincennes (Val-de-Marne) et des riverains. La police a dû intervenir en s'aidant de grenades lacrymogènes pour séparer les adversaires. Quatre personnes — dont deux policiers — ont été légèrement blessées et une vingtaine d'autres indisposées par les gaz. La bagarre avait été déclenchée par des femmes maliennes irritées d'être sans cesse photographiées par la propriétaire d'une brasserie voisine. M. Jean Clouet, maire (UDF) de Vincennes, a demandé au ministre de l'Intérieur « de prendre toutes dispositions pour faire cesser une situation intolérable ».

Dans un entretien à « Ouest-France »

M^{me} Veil estime que le ministère de la santé est « totalement sous-administré »

M^{me} Simone Veil estime, dans un entretien publié, jeudi 30 juillet, par Ouest-France, que le ministère de la santé est « totalement sous-administré, notamment la direction générale de la santé ». Pour M^{me} Veil, qui fut ministre de la santé de 1974 à 1979, « nous manquons d'une école de santé publique de haut niveau, comparable à celle de Harvard aux Etats-Unis. Les médecins du ministère, coupés de la pratique médicale, n'ont pas le prestige qui leur donnerait l'autorité nécessaire. Bien que l'on fasse appel à de multiples comités d'experts, les conclusions qui parviennent au cabinet du ministre sont souvent édulcorées ou contradictoires ». Concernant l'affaire du sang contaminé, M^{me} Veil indique que M^{me} Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et ministre de tutelle du secrétariat d'Etat à la santé en 1985, est « responsable » puisque ministre, « même si l'on peut s'étonner du silence de bien des médecins qui savent pourtant se faire entendre quand ils le veulent ».

Test de dépistage du sida

Remboursement à 100 % pour tous les assurés

Un décret du ministère des affaires sociales et de l'intégration publié au Journal officiel du mercredi 29 juillet rend effective pour les travailleurs indépendants la mesure annoncée le 22 avril par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, à savoir le remboursement à 100 % par les caisses de Sécurité sociale du test de dépistage du virus du sida prescrit lors d'une consultation médicale (le Monde du 24 avril). « La participation de l'assuré est supprimée pour les frais d'analyses ou d'examen de laboratoire relatif au dépistage sérologique de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine », dit le texte, qui complète le dispositif en vigueur depuis le 2 juillet dans le régime général de Sécurité sociale. Auparavant, le test de dépistage de l'infection par le virus du sida prescrit par un médecin était remboursé à hauteur de 65 % et coûtait à l'utilisateur environ 45 F.

Signature d'un accord pour le développement économique des quartiers

Le secteur privé au secours des banlieues

Le premier protocole d'accord pour le développement économique et urbain des quartiers a été signé, jeudi 30 juillet, au secrétariat d'Etat à la ville. Premier groupe privé signataire, le groupe Bouygues s'engage à investir dans six quartiers en difficulté.

Longtemps négligé au profit de l'action sociale et de l'aménagement, le développement économique des quartiers en difficulté se met en place grâce à des partenariats entre l'Etat et le secteur privé. Cette idée avait été émise par M^{me} Martine Aubry au printemps 1991, et reprise par M. Bernard Tapie lors de la présentation de la loi d'orientation sur la ville, le 20 mai 1992. Elle trouve un aboutissement avec la signature, jeudi 30 juillet, du premier des protocoles d'accord entre le secrétariat d'Etat à la ville et des grands groupes industriels et commerciaux. Bouygues inaugure cette nouvelle forme de partenariat. En négociant avec les collectivités locales, il essaie d'insuffler de l'activité économique dans des quartiers en difficulté de Mantes-la-Jolie, Epinay-sur-Seine, Amiens, Bron, Dunkerque et Marseille. Les actions, encore à définir, porteront non seulement sur la création d'activités, mais aussi sur la formation professionnelle, la mise en œuvre de projets urbains et la participation à des opérations collectives d'initiative locale. D'autres accords devraient suivre prochainement. Les négociations ont déjà abouti avec la Lyonnaise des eaux-Dunne. Elles sont bien avancées avec la Générale des eaux et Auchan. A terme, une quinzaine de groupes pourraient coopérer au redémarrage des cités délaissées.

Un an après la révolte des enfants de harkis

Le nouveau combat de Hacène

Plusieurs centaines de personnes ont participé, samedi 25 juillet, à une journée d'« Hommage aux harkis », organisée par la Coordination harka de Saint-Laurent-des-Arbres (Gard). Cette réunion intervenait un an après les violentes manifestations des enfants de harkis, qui avaient attiré l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur la situation de cette communauté.

SAINT-LAURENT-DES-ARBRES de notre envoyé spécial

« Des actions comme celles de l'année dernière, c'est bon, mais ça fait avancer les choses » : le propos est abrupt mais le fils de harki anonyme qui s'exprime ainsi résume l'opinion de tous ceux, jeunes et moins jeunes, qui se sont rassemblés au stade municipal de Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), samedi 25 juillet, pour une journée d'« Hommage aux harkis ». Leur petite commune est devenue pour eux un symbole : il y a un an, elle était au centre de la révolte des enfants et petits-enfants d'anciens harkis commencés cités des Oliviers, à Narbonne. Un gendarme mobile y avait été blessé par balle, le 8 juillet 1991.

Ils n'ont aucun regret, même si rien n'a vraiment changé pour eux. Kader, lui, vend fièrement des cassettes vidéo racontant les « événements ». « Il fallait exprimer ce ras-le-bol », explique-t-il, tout en précisant que lui et ses amis ne sont pas tous « des casseurs, des mendiants : il y a des

gens sérieux parmi nous, comme partout ».

Car l'heure n'est plus aux actions violentes. Hacène Arfi, qui s'était imposé sur le terrain comme le chef de file des mécontents, a décidé de poursuivre la ce combat par d'autres moyens, peut-être moins médiatiques. Il a créé à cet effet la Coordination harka, et a su entraîner les jeunes de la communauté dans la préparation de la manifestation pacifique de ce samedi, avec deux objectifs. D'abord, « reconstruire une mémoire », pour que les jeunes comme lui, qui n'ont pas connu l'Algérie française, prennent conscience de leur identité.

Les vieux films...

C'est pour souligner cette spécificité de la question harkie que M. Gilbert Collard, l'avocat marseillais qui s'est engagé aux côtés de Hacène Arfi, a décidé d'initier une action en justice contre les Etats français et algériens pour « crimes contre l'humanité ». « Ce sera dur, concède-t-il, mais les faits sont là. » Ensuite, présenter des revendications auprès des pouvoirs publics. Hacène Arfi refuse que les siens soient assimilés aux immigrés, et il exige réparation des préjudices subis, en revendiquant au moins l'égalité de traitement avec les immigrés : « Il y a eu malédiction pour les fils de harkis. Alors, si on dit « kif-kif » [avec les immigrés], retour pour tout le monde à la case départ ! »

Mais la pari n'est pas encore gagné : les discours des anciens, marqués par la guerre, puis par

les silences et les fausses promesses des autorités françaises, ne parviennent pas à reténir les nouvelles générations, qui redoutent les « vieux films en noir et blanc ». « Se plaindre, se plaindre, ça n'a jamais réglé aucun problème », s'exclame Sadi, avant de se livrer à une autocritique en règle : « On est égoïste, fataliste, et on lâche très vite prise. » M. Collard dénonce quant à lui, « ceux qui enferment les harkis dans une attitude nostalgique » : « Le malheur des harkis, ce sont les pieds-noirs », conclut-il.

Au-delà de ces débats, les jeunes, un an après le énième plan gouvernemental, attendent toujours des solutions concrètes à leurs problèmes : ils en ont « marre d'être considérés comme des Français de seconde zone », d'être victimes du « délit de faciès » lorsqu'ils recherchent un emploi. « Nous, ce qu'on voudrait, c'est parler de l'avenir, de la scolarité, monter des plans de formation », dit l'un d'eux, chaudement approuvé par ses camarades. Certains, ici comme ailleurs, ont déjà pris leur destin en main. Cherif Fritia, le trentenaire, président d'une association harkie dans les Alpes-Maritimes, a été élu conseiller municipal de Grasse. Il a connu les camps, et il s'en est sorti : aujourd'hui, tout en luttant contre les injustices dont les siens sont victimes, il s'estime « heureux de vivre dans un pays où on peut entreprendre, s'exprimer librement ». Pour lui, pas de doute : « La France, c'est ce qu'on fait de mieux. »

F.-X. R.

Ambiguïtés

LES XXII^{es} JEUX

NATATION : nouveau recordman

Evgueni Sadovyi,

survêtement délavé lui donnent l'air d'un bagnard égaré sur le podium de la piscine Bernat-Picorell. Evgueni Sadovyi serait plutôt un stakhanoviste des longueurs de bassin venu chercher à Barcelone les récompenses de son travail.

Avec trois médailles d'or sur 200 mètres, 400 mètres et dans le relais 4x200 mètres nage libre de la CEI, doublées respectivement d'un record olympique et de deux records du monde, ce jeune nageur (dix-neuf ans) de Volgograd (dix-neuf ans) depuis le début des XXII^{es} Jeux d'été. Avec la victoire d'Alexandre Popov sur 100 mètres, il permet même à la CEI de réussir en nage libre un triplé sans précédent, alors que les bouleversements politiques et sociologiques dans l'ex-URSS auraient dû gravement perturber la préparation des Jeux.

Record du monde sur 200 m brasse messieurs

Barrowman « born in the USA »

Lorsqu'il lui prend l'envie de lire entre les lignes de son solide palmarès, Mike Barrowman pourrait bien sentir ses muscles saillir. Il se voit plus grand, se juge bien large. Et n'est pas loin de penser que ses épaules ont souvent porté à elles seules tout le poids de la natation américaine.

L'ennui de l'hymne olympique

A Barcelone, Mike Barrowman a repris mot pour mot son discours de meneur. Au matin de la finale du 200 m brasse, le village olympique l'a vu déambuler longuement d'un bout à l'autre de l'interminable allée centrale. « J'ai marché sans m'arrêter un peu répétant sans cesse que je pouvais gagner. Et que je devais le faire pour moi et pour toute l'équipe américaine. » A l'heure de l'ultime échauffement, l'un de ses entraîneurs a forcé devant lui le trait de cette évidence. « Il m'a longuement expliqué que je devais gagner, car c'était important pour nous en ce moment. Je l'ai écouté. Et je crois que ses paroles ont décuplé ma motivation. »

Puis la musique a rythmé ses pas vers le plot de départ. Mike Barrowman a gardé sur le crâne son casque de walkman jusqu'au dernier moment avant le grand

CYCLISME : poursuite individuelle messieurs

Les fibres du champion

A Barcelone, un vélo monocaque en fibre de carbone a volé la vedette aux spécialistes de poursuite olympique. Champion du monde en titre, l'Allemand Lehmann s'est fait humilier en finale par un jeune Anglais de vingt-trois ans, monté sur un engin révolutionnaire.

Chris Boardman, neuvième aux derniers championnats du monde, a même réussi l'exploit de rattraper son adversaire après quatre tours. Cette victoire constitue une formidable publicité pour un vélo, dont les premières esquisses remontent à dix ans. A cette époque, un inventeur de Norfolk, Mike Burrows, avait conçu un vélo ovoïde avec un guidon en forme d'aile d'avion. L'an dernier, un ingénieur parisien, Rudy Thoman, s'intéressa au projet, et en informa son employeur, Lotus.

La firme britannique, qui avait déjà introduit la première FI monocaque en 1966, fait des essais en soufflerie et sort cette année le premier modèle, étudié pour Chris Boardman. Le vélo pèse juste plus de 8 kg, a un cadre en carbone et des composants en aluminium et carbone. Il possède un monobras à l'avant, à la place de la fourche et un guidon de type triathlon. Lotus lancera ce deux-roues sur le marché après les Jeux Olympiques, à un prix qui n'est pas encore fixé.

En attendant, le cycliste français Francis Moreau peut se faire des soucis pour les prochains championnats du monde professionnels, fin août. Il y rencontrera un autre Anglais, Sam Wallace, équipé du même vélo.

JÉROME FENOGLIO

SPORTS ÉQUESTRES :

du concours complet au saut d'obstacles

Mark Todd entre deux montures

Double champion olympique du concours complet à Los Angeles et à Séoul, le Néo-Zélandais Mark Todd ne réalisera pas le triplé historique à Barcelone. Son cheval, Welton-Graylag, s'est blessé au cours de l'épreuve d'endurance remportée par l'Australien Matthew Ryan. Cavalier original à la double casaque, Mark Todd peut espérer se consoler en briguant une autre médaille... dans le concours du saut d'obstacles.

« Donne-moi un cheval de bois à Mark Todd, il en fera un crack. » Cette plaisanterie d'un journaliste britannique a forgé la réputation du Néo-Zélandais. L'homme, il est vrai, est un original qui n'a jamais su choisir entre le concours complet et le saut d'obstacles. Avec l'Espagnol Luis Alvarez Cervera (présent à Barcelone, mais d'un niveau plus modeste), Mark Todd est le seul du circuit à s'aligner dans les deux type d'épreuves.

A cause de cette double casaque, certains le disent versatile. Ce cavalier de trente-six ans à la silhouette longiligne avec simplement être incapable de faire une seule chose à la fois. Sa double vie ressemble à son pays. L'hiver, le temps permet de parcourir les vastes étendues de la Nouvelle-Zélande sur des chevaux habitués à vivre à la dure, à grimper ou dévaler les raideurs des collines dans la fraîcheur du matin ou sous les pluies torrentielles. Cavalier attentif et intuitif, Mark Todd aime le concours complet, qui demande de grands espaces, des chevaux courageux — certains supporters désespérés regretteraient qu'il ait préféré Welton-Graylag, un cheval anglais, à un animal néo-zélandais.

Pendant trois jours, il faut ménager sa monture en lui demandant de déployer toutes ses forces. Après le dressage vient le cross-country, long marathon aussi éprouvant pour le cheval que pour l'homme, souvent bûlé et parfois obligé de s'accrocher à n'importe quel pour ne pas tomber et être pénalisé. Le saut d'obstacles, enfin, juge de la fraîcheur et de l'état des nerfs des deux partenaires. Au mois de janvier, la canicule des antipodes interdit à un cheval de pointer ses naseaux dans la campagne brûlée. Mark Todd s'aligne alors dans des compétitions de saut d'obstacles pour s'aérer. « Et je m'amuse toujours », dit-il. Aujourd'hui installé en Grande-Bretagne, il dirige un élevage de chevaux après avoir vendu

ferme et vaches néo-zélandaises en 1980 pour préparer les Jeux olympiques de Los Angeles. Ici, au moins, le climat lui permet de courir où il veut quand il le veut.

Todd est avant tout le meilleur cavalier de complet de son époque. En 1984, à Los Angeles, il fait sensation avec Charisma, un hongre si bas au garrot qu'il semble trop petit pour porter les longues jambes de son maître. « Marc Todd fait ce qu'il veut avec un cheval », explique l'un des cavaliers de l'équipe néo-zélandaise. « Lorsqu'il m'avait libéré, Charisma pour Séoul, tout le monde a crié au fou. A seize ans, ce cheval ne pouvait plus gagner. Todd lui a donné des ailes. »

Les conseils d'un magicien

Un magicien. Double-Take, son compagnon de saut d'obstacles, est né cheval de ferme. Elevé pour surveiller les troupeaux de moutons en Nouvelle-Zélande, il est aujourd'hui considéré comme un excellent « passeur » d'obstacles quand il n'est pas fantaisiste. Mark Todd y travaille.

Le cavalier sait tout faire, sauf des miracles. En mai, à Badminton, son cheval, Face-the-Music, glisse sur l'herbe détrempée par l'orage et se blesse grièvement. Il moudra l'abandon. Mercredi, Welton-Graylag s'est emballé dans le premier galop contre la montre, pourtant sans grand danger, quelques secondes, juste le temps de se meurtrir une patte. Contraint à l'abandon, le double médaillé d'or de la discipline — à Los Angeles en 1984 et à Séoul en 1988 — ne réalisera pas le triplé historique dont il rêvait.

La semaine dernière, Mark Todd était venu à El Montanyà reconnaître le parcours de cette épreuve d'endurance. Effrayé par sa longueur, qui, ajoutée à la canicule, risquait de crever les bêtes, il a demandé aux organisateurs de réviser leurs ambitions. Ils l'ont écouté, abrégé cette première course de 3 kilomètres sans rechigner : les conseils d'un magicien ne se discutent pas. La malchance est une voleuse. Elle lui a rafié le mot de la fin. Une fin que Mark Todd espère provisoire. Il va changer de monture et croit du moment fer que, sur Double-Take, il sera un sérieux prétendant au podium du concours de saut d'obstacles.

BÉNÉDICTE MATHIEU

JUDO : la médaille d'argent de Pascal Tayot en moins de 86 kilos

Une symphonie inachevée

Le Français Pascal Tayot, battu en finale par le Polonais Waldemar Legien, déjà champion olympique à Séoul dans la catégorie inférieure, a dû se contenter de la médaille d'argent des moins de 86 kilos, mercredi 29 juillet. Le titre olympique de la catégorie féminine des moins de 68 kilos a été remporté par la Cubaine Odalis Revé.

Trop tard. Pascal Tayot s'est nué sur son adversaire accroché au tatami, ventre au sol. Il a tenté de retourner le bloc inerte, d'en faire l'outil de sa victoire. Dans son dos, l'horloge décomptait les dernières secondes. Elles sont d'habitude ses alliées. Pascal Tayot n'aime rien tant que ces combats où il accorde un peu d'avance à son rival. Ses capacités physiques hors pair parviennent toujours à éroder les plus agiles, à fendiller les plus solides. S'ouvrent alors des brèches, dans lesquelles il peut glisser son formidable levier, ce bras gauche qui agrippe et projette au sol sans remission.

Affolé par la réaction de son organisme

Mercredi soir, les derniers instants de la finale ne lui auront pas offert ce cadeau. La Polonaise Legien n'a pas commis l'erreur d'offrir sa masse imposante à la sappe lente du Français. Il s'est accroché sur son avantage acquis d'entrée. Il a reculé habilement, n'a pas bronché face à la pénétration que lui ont imposé les arbitres. En maître tacticien, il a résisté jusqu'au bout aux assauts

de Tayot. L'horloge lui a donné sa médaille d'or en trahissant le Français.

En judo, mieux vaut s'avancer masqué et ne révéler qu'au dernier moment les stratégies mises au point dans le secret des dojos. Pascal Tayot, sans essayer d'y trouver un alibi, reconnaissait après sa défaite qu'il ne connaissait pas bien le Polonais, qui l'a seulement battu une fois lors des derniers championnats du monde. Waldemar Legien est de ceux qui se font rares dans les grandes compétitions, qui se fixent un petit nombre d'objectifs pour mieux s'assurer de les atteindre. « Il n'est pas venu aux derniers championnats d'Europe », expliquait le Français. Il peut se le permettre, il ne risque pas de se faire prendre sa place au sein de l'équipe polonaise : il est en situation de monopole dans sa catégorie. »

Dans la bouche de Pascal Tayot, ces mots se tintaient d'un léger regret. Il venait d'offrir sa médaille d'argent, pour l'ins-tant la plus belle pièce de la collection après trois médailles de bronze, au judo français. Mais il savait que le bonheur de cette discipline, qui a offert en trois jours près de la moitié des récompenses françaises de Barcelone, se paye au prix fort : celui d'une concurrence acharnée.

Pour accéder à son obsession olympique, la seule façon selon lui de concilier son talent de sportif et sa passion d'enfant pour l'histoire, Pascal Tayot a ainsi longuement buté sur un monument. Fabien Canu monopolisait les titres de sa catégorie nationale, en même temps que l'intérêt des médias. Pour ne pas

voir la route de Séoul définitivement barrée, Tayot, qui pèse normalement 88 kilos, a donc choisi de se laisser glisser vers la catégorie inférieure des moins de 78 kilos. Une longue descente aux enfers d'un régime draconien, des mois passés à décomposer chaque gramme : « Je ne faisais rien d'autre que du judo, je dormais seize heures par jour. J'étais arrivé tout près du minimum vital de masses grasses », et, avant la pesée, je devais perdre encore 4 livres en eau. » La tactique n'était pas la bonne. A la force de se battre contre son propre corps, Pascal Tayot s'était affaibli : il devait se contenter d'une cinquième place à Séoul.

Affolé par la réaction de son organisme après cet effort, le judoka a décidé de remonter dans la catégorie supérieure et de s'affronter au monstre sacré après avoir tenté de le contourner. Pascal Tayot a alors suppléant Fabien Canu comme il remporte la plupart de ses combats : sur le tard, en grignotant peu à peu l'avance que son rival avait dans l'esprit des sélectionneurs. Il n'a définitivement gagné son billet pour Barcelone qu'à la fin de l'hiver. Un troisième homme aurait peut-être pu l'empêcher de prendre cette deuxième chance. Mais Jean-Louis Geymon, que les entraîneurs français s'accordaient à décrire comme le plus talentueux des trois, est décédé d'un cancer en décembre dernier. C'est à lui que Pascal Tayot a souhaité dédier sa médaille : « Il aurait pu se trouver à ma place. C'est pour lui que j'aurais voulu gagner le titre olympique. »

Le geste et l'émotion étaient

JULIEN GELIS

OLYMPIQUES

batelier de la V

Catherine ne fait plus

La dernière fois que Catherine a fait du canoë, c'était à Séoul en 1988. Elle avait alors 23 ans et était déjà championne du monde. Aujourd'hui, elle a 31 ans et est toujours championne du monde. Elle a remporté son troisième titre mondial à Barcelone, dans la catégorie K1 500 mètres. C'est une performance remarquable, surtout pour une athlète qui a subi de nombreuses blessures au cours de sa carrière.

Catherine a toujours été une athlète très disciplinée. Elle a toujours suivi un entraînement rigoureux et a toujours été très motivée. Elle a toujours été une athlète très compétitive et a toujours été une athlète très déterminée. Elle a toujours été une athlète très ambitieuse et a toujours été une athlète très courageuse. Elle a toujours été une athlète très vaillante et a toujours été une athlète très résistante. Elle a toujours été une athlète très forte et a toujours été une athlète très rapide. Elle a toujours été une athlète très agile et a toujours été une athlète très souple. Elle a toujours été une athlète très équilibrée et a toujours été une athlète très harmonieuse. Elle a toujours été une athlète très élégante et a toujours été une athlète très gracieuse. Elle a toujours été une athlète très charmante et a toujours été une athlète très sympathique. Elle a toujours été une athlète très agréable et a toujours été une athlète très drôle. Elle a toujours été une athlète très intéressante et a toujours été une athlète très amusante. Elle a toujours été une athlète très fascinante et a toujours été une athlète très mystérieuse. Elle a toujours été une athlète très énigmatique et a toujours été une athlète très intrigante. Elle a toujours été une athlète très mystérieuse et a toujours été une athlète très fascinante. Elle a toujours été une athlète très énigmatique et a toujours été une athlète très intrigante. Elle a toujours été une athlète très mystérieuse et a toujours été une athlète très fascinante. Elle a toujours été une athlète très énigmatique et a toujours été une athlète très intrigante.

ALAIN MERCIER

La dernière

La dernière fois que Catherine a fait du canoë, c'était à Séoul en 1988. Elle avait alors 23 ans et était déjà championne du monde. Aujourd'hui, elle a 31 ans et est toujours championne du monde. Elle a remporté son troisième titre mondial à Barcelone, dans la catégorie K1 500 mètres. C'est une performance remarquable, surtout pour une athlète qui a subi de nombreuses blessures au cours de sa carrière.

Catherine a toujours été une athlète très disciplinée. Elle a toujours suivi un entraînement rigoureux et a toujours été très motivée. Elle a toujours été une athlète très compétitive et a toujours été une athlète très déterminée. Elle a toujours été une athlète très ambitieuse et a toujours été une athlète très courageuse. Elle a toujours été une athlète très vaillante et a toujours été une athlète très résistante. Elle a toujours été une athlète très forte et a toujours été une athlète très rapide. Elle a toujours été une athlète très agile et a toujours été une athlète très souple. Elle a toujours été une athlète très équilibrée et a toujours été une athlète très harmonieuse. Elle a toujours été une athlète très élégante et a toujours été une athlète très gracieuse. Elle a toujours été une athlète très charmante et a toujours été une athlète très sympathique. Elle a toujours été une athlète très agréable et a toujours été une athlète très drôle. Elle a toujours été une athlète très intéressante et a toujours été une athlète très amusante. Elle a toujours été une athlète très fascinante et a toujours été une athlète très mystérieuse. Elle a toujours été une athlète très énigmatique et a toujours été une athlète très intrigante. Elle a toujours été une athlète très mystérieuse et a toujours été une athlète très fascinante. Elle a toujours été une athlète très énigmatique et a toujours été une athlète très intrigante. Elle a toujours été une athlète très mystérieuse et a toujours été une athlète très fascinante. Elle a toujours été une athlète très énigmatique et a toujours été une athlète très intrigante.

En attendant, le cycliste français Francis Moreau peut se faire des soucis pour les prochains championnats du monde professionnels, fin août. Il y rencontrera un autre Anglais, Sam Wallace, équipé du même vélo.

En attendant, le cycliste français Francis Moreau peut se faire des soucis pour les prochains championnats du monde professionnels, fin août. Il y rencontrera un autre Anglais, Sam Wallace, équipé du même vélo.

LE PROGRAMME DES ÉPREUVES OLYMPIQUES DU 31 JUILLET AU 3 AOÛT

Les chaînes de télévision étant dans l'impossibilité de fournir avec exactitude les horaires de retransmission des épreuves, nous pourrions la publication du programme officiel des compétitions olympiques jusqu'au lundi 3 août inclus. Nous publierons dans le *Monde* du lundi 3 août (daté mardi 4 août) la fin des programmes. Canal + a décidé de programmer vingt-deux heures de diffusion (direct ou différé), FR3, de 9 heures à 13 h 30 et de 20 heures à 22 h 30, Antenne 2, de 13 h 30 à 20 heures et TF1, quatre-vingt-cinq minutes de résumé dans *Le Club olympique*, vers 22 h 30.

Vendredi 31 juillet

Aviron
8.00-10.30 : skiff, dames; quatre de couple, dames; huit, dames; deux avec barreur, messieurs; quatre sans barreur, messieurs; quatre de couple, messieurs; huit, messieurs, demi-finales.

Annulées
9.30 : 100 m, dames, séries, 1^{er} tour.
10.00 : 100 m, dames, séries, 1^{er} tour.
10.30 : 100 m, dames, séries, 1^{er} tour.
11.30 : 200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
12.00 : 400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
12.30 : 800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
13.00 : 1600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
13.30 : 3200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
14.00 : 6400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
14.30 : 12800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
15.00 : 25600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
15.30 : 51200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
16.00 : 102400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
16.30 : 204800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
17.00 : 409600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
17.30 : 819200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
18.00 : 1638400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
18.30 : 3276800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
19.00 : 6553600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
19.30 : 13107200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
20.00 : 26214400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
20.30 : 52428800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
21.00 : 104857600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
21.30 : 209715200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
22.00 : 419430400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
22.30 : 838860800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
23.00 : 1677721600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
23.30 : 3355443200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
24.00 : 6710886400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
24.30 : 13421772800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
25.00 : 26843545600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
25.30 : 53687091200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
26.00 : 107374182400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
26.30 : 214748364800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
27.00 : 429496729600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
27.30 : 858993459200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
28.00 : 1717986918400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
28.30 : 3435973836800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
29.00 : 6871947673600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
29.30 : 13743895347200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
30.00 : 27487790694400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
30.30 : 54975581388800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
31.00 : 109951162777600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
31.30 : 219902325555200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
32.00 : 439804651110400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
32.30 : 879609302220800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
33.00 : 1759218604441600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
33.30 : 3518437208883200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
34.00 : 7036874417766400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
34.30 : 14073748835532800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
35.00 : 28147497671065600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
35.30 : 56294995342131200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
36.00 : 112589990684262400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
36.30 : 225179981368524800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
37.00 : 450359962737049600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
37.30 : 900719925474099200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
38.00 : 1801439850948198400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
38.30 : 3602879701896396800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
39.00 : 7205759403792793600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
39.30 : 14411518807585587200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
40.00 : 28823037615171174400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
40.30 : 57646075230342348800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
41.00 : 115292150460684697600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
41.30 : 230584300921369395200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
42.00 : 461168601842738790400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
42.30 : 922337203685477580800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
43.00 : 1844674407370955161600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
43.30 : 3689348814741910323200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
44.00 : 7378697629483820646400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
44.30 : 14757395258967641292800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
45.00 : 29514790517935282585600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
45.30 : 59029581035870565171200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
46.00 : 118059162071741130342400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
46.30 : 236118324143482260684800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
47.00 : 472236648286964521369600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
47.30 : 944473296573929042739200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
48.00 : 1888946593147858085478400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
48.30 : 3777893186295716170956800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
49.00 : 7555786372591432341913600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
49.30 : 15111572745182864683827200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
50.00 : 30223145490365729367654400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
50.30 : 60446290980731458735308800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
51.00 : 120892581961462917470617600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
51.30 : 241785163922925834941235200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
52.00 : 483570327845851669882470400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
52.30 : 967140655691703339764940800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
53.00 : 1934281311383406679529881600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
53.30 : 3868562622766813359059763200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
54.00 : 7737125245533626718119526400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
54.30 : 15474250491067253436239052800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
55.00 : 30948500982134506872478105600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
55.30 : 61897001964269013744956211200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
56.00 : 123794003928538027489912422400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
56.30 : 247588007857076054979824844800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
57.00 : 495176015714152109959649689600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
57.30 : 990352031428304219919299379200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
58.00 : 1980704062856608439838598758400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
58.30 : 3961408125713216879677197516800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
59.00 : 7922816251426433759354395033600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
59.30 : 15845632502852867518708790067200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
60.00 : 31691265005705735037417580134400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
60.30 : 63382530011411470074835160268800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
61.00 : 126765060022822940149670320537600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
61.30 : 253530120045645880299340641075200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
62.00 : 507060240091291760598681282150400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
62.30 : 1014120480182583521197362564300800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
63.00 : 2028240960365167042394725128601600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
63.30 : 4056481920730334084789450257203200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
64.00 : 8112963841460668169578900514406400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
64.30 : 16225927682921336339157801028812800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
65.00 : 32451855365842672678315602057625600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
65.30 : 64903710731685345356631204115251200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
66.00 : 129807421463370690713262408230502400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
66.30 : 259614842926741381426524816461004800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
67.00 : 519229685853482762853049632922009600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
67.30 : 1038459371706965525706099265844019200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
68.00 : 2076918743413931051412198531688038400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
68.30 : 4153837486827862102824397063376076800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
69.00 : 8307674973655724205648794126752153600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
69.30 : 16615349947311448411297588253504307200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
70.00 : 33230699894622896822595176507008614400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
70.30 : 66461399789245793645190353014017228800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
71.00 : 132922799578491587290380706028034457600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
71.30 : 265845599156983174580761412056068915200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
72.00 : 531691198313966349161522824112137830400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
72.30 : 1063382396627932698323045648224275660800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
73.00 : 2126764793255865396646091296448551321600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
73.30 : 4253529586511730793292182592897102643200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
74.00 : 8507059173023461586584365185794205286400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
74.30 : 17014118346046923173168730371588410572800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
75.00 : 34028236692093846346337460743176821145600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
75.30 : 68056473384187692692674921486353642291200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
76.00 : 136112946768375385385349842972707284582400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
76.30 : 272225893536750770770699685945414569164800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
77.00 : 544451787073501541541399371890829138329600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
77.30 : 1088903574147003083082798743781658276659200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
78.00 : 2177807148294006166165597487563316553318400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
78.30 : 4355614296588012332331194975126633106636800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
79.00 : 8711228593176024664662389950253266213273600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
79.30 : 17422457186352049329324779900506532426547200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
80.00 : 34844914372704098658649559801013064853094400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
80.30 : 69689828745408197317299119602026129706188800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
81.00 : 139379657490816394634598239204052259412377600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
81.30 : 278759314981632789269196478408104518824755200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
82.00 : 557518629963265578538392956816209037649510400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
82.30 : 1115037259926531157076785913632418075299020800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
83.00 : 2230074519853062314153571827264836150598041600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
83.30 : 4460149039706124628307143654529672301196083200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
84.00 : 8920298079412249256614287309059344602392166400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
84.30 : 17840596158824498513228574618118689204784332800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
85.00 : 35681192317648997026457149236237378409568665600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
85.30 : 71362384635297994052914298472474756819137331200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
86.00 : 142724769270595988105828596944949513638274662400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
86.30 : 285449538541191976211657193889899027276549324800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
87.00 : 570899077082383952423314387779798054553098649600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
87.30 : 1141798154164767904846628775559596109106197299200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
88.00 : 2283596308329535809693257551119192218212394598400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
88.30 : 4567192616659071619386515102238384436424789196800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
89.00 : 9134385233318143238773030204476768872849578393600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
89.30 : 18268770466636286477546060408953537745699156787200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
90.00 : 36537540933272572955092120817907075491398313574400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
90.30 : 73075081866545145910184241635814150982796627148800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
91.00 : 146150163733090291820368483271628301965593254297600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
91.30 : 292300327466180583640736966543256603931186508595200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
92.00 : 584600654932361167281473933086513207862373017190400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
92.30 : 1169201309864722334562947866173026415724746034380800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
93.00 : 2338402619729444669125895732346052831449492068761600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
93.30 : 4676805239458889338251791464692105662898984137523200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
94.00 : 9353610478917778676503582929384211325797968275046400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
94.30 : 18707220957835557353007165858768422651595936550092800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
95.00 : 37414441915671114706014331717536845303191873100185600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
95.30 : 74828883831342229412028663435073690606383746200371200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
96.00 : 149657767662684458824057326870147381212767492400742400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
96.30 : 299315535325368917648114653740294762425534984801484800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
97.00 : 598631070650737835296229307480589524851069969602969600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
97.30 : 1197262141301475670592458614961179049702139939205939200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
98.00 : 2394524282602951341184917229922358099404279878411878400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
98.30 : 4789048565205902682369834459844716198808559756823756800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
99.00 : 9578097130411805364739668919689432397617119513647513600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
99.30 : 19156194260823610729479337839378864795234239027295027200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
100.00 : 38312388521647221458958675678757729590468478054590054400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
100.30 : 76624777043294442917917351357515459180936956109180108800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
101.00 : 153249554086588885835834702715030918361873912218360217600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
101.30 : 306499108173177771671669405430061836723747824436720435200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
102.00 : 612998216346355543343338810860123673447495648873440870400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
102.30 : 1225996432692711086686677621720247346894991297746881740800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
103.00 : 2451992865385422173373355243440494693789982595493763481600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
103.30 : 4903985730770844346746710486880989387579965190987526963200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
104.00 : 9807971461541688693493420973761978775159930381975053926400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
104.30 : 19615942923083377386986841947523957550319860763950107852800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
105.00 : 39231885846166754773973683895047915100639721527900215705600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
105.30 : 78463771692333509547947367790095830201279443055800431411200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
106.00 : 156927543384667019095894735580191660402558886111600862822400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
106.30 : 313855086769334038191789471160383320805117772223201725644800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
107.00 : 627710173538668076383578942320766641610235544446403451289600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
107.30 : 1255420347077336152767157884641533283220471088892806902579200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
108.00 : 2510840694154672305534315769283066566440942177785613805158400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
108.30 : 5021681388309344611068631538566133132881884355571227610316800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
109.00 : 10043362776618689222137263077132266265763768711142455220633600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
109.30 : 2008672555323737844427452615426453253152753742228491044127200 m, dames, séries, 1^{er} tour.
110.00 : 4017345110647475688854905230852906506305507484456982088254400 m, dames, séries, 1^{er} tour.
110.30 : 8034690221294951377709810461705813012611014968913964176508800 m, dames, séries, 1^{er} tour.
111.00 : 16069380442589902755419620923411626025222029937827928353017600 m, dames, séries, 1^{er} tour.
111.30 : 3213876088517980551083924184

L'Été festival

La veilleuse de Carcassonne

RUE DE VERDUN
ou Tinel de la Chartreuse

« Il n'en pas sûr qu'il ait souffert, naturellement », il dit — lui-même, il est vrai que cocaïne, morphine, opium l'aident à vivre, — mais lorsque les privations le font souffrir, les années 1940-1944 aiguïssent les souffrances. Les poèmes, les lettres qu'a écrits José Bousquet — si beaux qu'ils attirèrent, auprès de — lit, — Carassonne, bien des écrivains célèbres. Et — ont aujourd'hui des lecteurs passionnés. En secret, pour faire front à des douleurs obsessionnelles (« la joie — seux être », dit-il), José Bousquet écrivait aussi les récits — et actes — imaginaires.

Nature animale et châtiment

Elle a écrit : « Le travail fait violence à la nature humaine. Le travail physique n'est une vertu qu'occidentale : c'est mettre son propre être, âme et chair, dans le circuit de la machine inerte ». Depuis ses illuminations spirituelles, elle écrit : « Le châtiment n'est pas un élément vital de l'âme humaine... Par le crime un homme se met lui-même hors du réseau d'obligations éternelles qui lie chaque être humain à tous les autres. Il ne peut y être réintégré que par le châtiment ».

Lorsque **Marianne Weil** vient en 1943 voir **Jean Bouquet** à Carcassonne, elle n'a plus beaucoup de temps à vivre : elle mourra en août 1943 dans un hôpital anglais (elle rejoint Londres en décembre

L'urgence des jours

L'ascendant de la pièce Viviane Thophilidès tient au fait que ces trois personnes sont fondamentalement liées et distinctes. Liées par l'intensité de l'expérience intérieure, par la solitude et la liberté d'esprit, par la grâce de l'imagination créatrice. Arrivées par la force des choses, l'éloignement de leur «histoire», les urgences de leurs jours actuels. Joë Bouquies, c'est le recours aux abîmes de la parole, qui repousse des deux mains la souffrance et la mort et l'écrit et vit avec Paulhès, c'est l'insouciance, la Résistance, les juifs emmenés au Vélodrome, la machine môme, qu'il fait entrer dans

Or ce qui est très beau, c'est que dans le dialogue des trois survivants de la nuit : ils ne pensent pas à eux, ils ne parlent pas d'eux, ils ne disent rien de tout temps. Ils vivent, ils espèrent. Ils ont la volonté de tenir - à tenir un pour tous, à ne point qu'ils retombent, à pieds joints, la tragédie d'aujourd'hui. Leur paroles sont authentiques, elles sont dans les lettres, les papiers personnels des trois protagonistes.

[illegible]

MICHEL COURNOT

Jusqu'au 31 juillet

Après deux années d'agitation dans les camps du festival «off», les Fous de lettres ont organisé cette fois dans la programmation «in». Un festival de leur création pour ces étudiants-spectateurs-acteurs qui confrontent, dans leur lieu de la faculté des lettres, les recherches de jeunes universitaires françaises et européennes.

Entre ces deux cas extrêmes, Christian Conil accueillait des spectacles sympathiques mais inégalement convaincants. L'atelier de théâtre classique de Séville, l'école de consciencieux *entremeses* de Quevedo, *Don Quixote* de l'université de la Province proposaient un travail avant-gardiste, au moins qu'avait le *Don Quixote* de 1970, dans les *entremeses* un peu brouillonnees des jeunes compagnies dirigées à Séville. Le Festival d'Avignon.

Des Coréennes à l'université
Enfin, à Séoul, jouaient
en français, sans naïveté
avec une tonique, une
fable sur les communautés déchi-
rées par la guerre civile. Le
universitaire leur permet de
mobiliser le public d'Avignon au
conflit des deux

Le bilan est-il substantiel, après
de jours de recon-
de troupes américaines ?
Peut l'estimer un peu léger, artisti-
quement. Mais il est aussi, pour
évaluer le travail des Fous du
théâtre, prendre en compte le
« selon la manière » installée par
la félicité des lettres, qui met
à l'épreuve la discipline et la dispo-
sition des jeunes à la discussion,
débat, dans le sort, sur les
« off » et la découverte de
l'Amérique ; les récits de la
et les curiosités scéniques offertes
hors programme, comme la comé-
die coproduite par Cathé-
rine Menez et le spectacle de
sienne, la lecture-spectacle de
Strong, le Copi, par Cathé-
rine Menez.

En 1968, apportant un peu de la culture anglaise qu'il avait en droit d'acquiescer dans Fous de l'histoire. Felle qui traversait peut-être les Rêves dans l'attente de l'«*épique*» Michel Cohen, lauréat du prix de la poésie française de l'édition de 1968, avait écrit une histoire d'amour et de l'homme une mise en scène de Michel Lormeau, avec le même Lormeau réalisateur. Et c'est une histoire de l'homme d'aujourd'hui que nous troupe celle d'Oranges bleues de l'école normale supérieure de Cachan, puisqu'il a choisi d'évoquer l'affrontement du fardier d'Oranien et de la Corée du catholique, à la fin de l'époque des années 1960, lorsque le réalisme dans l'art, comme le réalisme dans la

BERNADETTE BOST
► Jusqu'au 2 août, à 17 heures
et 21 heures, à la faculté des
lettres d'Avignon.

**LES AVENTURES
D'UN HOMME INVISIBLE**
de John Carpenter

Formidable! L'homme invisible revient. Zut! L'acteur principal est Chevy Chase. Voilà des fois que ça change! L'homme invisible est un costume qui en télévision n'a jamais retenti au cinéma. Pas vraiment grave: il sera invisible. Erreur! Ou là! (voit) presque tout le temps. Pas avec des bandes et un chapeau mou, comme dans le film de James Whale. Non, il est vraiment là, visage et costume, quand ce n'est pas le corps entier en tenue d'Adam. Il est, alors, invisible aux autres protagonistes, mais pas au spectateur. Ou, parfois, au gré des fanatisés du scénario, telle ou telle partie du costume, telle ou telle partie du corps. Ça change tout le temps (pour le monde), son apparence quand il défile, ses poutures quand il fume. Bref, à première vue, c'est n'importe quoi.

Pourtant, le réalisateur, John Carpenter, n'est pas s'importe qui. Avec *Assaut*, le premier *Halloween*, *The Fog* ou *New-York 1997*, il a donné quelques-unes des meilleures séries B fantastiques ou d'action des années 70 (plus que dans les années 80, durant lesquelles il a notamment fait, là, la première réalisation qui n'est pas ressortie du génie du système) d'un Carpenter sur le déclin se serait retrouvé l'otage : pour monter un film à vocation grand public, il faut une vedette. Mais aucune vedette ne donnera son nom sans occuper le plus possible l'écran. Voilà donc l'homme invisible contraint de s'incarner sans cesse à l'image pour se faire reconnaître, la preuve de la situation. *Chris Chase*.

Deuxième hypothèse, non exclusive de la première : tout cela n'est que prétexte à une débauche d'effets spéciaux. D'où le manque de rigueur dans le respect des « règles d'invisibilité », pour peu que l'utilisation d'un nouveau gadget spectaculaire d'Industrial Light and Magic (le laboratoire de pointe en la matière) se présente. Pris entre les impératifs du vedettariat et ceux de la démonstration technologique, le personnage, de plus en plus victime de scénarios manipulateurs et simplificateurs dans

Un film pris à ses propres pièges

le cinéma actuel, y perdrait donc jusqu'à sa unique singularité : son

Ce personnage non plus d'être pas n'importe qui, ou plutôt si : il ne s'agit plus de l'homme invisible, comme dans les épisodes précédents inspirés par le roman de H. G. Wells d'un homme invisible, né de l'imagination de l'écrivain H. F. Saint, en 1907. Dénommé "Mr. Hal-koway, un homme invisible, transparent à la fois et insipide, qu'une explosion de violence chimique génétique ne lui a donné que les molécules d'un lambda - une molécule sur dix millions de milliards de citoyens moyens américains, mais plus le populaire John Doe et Capra, mais un broker et antipathique.

En [un] [une] [du] [de la] [des] [de l'] [à] [sur] [dans] [sous] [par] [pour] [avec] [sans] [contre] [hors] [en face de] [à côté de] [au-dessus de] [en dessous de] [devant] [derrière] [entre] [à l'intérieur de] [à l'extérieur de] [à travers] [à l'écart de] [à distance de] [à proximité de] [à l'opposé de] [à l'encontre de] [à l'appui de] [à l'abri de] [à l'ombre de] [à l'abri de] [à l'abri de]

montré-caché, Carpenter s'amusé à souligner l'importance de l'apparence, la médiatisation de son personnage comme celle de la réussite. Invisible, Halloway ne se laisse pas avoir par les avantages qu'on pourrait lui offrir dans une telle situation. Sur ce thème, le film assure pas avec *«Halloway's People»* broder sur la (triste) vie quotidienne d'un homme invisible, au lieu de se précipiter vers l'ornière du succès, comme le feraient un improbable héros de la CIA (Sam Neill), acharné à la perte du bonf

Le **acteur** prend un malin plaisir à **montrer** qu'il a **l'avantage** de tirer de la rencontre entre Nick Chey Chase **et** la blonde et musclée Daryl Hannah, qui, pour l'aise, devra lui rendre un visage

RUBY
de John Mackenzie

Ce film-là n'a pas de chance : inspiré d'une pièce déjà ancienne, conçu à longue date, il a fait attendre son public pendant dix ans. Stone, qui lui fera son ombre, Pourtant, un portrait de Jack Ruby, l'homme qui «révolutions» à Harvey Oswald, meurtrier supposé de Kennedy, premières minutes. Durant les quatre-vingts premières minutes (sur une durée de quatre heures en projection), il mérite autant mieux.

Le 22 novembre 1963
L'horizon oblique du récit, vers lequel on sent qu'il se rapproche inéluctablement, le scénariste prend un malin plaisir à le ramener à s'occuper d'autre. Apparemment, il se consacre à un seul et même sujet, à la fois, à l'indique Jack Rubinstein, dit Sparky quand il est petit, truant juif et homosexuel à Chicago, à la fois à la mort violente-américaine, devant Jack Ruby, assassiné par la loi de la stricte justice. Carnoual, après un long prologue

en prison. Dealer, indic, trafiquant,
main, paire de teckels, sentimental
naumé impuissant peut-être.

Avec beaucoup d'adresse, en scènes de genres qui échappent au cliché, Stephen Davis (déjà auteur « la pièce ») et petites ce portrait attachant, mais sans complaisance, d'un minuscule toujours entre faillite et un débrouillardise, une saloperie « une Danny Aiello, tout le jeu souvent trop appuyé, ici emploi qui lui convient, impossible présence la Lino Ventura (la rectitude morale en moins), qui chance les autres, l'histoire du personnage.

Faut-il lui, Sherilyn Fenn (qui dans *Twin Peaks*) crêpe sans aplomb une Marilyn *même à la dérive sur un quai de gare*, recueillie (amoureusement, platoniquement, paternellement) par Jack. En révélant l'absence d'effeuilleuse, elle se met seulement en route le chemin du bastringue. *Mais c'est tout ce que ça fait*. Hélas, la mise en scène

(grâce à sa **maîtrise** de maquillage),
il laisse filer l'idée **en** **film**.
L'idée de la **Pygmalion**
par amour **se** perd **la** **panta-**
lonnée.

Les Aventures d'un homme invisible a été à la fois un film intrigant et raté : hormis les effets spéciaux, tout tombe à plat surchargé de l'acteur, d'action et de poursuite mollassonnes, gentils et uniformément niais), mais cesse Carpenter apparaît qu'il n'en pas moins. Cette manière d'être plus malin que son film inspirerait l'antipathie, si ne devinait le plutôt victime du jeu. Serait-il voie, lui aussi, de devenir invisible ?

JEAN-MICHEL FRODON

Jamais révolution n'a été
photographiée. Faits
parcs, arènes, expositions,
manifestations, arrestations,
meetings, procès, exécutions,
Agustín Víctor
Sánchez et les reporters de
la Société des photo-
graphes et journalistes cou-
rent à l'intérieur, les huit
mouvements de la révolution
mexicaine à partir de 1910.
Cassola, «photographe de la
révolution», dit-on. A l'heure,
une exposition et un livre, le
Centre national de la photogra-
phie présente la chronique d'un

► boulevardier, aussi un
observateur attentif de la
quotidienne à Mexico, qui
saisissait, «à travers le portrait»,
les milieux, associations, cli-
cans et groupes sportifs de sa
ville.

M. G.

► Palais de Tokyo, 13, avenue
Président-Wilson,
75016 Paris. Jusqu'au
12 octobre. *Photo Poche*
52, Centre national de la
photographie. Introduction
d'Alfredo Cruz-Ramirez.
148 p., 50 F.

M. G.

CULTURE

L'Été festival

Montpellier Colomb l'inconsolé

(Suite de la première page.)

La soirée d'embellie de la nuit, celle des choristes du Radio-France, massés en force au fond de la scène du Corum, proclamant leur solidarité avec leurs collègues de l'Opéra de Paris, la soirée des blessés de l'Orléans de Séville (Le Monde du 18 juillet) pour que continue à vivre, fut-il dit, la grande tradition du chant choral professionnel français. Ce qui se produisit en effet. Ce Christophe Colomb d'abord, cadeau aux choristes, rarement à une telle fête dans le théâtre lyrique, ici des sollicités, subdivisés et mouvants. Tantôt grandes formes polyphoniques, tantôt allemandes, tantôt vrais bords de foule à l'italienne. Qu'il raille ou qu'il prie, qu'il s'enflamme ou qu'il craigne, le peuple (toujours présent, cadre de près (voix anonymes isolées) ou perdu de loin, comme dans les grands films historiques américains. Et si Christophe Colomb

à point l'illusion du mouvement, dans le format géant du Cinemascope, c'est à la diversité, à la majesté de ces chœurs qu'il le doit. Formidablement mis à flot par leur chef François Polgar, les choristes du Radio se sont laissés porter par le dériver, trouvant parfois les accents d'urgence et le ferveur des grands chœurs magyars. Outre son Orchestre philharmonique de Montpellier, dont beaucoup de formations européennes envieraient la section de cuivres et l'habileté solo, René Kœring a un allié en la personne de Gianfranco Masini, directeur musical depuis janvier dernier, franc-tireur du marché lyrique international passé par l'Italie, par l'Allemagne, lui aussi par la routine, lui aussi par les traverses risquées (lire notre encadré ci-dessous). Avant qu'une scène américaine (Miami) et un orchestre allemand (celui de Frankfurt) recouvrent Franchetti et Colomb au fond de Cinquième centenaire.

Franchetti selon Masini

Œuvre incongrue, hors du temps, Christophe Colomb de Franchetti peut-il néanmoins être considéré comme un style repérable dans l'histoire de l'opéra italien ? L'originalité de l'ouvrage tient dans le rôle de Colomb, répond l'italien Masini après le succès de Montpellier. Le personnage est montré de l'intérieur, ses interventions sont autant de mélodrames intimes, soumises à une psychologie torturée et anticonformiste, très typique d'une certaine bohème italienne, et surtout milanaise, de la fin du dix-neuvième siècle.

« La grande Franchetti vit toujours dans Venise et les autres qu'elle possédait près de Reggio Emilia. Je suis de cette région, moi aussi. Je connais le milieu où Alberto Franchetti recevait Puccini, Mascagni, Leoncavallo, j'ai vu le milliardaire près duquel, un geste de générosité, il a fait don à Puccini du livret de Tosca. Le livret actuel était à Montpellier. Il m'a été remis par le directeur de l'Opéra de Montpellier, qui m'a coupé. « Ecoutez, si je ne réponds, comment peut-on parler ainsi ? Je m'en suis tenu à la version Ricordi qui vient d'être enregistrée et qui reprend les coupures opérées par Toscanini, lorsqu'il a repris l'œuvre à sa création, en 1892, et qu'il l'a mise au succès. »

Il y a dans Christophe Colomb l'élément typique de la mélodie, plaquée sur des formes strictes, rythmées de la grande polyphonie allemande. Pourtant, quand on écoute les scènes de l'opéra, on se sent plutôt des rythmes du Wagner, de la musique de Bayreuth, un Wagnerisme par personne interposée. Quant à l'invention mélodique, elle ne prend jamais complètement son envol.

A. R.

les duettistes de Montpellier en avaient prévu l'inhumation en sion (1).

La distribution qu'ils ont réunie enflammée le public de Montpellier sans l'aide d'un Capucilli, bien que l'ouvrage soit bizarrement privé d'un grand rôle féminin. Mais il fallait peut-être un jeune baryton comme Paolo Coni - voix superbe, mais encore consciente de sa vulnérabilité - pour tenir le rôle-titre dans son ambiguïté de looser historique. Un orchestre dans les reias, le bel cantiste italien avait choisi le perdant, aussi, face aux instruments... Du grand art, qui distillait d'une longueur raisonnable le Ronaldo et le Guevara plus traditionnels d'Erich Knott (basse très allemande) et de Claudio di Segni (italianissime ténor). Mais dans le double rôle d'Isabelle d'Aragon et d'Iguamota l'Indienne, soit une situation vocale quelque peu subalterne, soit Michèle Lagrange en grâce défendant la femme.

Un polyglotte musical

Qui donc est Franchetti, le demandait-on au sortir de la fête ? Une éponge, assurément, imbibée de trop de musiques, de tous les pays et de tous les temps. Tôt formé au piano par un maman, la baronne Sara Luisa née Rothschild, il obtint son riche père des études de composition à Munich et à Dresde. Il se revint polyglotte musicalement, peut-être trop tolérant pour les cultures qui n'étaient pas siennes, incapable de militer contre Wagner à l'exemple des vérités de son époque, conscient que l'art de la fugue devait plutôt s'apprendre chez Brahms que chez Leoncavallo. Rafiné, aristocrate, touche-à-tout, indolent - Puccini lui fustigea d'un trait le livret de la Tosca, - le jeune baron s'essaya d'abord à Israël, à l'Allemagne, alors qu'en France même la Tosca n'était plus qu'une grande fresque historique, alors que la peinture italienne s'essayait à l'impressionnisme, et l'opéra national aux trivialités de la vie quotidienne.

La Tosca protégée par Mussolini et effrayée par le fascisme (d'après Antonio Braga dans l'Observateur romain), l'inclassable musicien mourut en 1942, replié sur la Riviera. Il avait un peu plus de vingt ans quand le Teatro Carlo Felice de Gênes, soucieux de fêter Christophe Colomb en son temps, lui avait commandé un opéra du quatrième centenaire. D'abord pressenti, mais trop pris par Falstaff, Verdi avait conseillé à s'adresser à Franchetti. Avec deux ans aussi foisonnants et scéniquement aussi utopiques que du Moussorgski, avec un troisième aussi ridiculement exotique, avec un épilogue larmoyant, Franchetti a donné sa partie.

ANNE REY

(1) Les représentations de Christophe Colomb au Grand Opéra de Miami, étaient dirigées par le directeur de l'Anthony Waters, dans une mise en scène de Roberto Oswald, avec Justino Fain dans le rôle-titre. L'entrepris avec l'Orchestre de la Radio de Francfort et le Chœur de la Radio de Budapest sous la direction de Marcello Viotti (3 CD EMI Schwann, distribution 1991). La version Opéra international a rendu compte de ces deux événements dans son volume d'avril et de juillet-août.

Le Catalogue collectif de France - La mémoire des bibliothèques, le catalogue des catalogues, la liste complète du patrimoine imprimé disponible dans les bibliothèques françaises, notamment dit le Catalogue collectif de France, est mis à jour à 1995, a annoncé le ministre de la culture et de l'éducation nationale au cours d'une conférence de presse, le 29 juillet. Il sera accessible sur un serveur informatique, immédiatement, par l'intermédiaire de la mise en ligne de la Bibliothèque de France. L'État fait depuis un an pour développer et améliorer les bibliothèques, M. Jack Lang a déclaré : « Tout investissement matériel est insuffisant sans un accompagnement intellectuel immatériel. » 5 à 6 millions de livres sont disponibles en 1995, chiffre devant dépasser à terme les 10 millions.

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 29 juillet 1992. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

Marchés publics

Le ministre de l'économie et des finances a présenté au conseil des ministres le projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Plusieurs directives communautaires ont été adoptées à partir de 1991 pour ouvrir les marchés publics à la concurrence communautaire, dans la perspective de la mise en place d'un grand marché intérieur le 1^{er} janvier 1993. Cette ouverture est une chance pour les entreprises françaises à l'exportation et pour les collectivités locales.

Une directive du 17 septembre 1990 complète le dispositif en ce qui concerne les marchés publics dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

Le projet de loi relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications a pour objet de transposer en droit interne pour les personnes publiques elles-mêmes, la transposition de la directive de 1990 par décret.

Ces personnes devront respecter certaines obligations de publicité en matière de concurrence, lorsque le montant du marché dépasse un certain seuil (0,4 million et 5 millions d'euros, respectivement pour les fournitures et les travaux).

Durée du travail dans les entreprises de transport routier (Lire page 18.)

La prévention de la corruption (Nos dernières éditions du 31 juillet et lire en première page.)

Le partage entre assurance et solidarité (Le Monde du 30 juillet et lire page 18.)

Les conditions d'inscription sur les listes électorales

Le Service d'administration civique (SAC) rappelle, lundi 27 juillet, qu'il est possible de faire inscrire certains cas, notamment pour les jeunes qui ont dix-huit ans le 1^{er} septembre, de s'inscrire sur les listes électorales pour participer au référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht.

Les demandes d'inscription doivent être déposées jusqu'au 10 septembre. Cinq catégories de personnes sont concernées par cette possibilité d'inscription en dehors de la période de révision des listes électorales, précise le SAC, dans un communiqué :

- Les jeunes ayant atteint dix-huit ans entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} septembre 1992.

- Les fonctionnaires et agents des administrations publiques nées ou admissibles à l'inscription sur les listes électorales.

- Les militaires renvoyés dans leurs foyers, après avoir satisfait à leurs obligations d'activité, libérés ou démobilisés, ainsi que ceux ayant changé de résidence lors de leur retour à la vie civile.

- Les personnes naturalisées après le 31 décembre 1991.

- Les personnes ayant recouvré l'exercice du droit de vote après avoir été privées par une décision de justice.

Le calendrier national 1993-1996 sera appliqué sans modifications, a annoncé M. Jack Lang. Le calendrier scolaire triennal pour 1993 à 1996, vivement critiqué par les professionnels du tourisme, sera appliqué sans modifications tel qu'il a été arrêté et publié le 23 juillet au Journal officiel, a indiqué, mercredi 29 juillet, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture. « Les décisions prises par l'arrêté après mûre réflexion, en délibération interministérielle », a-t-il précisé. M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, avait estimé, mardi 28 juillet, qu'il était « très possible qu'il y ait des modifications » et qu'« en tout cas [il] le souhaitait ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

CARNET DU Monde

Décès

- Antoine, Gérard, Céline... Et leurs familles, ont la douleur de faire part de leur père et parent.

Gérard BARET, survenu le 24 juillet 1992, son domicile de L'Haj-les-Roses.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, sera célébrée le vendredi 31 juillet, à 14 h 45, en la collégiale de Montmorency (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Aristide-Briand, 91100 Meudon.

- John Clarkson, président.

Et les directeurs associés du bureau de Paris du Boston Consulting Group ont le regret de faire part du décès de

Bruce D. HENDERSON, président du Boston Consulting Group.

Né en 1915, Bruce Henderson a commencé sa carrière chez Westinghouse. A la demande du président Eisenhower, il a participé à une mission d'évaluation du Marshall en Allemagne, avant de rejoindre Arthur D. Little comme senior vice-président. En 1963, Bruce Henderson a rejoint le Boston Consulting Group et en a été le président jusqu'en 1985. Il a joué un rôle déterminant dans son développement international.

- François Henric, président de la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME). Les membres du comité directeur ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quarante-quatre ans.

Jeef LEMOINE, guide de haute montagne, professeur de sport, entraîneur technique national.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 31 juillet, à Gilly-sur-Isère (Savoie), à 15 heures.

Jean-François Lemoine, quarante-huit ans, appelé commandant Jeef par ses montagnards, était guide de haute montagne depuis 1976. Professeur d'éducation physique, fonctionnaire à la jeunesse et aux sports, il occupait les fonctions de directeur technique national depuis 1987.

Alpiniste chevronné, éducateur à compétences multiples dans le domaine des sports de plein air, Jean-François Lemoine a profondément marqué l'évolution de l'escalade en France. Sa formation de guide technique s'ajoutait à la formation de montagnard et à la formation de directeur technique, où sa compétence et son générosité étaient unanimement appréciées.

- La Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME). Ses membres régionaux et départementaux ont la douleur de faire part du décès de

Ses cadres techniques, et tous ses amis ont la douleur de faire part du décès de son ami,

Jeef LEMOINE, guide de haute montagne, professeur de sport, entraîneur technique national,

survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quarante-quatre ans.

FFME, 16, rue Louis-Dardennes, 91119 Evry.

(Le Monde du 30 juillet.)

- M. et M^{me} Jean Pinchon, Le Pin Jean Pinchon, M^{me} Germaine Baudet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jean PINCHON, née Elise Lecat,

survenue le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu à Espagnos, le samedi 1^{er} août, à 11 heures.

Le Bosc-Carré, Espagnos, 27260 Cornillat, Gouville, 27240 Danville, Selles, 27300 Pont-Audemer.

- Nous avons appris le décès, survenu le 28 juillet 1992, du

général de corps aérien Henry de RANCOURT de MIMÉRAND, de la Libération,

dont les obsèques ont été célébrées le jeudi 30 juillet, à 11 heures, dans la plus intime famille, en l'église de Cernoy-en-Berry (Loiret).

(Né le 4 juillet 1910 à Cernoy (Loiret), Henry de Rancourt de Mimérand était un ancien élève de l'École militaire de Saint-Cyr. Il rejoignit, en 1940, la Grande-Bretagne et commanda l'école de pilotage d'Odehan. Après avoir été affecté à l'état-major de l'Air à Londres, puis à l'état-major particulier du général de Gaulle, il commanda le 228^e escadron de la RAF, puis le groupe escadron. Il fut ensuite, en 1944, chef de cabinet du général de Gaulle. Le 1^{er} octobre 1954, le colonel de Rancourt fut

promu général de brigade aérienne et mis à la disposition du général commandant les forces Centre-Europe. En mars 1958, il prit le commandement du groupement des avions militaires de transport aérien. Premier général de division le 24 octobre 1959, il fut attaché des forces armées près l'ambassade de France à Washington avant d'être nommé commandant en second de la 4^e force aérienne tactique allée en janvier 1964.

Cinq fois à l'ordre de l'armée, le général de Rancourt était grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, titulaire de la croix de guerre 39-45, ainsi que de nombreuses décorations étrangères.)

- M^{me} Fernand Robert, sa femme, et M^{me} Karl Diessel, enfants, ont la douleur de faire part de la mort

M. Fernand ROBERT, professeur émérite à la Sorbonne, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur du Phénix de Grèce, croix d'or de Georges IV de Grèce, honoraire de l'université de Laval (Québec),

survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu à Vésinet, à 11 heures, en la plus stricte intimité.

119, boulevard Carnot, 91110 Vésinet, 79, rue Orfila, 91000 Paris.

- M^{me} et M^{me} Foulds, M^{me} Raymond Senn, Pierre Edouard Senn, Christophe Karvelis, Antoinette et Pierre Maurice Mathy, Fernand Degert, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

DÉCÈS

promu général de brigade aérienne et mis à la disposition du général commandant les forces Centre-Europe. En mars 1958, il prit le commandement du groupement des avions militaires de transport aérien. Premier général de division le 24 octobre 1959, il fut attaché des forces armées près l'ambassade de France à Washington avant d'être nommé commandant en second de la 4^e force aérienne tactique allée en janvier 1964.

Cinq fois à l'ordre de l'armée, le général de Rancourt était grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, titulaire de la croix de guerre 39-45, ainsi que de nombreuses décorations étrangères.)

- M^{me} Fernand Robert, sa femme, et M^{me} Karl Diessel, enfants, ont la douleur de faire part de la mort

M. Fernand ROBERT, professeur émérite à la Sorbonne, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur du Phénix de Grèce, croix d'or de Georges IV de Grèce, honoraire de l'université de Laval (Québec),

survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu à Vésinet, à 11 heures, en la plus stricte intimité.

119, boulevard Carnot, 91110 Vésinet, 79, rue Orfila, 91000 Paris.

- M^{me} et M^{me} Foulds, M^{me} Raymond Senn, Pierre Edouard Senn, Christophe Karvelis, Antoinette et Pierre Maurice Mathy, Fernand Degert, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sion (Suisse), dans la plus stricte intimité.

Souvenez-vous de

Suzanne SENN, épouse, M^{me} et M^{me} Harte, M^{me} Rufesacht, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Edouard SENN, survenu le 28 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

سلا من الال

Le Monde DES LIVRES

L'Égypte sans contes

Longtemps emprisonné, censuré, interdit, Sonallah Ibrahim écrit une littérature opposée à l'emphase traditionnelle de la rhétorique arabe

CETTE ODEUR-LÀ
de Sonallah Ibrahim.
Traduit de l'arabe (Égypte)
par Richard Jacquemond.
Actes 1991, 120 p., 10 F.
LA COMITÉ
de Sonallah Ibrahim.
Traduit de l'arabe (Égypte)
par Yves Gonzalez-Quijano.
Actes 1991, 120 p., 10 F.
LA TRAVERSÉE INTÉRIEURE
de Taha Hussein.
Traduit de l'arabe (Égypte)
par Guy Rochelandet.
préface d'Eliezer.
Gallimard, 212 p., 120 F.

Peut-être que Sonallah Ibrahim n'aurait pas écrit, du moins pas de manière aussi dépouillée, s'il n'avait été en prison par Nasser de 1959 à 1964 à cause de ses opinions. Il fait partie de cette population d'intellectuels arabes issus du peuple, qui ont cru que le marxisme allait rendre justice aux dépossédés. Sonallah Ibrahim a mille fois pris des risques et a payé un prix fort la fidélité à ses idéaux. Aujourd'hui, avec les bouleversements à l'Est, avec la fin des communistes, cet homme qui a bien aimé, orphelin d'une partie de sa jeunesse désorientée. Non qu'il regrette le visage inhumain du communisme, mais il constate que tout ce qu'on humilie toujours les mêmes, que le cauchemar du sous-développement persiste comme un épaïs milliard ou une fatalité légitimée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Quelle littérature faire aujourd'hui quand on vit à côté de la Cité des morts, cimetière de la banlieue du Caire, où l'on habite sauvage? Comment dire aujourd'hui ce monde arabe divisé, englué dans des problèmes de démographie, où l'irrationnel prévaut sur la logique, où la sentimentalité tient lieu d'analyse, un monde divers et semblable, malmené par certains traits d'union dont la légitimité repose sur la force et la répression?

Peut-être que la littérature d'aujourd'hui est en quête d'un véritable renouveau. Il faut dire que des écrivains comme Sonallah Ibrahim, Ghassan Kanafani, Edward Kharrat, Elias Khoury et Emile Habibi, se sont manifestés à travers leur écriture singulière et ont marqué de leur empreinte d'être les témoins de leur époque, avec toutes les contradictions du monde arabe.

Alors, lisons les livres d'une époque pas si lointaine, celle qui a muselé les créateurs et qui a brisé les volontés de progrès et de chan-



Sonallah Ibrahim : montrer le monde arabe dans sa réalité nue.

gement. Les premiers textes de Sonallah Ibrahim, surtout *Cette odeur-là* qui date de 1964 et qui est un récit bref et dense, témoignent de l'absence simple et directe de l'absence de la répression que le gouvernement de Nasser, emporté alors dans l'incompréhensible guerre du Yémen, réservait avec cynisme et brutalité aux hommes porteurs de doute ou simplement munis de rêves différents.

Cette odeur-là pourrait se situer, sur le plan de l'écriture, entre le *Père des Choses* et le *Camion de l'Étranger*. Formes courtes, directes et précises. Des mots simples. Quelques répétitions obsédantes. Une indifférence à l'égard du monde extérieur. Une absence de concession. Les mots et les faits du narrateur se prennent par la main. Tout est limpide comme une eau ou un crime parfait. Une odeur de bavure. Une floriture.

A la fin du récit, le narrateur apprend la mort de sa mère, et cela vient s'inscrire dans une sorte d'indifférence au même titre que la solitude, la frustration sexuelle, le manque d'amour, le contrôle policier ou l'incapacité d'écrire : « Je n'ai rien manifesté. Je voulais seulement savoir ce qui se passait, exactement, ma mère était morte. (...) J'ai regardé ma mère. L'heure de mon rendez-vous avec l'agent approchait. Je me suis levé. Il faut que j'y aille. »

C'est l'histoire d'un prisonnier politique - un homme d'être commu-

niste - qui vient de sortir de prison et qui a dû mal à retrouver le naturel de la vie. Il doit chaque jour présenter son cahier judiciaire à un policier. Tout ce qu'il entreprend est en fonction de cette vie quotidienne. La vie n'a pas changé. C'est lui qui n'a plus le même regard ni les mêmes désirs. Avec les années de réclusion, il acquiert la lucidité. Il voit mieux sa société et y réfléchit avec précision sur les forces et les faiblesses.

Les gens ont peur de composer et de vivre dans la médiocrité. Ils se satisfont de peu, font l'amour vite et n'importe où. Ils survivent en faisant beaucoup d'enfants. Le narrateur préfère vivre avec des souvenirs qu'il s'invente, des images qu'il manipule. Les femmes dont il rêve, il les possède mentalement et se satisfait de leur silence. Les quelques lignes sur la masturbation, appelée en arabe « l'habitude secrète », ont valu à l'auteur la foudre de la critique et les foudres de la censure. Et pourtant, il n'y a nulle complaisance dans ce récit. Les images sont là simplement, sans chercher l'effet ou la provocation.

Grande figure de la littérature égyptienne, Yehia Hakki avait écrit un roman *Cette odeur-là*, paru par la maison de son frère, l'écrivain, il l'avait consacré : « Je suis égyptien attiré par un pays qui a fait tant de bruit récemment dans les cercles littéraires. (...) Non seulement il m'a

présenté un héros obsédé par la masturbation - ce qu'on avait pu lui reprocher s'il s'en était tenu là - il nous le décrit ensuite revenant le lendemain contempler les traces de sa passion par la rue. C'est cette laideur qu'il aurait fallu éviter et épargner au lecteur. » Le livre fut censuré et lorsqu'il réapparut en 1969, il était expurgé des passages jugés scandaleux. Ce n'est qu'en 1986 que le texte intégral sera publié à Casablanca (Dâr Qortoba) et au Caire (Dâr Shohdi).

Résolument opposé à ce qu'il appelle « l'emphase traditionnelle de la rhétorique arabe », Sonallah Ibrahim affine sa technique d'écriture. Un petit chef-d'œuvre d'humour noir, plus désespéré que son premier texte. C'est une œuvre qui est une société qui est une illusion, des chansons sirupeuses, des silences crânes, des petites lâchetés quotidiennes. Le personnage du roman doit passer tout au long de son existence, une sorte de commission mystérieuse composée de civils et de militaires, des hommes qui tiennent leur pouvoir d'une instance étrange et invisible et qui réclament leur candidat. Sonallah pour être un intellectuel et un opposant au régime politique, il désigne « la personnalité la plus brillante du monde arabe ». Apparemment, c'est anodin.

Or les recherches qu'il va entreprendre pour le roman sont un personnage, le « Docteur », aussi

plein et aussi énigmatique que l'a été par exemple Maxwell Angleterre ou Mr. Arkadin d'Orson Welles. C'est un homme insaisissable, mêlé à des affaires politiques, aux affaires d'armes, à la création d'industries dans le pays, un homme hors du commun, au visage trouble, à la conscience pleine de trous. Cette découverte signifiera la perte du pauvre candidat qui a eu le malheur d'aller fouiller dans le monde d'un homme qui n'aurait jamais dû être vu.

En repassant devant le Comité, il est condamné à la peine maximale. Un des membres de ce Comité, l'enquête jusqu'à habiter le candidat à partager son lit, sa petite vie, et lui retirer la moindre parcelle de liberté. La promiscuité débouchera sur le crime. Quant à la sentence, elle sera terrible, comme dans les histoires horribles que Kafka et Orwell ont prédites à l'humanité de cette fin de siècle. « Mes regrets, dit le narrateur, sont atténués par la certitude que ce qui doit arriver arrivera, tôt ou tard, car c'est la logique de l'Histoire. »

Et cette logique est plus qu'absurde, elle est inhumaine et cruelle : le personnage devra s'annuler au moment où après l'autre ses membres. Humain terrible, histoire plausible, car le livre est mille fois plus réel et plus imprévisible que toutes les fictions.

Pour témoigner aujourd'hui sur le monde arabe, il suffit de dire que ce monde est réel, que ce monde est une réalité, que ce monde est d'images embellies, de chansons douces et de rhétorique lancinante. Derrière ce décor, derrière ces discours, le romancier découvre surtout, quand il est impliqué comme le fut Sonallah Ibrahim, la mort, la terreur, la prison, la mort, la détresse individuelle.

Cette époque de tension et de conflits, Taha Hussein ne l'a pas subie. Il est mort en 1973, vénéré et respecté. Il a connu une revanche d'individue que lui imposait sa cécité. Il a écrit des pages où il dénonçait cette douleur. Ce grand intellectuel qui avait subi dans l'ennui les années d'Azhar, où il n'en pouvait plus d'entendre rabâcher les sempiternels discours, avait réussi à écrire l'Université moderne à Caire où régnaient l'esprit laïc, l'exigence de la modernité démocratique et d'un humanisme que représentait Mohammed Abdouh, le célèbre réformiste du dix-neuvième siècle, partisan d'un islam rénové et tolérant.

Taha Ben Jelloun
Lire la suite de l'article
d'Alain Baccant, page 16

BUREAUX D'ÉCRIVAINS

Pierre Mertens

Après Dominique Rolin (« le Monde » 11 juillet), Nicolas Guilbert a rencontré Pierre Mertens, prix Méditerranée 1987 pour son roman *Le Dernier des Français* (Seuil), pour choisir son bureau d'écrivain.

Page 14

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Bernanos et le roman : oui ou non ?

Bernanos répétait obstinément : « Je suis seul pas un écrivain. » Il égarait ses manuscrits, il renouait au roman. Mais il confiait en 1948, l'année de sa mort : « Dieu seul le chagrin que j'ai à ne plus écrire de romans. C'est un sacrifice très grand pour moi. » Florence Delay revient sur la publication des *Œuvres de Bernanos* qui donnent à voir l'écrivain en neufragé luttant contre « la ténébreuse affinité des mots ». Pour elle, la révélation vraie des *Œuvres*, c'est qu'hélas est la nature même du travail du romancier : la malignité de sa condition.

Page 15

LETTRES ÉTRANGÈRES

Paul Celan : écrire dans la langue de l'ennemi

Le poète italien Andrea Zanzotto rend hommage à Paul Celan, « l'ami par l'écriture », par son roman *Le Dernier des Français*, comme l'écrivain Nelly Sachs. L'œuvre elliptique est difficile de lecture, mais elle est impossible : faire de la poésie dans les années d'Auschwitz, dans une langue qui lui est si chère, la langue maternelle et allemande.

Page 17

Constant vivant

Homme politique, il est à l'origine de la pensée libérale
Ecrivain et amoureux, sa théorie de l'amour préfigure celle de Proust

DE L'ESPRIT DE CONQUÊTE ET DE L'USURPATION
de Benjamin Constant.
Présenté par R.-J. Dupuy.
Imprimerie nationale, 216 p., 170 F.

PORTRAITS, MÉMOIRES, SOUVENIRS
de Benjamin Constant.
Présentés par E. Harpaz.
Champion, 316 p., 125 F.

LETTRES
de Benjamin Constant
et de son frère, le comte de Rémusat.
Présentées par E. Harpaz.
Champion, 364 p., 135 F.

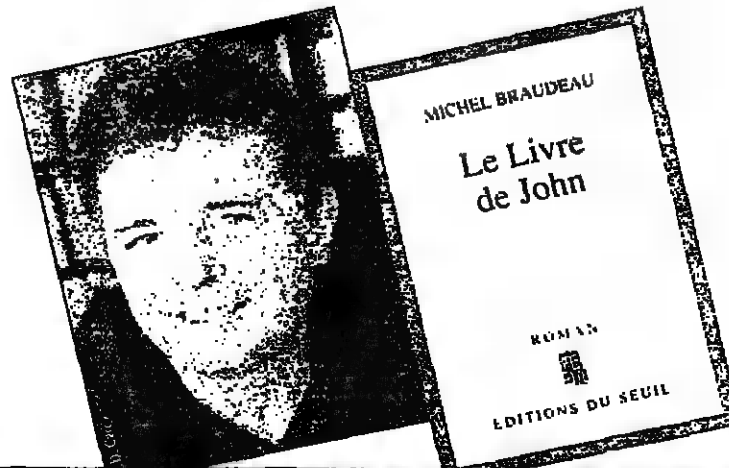
Trois publications récentes viennent rappeler l'étonnante diversité de Benjamin Constant. N'est-il pas singulier de voir que l'un des plus remarquables philosophes politiques de langue française soit aussi l'auteur d'*Adolphe*, chef-d'œuvre du roman psychologique ? (Ce n'est pas Tocqueville qui aurait été tenté d'en faire autant !) Ou que le remarquable mémorialiste et autobiographe double d'un érudit historien des religions ?

Ce qui est plus surprenant, c'est que l'existence de cet écrivain prolifique et varié n'entrave guère l'action d'un homme politique, à la tête du parti libéral sous la Restauration, et surtout, tout au long de sa vie, d'un homme à cœur, vivant sa vie affective avec intensité, sinon plus, que celle de l'esprit, puisqu'il déclare : « Un mot, un regard, un serrement de main m'ont toujours paru préférables à la raison comme à tous les trônes de la terre. »

Il n'y a que Rousseau à qui l'on puisse comparer, dans une protestation suisse exilée en France : il n'en atteint peut-être pas le génie, mais soutient sans mal la comparaison : il est, d'un côté, beaucoup plus attachant.

Tzvetan Todorov
Lire la suite page 16

Michel Braudeau



MICHEL BRAUDEAU
Le Livre de John

ROMAN
ÉDITIONS DU SEUIL

La bataille des dictionnaires

Hachette et Larousse ont sorti, il y a un mois, deux ouvrages au même titre, mais au contenu différent. Le tribunal de commerce de Paris saisi en référé par Hachette a ordonné, mardi 28 juillet, le retrait de celui de Larousse

Un mot, un seul - « essentiel » - avait déclenché la guerre. Au risque de faire perdre au lecteur ses locutions et citations latines, deux ouvrages étaient sortis fin juin-début juillet, en arborant quasiment le même titre et en forçant tous deux le caractère sur l'adjectif : le *Dictionnaire essentiel*, édité par Hachette, et le *Dictionnaire essentiel du français contemporain*, publié par les éditions Larousse.

Tout oppose pourtant les deux ouvrages. Le premier « Essentiel » - celui de Hachette - est un dictionnaire encyclopédique illustré à 70 000 entrées (noms propres et noms communs mêlés), 3 000 illustrations couleurs et - fait - pour un tel ouvrage, possède une couverture souple plastifiée. Le nouvel usage veut directement concurrent du Petit Larousse illustré (PLI). Le deuxième « Essentiel » en revanche, édité par le leader du marché des dictionnaires, Larousse, est un dictionnaire de langue française (noms communs uniquement) à 25 000 entrées, non illustré.

Vol de titre ? Concurrence déloyale ? Parasitisme commercial ? Pour en découdre, les deux maisons d'édition sont assises mutuellement en justice. Deux procédures pour trancher : l'une « au fond », menée par Larousse, examinée en septembre. L'autre, en référé, la demande de Hachette, vient d'être jugée par le tribunal de commerce de Paris, qui lui donne raison.

Ainsi, dans son ordonnance rendue le 28 juillet, le tribunal « fait défense à la société Larousse de procéder à la fabrication et à la distribution » de son « Essentiel », soumis à une astreinte de 500 francs chaque infraction constatée, ordonne que l'éditeur informe par circulaire les librairies du retrait de la vente et condamne enfin Larousse à verser 30 000 francs de dommages et intérêts « à titre provisionnel », en attendant les conclusions de l'expert désigné pour chiffrer le préjudice causé à Hachette. Larousse a fait appel de cette décision.

Pour Hachette, qui souhaite

depuis quatre ans cinq s'implanter durablement dans ce secteur, l'intention de nuire était manifeste. Larousse a joué sur « la confusion des titres », et publié « dans la précipitation » un ouvrage portant le même titre que le dernier-né de sa collection. Pour preuve, l'avocat d'Hachette, M. François Sage, plaçant le 21 juillet, a fait valoir que le *Dictionnaire essentiel du français contemporain* édité par Larousse n'était que la copie conforme, mot pour mot, d'un autre dictionnaire, édité chez Larousse en 1971 : le *Dictionnaire du français contemporain*.

Pour Larousse, qui réalise environ 1 % de chiffre d'affaires grâce à ses dictionnaires, la question, en substance, n'était là. Elle reposait essentiellement sur la sauvegarde du titre, « qui appartient au patrimoine de Larousse ». Certes, a reconnu à l'audience M. Jean-Pierre Blesbois, avocat de Larousse, l'« Essentiel » de Larousse résulte bien de la « contraction » de deux anciennes éditions (le *Dictionnaire du français contemporain* et le *Dictionnaire du vocabulaire essentiel*, édité pour la première fois en 1963), mais sa publication était prévue « depuis longtemps ».

Tout cela, la nouvelle gamme de Petit Larousse (version « compact », standard « grand format », « qui correspond au souci de Larousse de répondre aux goûts et aux besoins » de ses clients.

Balayant d'un geste l'apparente contradiction qu'il y avait à la fois à affirmer « répondre aux goûts et aux besoins » de la clientèle et à rééditer un ouvrage vieux de vingt ans dans lequel ne figure aucun mot vivant du français actuel (vidéo, télématique, etc.), Larousse s'était empressé de défendre la thèse de l'antériorité du titre. Celle-ci a clairement été reglée par la loi de mars 1957 sur

la propriété littéraire et artistique. Or, se défendent les responsables de la rue du Montparnasse, Larousse « possède » depuis longtemps, dans son catalogue, le terme « essentiel », à savoir : le *Dictionnaire du vocabulaire essentiel* (paru donc la première fois en 1963) figurant plus dans son catalogue que « Les Essentiels », collection spécialisée de dictionnaires thématiques.

Projets de rentrée

Le tribunal n'a donc pas cette thèse, mais bien celle du parasitisme commercial, relevant « la précipitation qui a présidé au lancement » du dictionnaire de Larousse « manifestement pour faire pièce à concurrent celui qui avait préparé Hachette ». La thèse de la « chausse-trappe », somme, contenue, aux yeux de Hachette, dans l'examen de la chronologie des faits.

Le 3 avril, comme il d'usage dans la profession lorsque l'on veut effectivement s'assurer d'un titre, Hachette fait paraître dans *Libres-hebdo*, hebdomadaire professionnel du livre de l'édition, un avis signalant la parution « d'un ouvrage de référence » intitulé « L'Essentiel ».

« La formulation était trop floue », indique-t-on chez Larousse, qui répond cependant à Hachette près de deux mois plus tard, le 27 mai. « Nous ne savions pas qu'il s'agissait d'un dictionnaire », nous nous aurions réagi plus rapidement », explique M. Patrice Maubourguet, président-directeur général des éditions Larousse.

Or, à cette date, Hachette a déjà lancé la fabrication de son produit - son titre définitif - stratégie de communication est fort avancée. Encarts publici-

naires seront publiés dans la presse professionnelle courant juin. Et le 4 juin, précisément (donc bien avant le 11 juin, date à laquelle Larousse a officiellement averti par son concurrent de la sortie d'un dictionnaire), la nouvelle parution du *Dictionnaire essentiel* d'Hachette est rendue publique, photo à l'appui, dans une enquête menée par le magazine spécialisé du secteur de la distribution, *Libre-Service Actualités* (LSA).

Celle-ci mentionne les projets de rentrée différents protagonistes, y compris Larousse, qui garde l'époque encore ses projets de rentrée, notamment la sortie « compact », version couverture souple du Petit Larousse illustré. Ce titre manque d'ailleurs aujourd'hui de jeter le trouble chez les responsables d'Hachette puisque de code du projet « Essentiel », avant titre définitif, n'était autre que... « le Compact ».

Le fait, il faut attendre fin juin pour voir paraître les premières publicités de l'« Essentiel » de Larousse. Précédant les mises en vente, qui succèdent fin juin-début juillet, une prime à la presse en place pour le Larousse plus rapide.

Un marché de 100 millions de francs

Pour Hachette, le calcul est simple. L'« Essentiel » de Larousse était vendu 95 francs, avait été tiré environ à 10 000 exemplaires. Le dictionnaire encyclopédique Hachette est, lui, vendu 210 francs. Il a tiré à 120 000 exemplaires. Il a suffi d'un investissement d'environ 200 000 francs pour tenter d'anticiper, à la va-vite, l'investissement de 8 millions de francs, estime M. M. Moine-

gon, directeur d'Hachette-Education.

A six semaines de la période la plus forte de l'année (près de 60 % des ventes de dictionnaires en grandes surfaces s'effectuent à l'entrée scolaire), la querelle, loin d'être anodine. Le marché des dictionnaires de français a drainé en 1991 un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs, pour 4,8 millions d'exemplaires vendus (650 000 environ pour le seul Petit Larousse illustré).

Or, les lexicographes, Larousse œuvre en maître depuis des décennies à représenter près de 70 % du marché. Le monopole des convoitises. Depuis la rupture de fait le pacte tacite qui garantissait l'éditorial des chasses gardées - les dictionnaires à Larousse, le lauréat Hachette (1), - les batailles, à chaque rentrée, font rage. Même l'allié objectif, les éditions Le Robert (qui appartient également au Groupe la Cité), lancé récemment l'assaut du grand public, celui de Larousse a publié son Robert d'aujourd'hui.

Au tribunal, Larousse était venu défendre son droit de marque, et surtout, son image de marque. Or, n'est plus fragile qu'une image de marque. Quand même l'objet et la marque, dans l'esprit des utilisateurs, parfois se confondent. Synonyme pour beaucoup de « dictionnaire », Larousse risque finalement de perdre l'aventure « Essentiel » avec quelques écornées.

Jean-Michel Dumay

(1) Pour Hachette, le pacte tacite conclu entre les deux maisons d'édition ne devait caduquer au cours des années 80 du fait de la présence, au sein du Groupe, la Cité, de Nathan et de Bordes, aux côtés de Larousse.

EN BREF

Colloque Morand. - Les 29 et 30 octobre se déroulent à l'université Paul-Valéry et au château de Castries, un colloque sur « Morand, écrivain voyageur ». Présence notamment de Michel Déon, Jean-Yves Tadié, Michel Bulteau, Gabriel Jardin, etc. Le film de Jean Epstein, *La Glace à trois faces* (1926), inspiré par Morand, sera projeté. (Rencontres : Michel Colomb, université Paul-Valéry, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.)

Rencontres internationales. - Poésie contemporaine à Tarascon. - Du 31 juillet au 3 août auront lieu à Tarascon (13) Rencontres interna-

tionales de poésie contemporaine. Ces six journées de poésie consisteront, le matin, en la présentation d'un travail poétique en cours, que l'auteur confrontera aux réactions de pairs et du public (Serge Pey, Armand Schwerner, Alain Veinstein et Jean-François Bory sur l'estrade), suivie, l'après-midi, de lectures-débats animées par des poètes, et le soir, de spectacles dont les thèmes seront notamment : « la poésie d'Europe de l'Est », « la poésie catalane », « le Nouveau Réalisme ». Enfin, une table ronde sera consacrée à l'œuvre d'André du Bouchet qui en lira des pages. (Rens. : (16) 91-91-26-45.)

BUREAUX D'ÉCRIVAINS PIERRE MERTENS

Dessin de Nicolas Guilbert



Ni réellement nomade, ni vraiment sédentaire - toujours, pied du lit, valise ouverte, à moitié remisée. A Berlin, comme à Bruxelles, j'ai toujours vécu la proximité d'une gare. Comme pour me persuader qu'il aurait suffi d'une impulsion, d'un élan, d'une foucade pour prendre l'air... Enfant de divorcés, j'allais de ma mère à mon père par le train. Cela a continué. Depuis lors, chaque fois que je m'éloigne, je repars, je demande ce que je suis devenu. J'y suis resté... Je reconstruis mentalement un emploi du temps dans mes scénarios. Le scénario qu'au même instant, tenant compte du décalage horaire, je suis en train de lire. Ainsi suis-je devenu un bigame existentiel. Menant à la fois la vie d'un vinaire doux à l'exil, à Providence, à Notting Hill ou à Halensee, à Pest, ou au cimetière juif à Prague, à Valparaiso ou à Babylone, je suis chez moi : j'épèle, j'archive la mémoire de ces livres dont je me suis séparé, j'auditionne Schubert, Schumann, suite lyrique de Berg, dont me divorce seulement l'immense distance, rien que l'espace, je pense à mon appartement comme s'il était orphelin moi. Lâchement déserté. Et même lorsque la femme qui hante mon esprit à mes côtés, je me console à peine d'être loin de la photo, de la représentation d'elle qui s'enflamme à ma table de travail, à Bruxelles, à l'orée d'une nuit noire, houleuse et profonde...



1501

Véritable chantier romanesque, les « Cahiers de Monsieur Ouine » n'ont été publiés que l'an dernier. A partir de leur lecture, Florence Delay s'interroge sur Bernanos et sa pratique d'écrivain

plus **intéressant** au monde - ce qui est **un peu** entre un roman et un romanier quand ils **ont** en train de se créer l'un l'autre, - il existe **des** études, **avec** **des** variantes, à l'intérieur même d'une œuvre.

Il y a les **Carnets** (James), les **Journaux**, la **Correspondance** (Flaubert), les manuscrits, surtout, qui en disent plus long que les **œuvres** lorsque **ils** répondent **aux** enquêtes. Mais rien, d'équivalent, me semble-t-il, à cette confrontation **avec** Daniel Pezeril **et** la

un roman policier type *Un homme*.
Le même jour, un autre garçon
s'installe dans Philippe, à Steeny,
subit une crise symbolique.
Une châtelaïne folle. Les
Jambe-de-Laine, les
qui le cubentent dans les bas-fossés,
enlève Steeny à sa suite et se
son instituteur et le livre aux
mains qu'elle hait, à Ouhne. L'en-
fance, la mort, la vie, la mort,
maître et de l'enfance. Il a la
peur, mais il veut le suivre jusqu'
au bout du monde — qui n'est
autre que le haut et soi-même,
corrigé du vieil homme.
Salut maintenant un vieux
gentleman à complexion humaine
et à l'air d'un homme qui a
retraité, dans un village. Et, le
chambre, il démoralise. Les
bêtes, les voisins, le village entier.

Grand amoureux d'Amélie, l'est aussi de petits garçons. C'est pourquoi l'on vit en Gide le modèle, l'élève, son « immortelle supérieure » (qu'il a épousée). Gide protéiforme, bondissant à la fin de chacun de ses livres à l'autre extrémité de lui-même. Parfois, un propos — « Vous croiriez un curé » — est aussi à l'aise Brémond. Le maître, en fait, tient tout entier dans son nom. Détestant la conscience ou bien du mal, il enseigne : « ni oui ni non ». Je crois qu'on ne l'a jamais porté qu'en l'opposant à l'étrange parole de Jésus que :

Matthieu 5, 37 : « Quand vous parlez, dites « oui » ou « non » : c'est tout le reste du Malin ».

Un coup de force typographique

Dans la Parioisse (premier titre, abandonné) tous sont minés par le « oui-ne », empêchés de choisir, de se prononcer, en proie à l'hésitation, l'horrible maladie intellectuelle du prince Hamlet qu'ils souffrent en bourgeois et en paysans. Le titre seul coupable mais la faute collective. Or, la révélation terrible des Cahiers, c'est qu'hésiter est la nature même du travail du romancier. La malignité lui sa condition. D'où peut-être ce cri d'homme : Je ne suis pas un écrivain.

Bernanos créait à tâtons, il l'a confié à la plus lucide critique du moment, à Paul Valéry, et c'est ainsi que, à Claude-Edmonde Magny : « Vous m'avez rendu : intelligible ce monde où j'ai avancé jadis, » écrit en page, dans les ténèbres, guidé par un « aspect d'instinct analogue à celui de l'orientation » oiseau, peut-être. » Prenant le relais, Daniel Pezeril a rendu intelligible l'« aspect d'instinct obscur. Celui qui a accompagné l'agonie de l'homme a transcrit celle de l'écrivain en tremblement lumineux. Il n'est de fidélité qu'audacieuse : par un coup de force typographique, il a innocenté la phrase interprétée « souffre, ça ennuie », et a permis à l'« aspect d'instinct » de se guider, il a mis à la page ce qui était biffé, il a ajouté un point après chaque mot abandonné — ponctuait — rien, le blanc, le doute, d'un silence de partition.

Ainsi l'immense bégaiement
la langue (*Cahiers*) se confond
avec les bégaiements : la pen-
sée-ouïe (roman). C'est finale-
ment Porell qui entend, quan-
son Génie l'a froid, _____
par une voix de soprano
en grelottant son
et que les notes peu à peu se dé-
tendent dans une puissante voix de
soprano : « les paroles du vieil
homme avaient, Les paroles du
vieil homme, Il semblait que les
paroles, le vieil homme _____,
le colire. Il SEMBLAIT QUE LES
PAROLES _____ le vieil homme EUS-
SENT ROMPU L'ENCHANTE-
MENT QUI Te Tenait TENAIT
SA LANGUE COLLÉE AU
PAROLES, TOUTES LES VOUS
TRANSIS, TOUT _____ Mes
amis, un grand saint l'a dit, L'EN-
FER, C'EST LE FROID. » Berna-
nos a _____ que pour écrire le
froid.

Florence Delay

(1) *Cahiers de Monsieur Ours*, présentés par Daniel Pennac. Seuil, coll. « Le don des langues » (780 p., 280 F) [voir l'article de Pierre-Robert Leclercq dans « *Un monde de livres* » du 14 juin 1991]

Bernanos n'est dans le champ. Lui regarde surtout son ciel. Il ne s'intéresse davantage que la France et Dieu. Soit. Obstinément il répète : « Je suis poète écrivain ». Doit-on entendre cette déclaration comme un : citoyen chrétien d'abord, puis l'exercice exclusif de la littérature, activité profane ? Ou comme un : je mène la littérature, je tiens en laisse celui qui, le premier, se laisse emporter par ses ratures » par exemple. Il ne pouvait pas prévoir que le siècle, à son tour, surseutait à son actif une quinzaine de sauts de lit ! L'écriture d'un cran – lui confirmant la divine miséricorde.

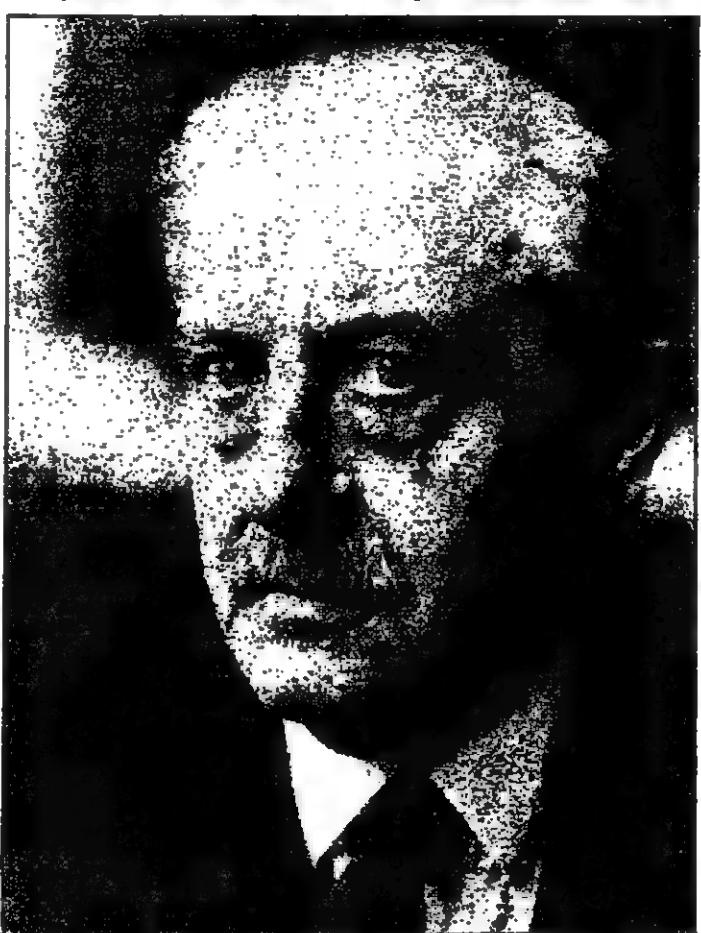
[illegible]

Cet ennui qui mène tant de personnes bernoises au suicide, qui dévore la paroisse du Curé d'Anniviers, et dont le professeur d'Anniviers, le plus inquiétant de Malin, parait le plus intellectuel, d'ailleurs, en son temps, qu'il n'y a pas de malheureux hommes, qui n'euvent point d'autre ennui que l'ennui vient à bout de tout qu'il ramollira la terre. Sur la dernière page d'un des cahiers de brouillon daté février 34 de Monsieur d'Anniviers, Messieurs, un peuple a failli mourir d'un scandale. Ce n'est pas le scandale Stavisky, qui n'est qu'une conséquence, de l'antichriste. Ce n'est, l'unique scandale, qui est qu'on ait pu croire que quinze millions de francs, appartenant à un pauvre rien. Pour Rien : Grand Setan, dans sa splendeur.

Lorsqu'une **guerre** éclate, en Espagne, on trouve Majorque. Il voit dans des canions, **de** poussière mais se tenant très droits, des républicains espagnols qu'on assisler demain. De vision son dernier roman (*le Naturellement*, je ne **pas** dit si : dans **transposer** un que j'ai dans l'histoire d'une **raquée** par le **malheur** et l'injustice. Mais on **trai**, c'est que je n'avais pas vu ces choses. Je n'aurais pas écrit la Nouvelle **de** Mouche»). Il **guerre** aussi, la décision de **plus** écrire de **Il** va consacrer **écrits** combat il l'entreprend sur le champ les **Grands Cimetières** **à** hune, consommant **l'écriture** le genre romanesque **l'Action française**, qui n'est pas la France, l'Église, qui **pas** Dieu.

1926-1936. L'emprise romanesque aura duré dix ans, exception faite pour une poignée de pages capitales, la fin de *Monsieur Quine*, écrite en février et en 1940 au Brésil. Il n'a pas dû être pour un homme à sa trempe de renoncer au genre qu'il aimait, à part d'enfance de rêve -

A qui donc Bernanos voulait-il



Bernanos : « *Je sais le chagrin que j'ai à ne plus écrire de romans. C'est un sacrifice très grand pour moi.* »

« adresser ? La préface des *Grands Cimetières* donne une réponse : « ... inconnus, vieux frères, ... la troupe ... répond mal ! l'image qu'on fait d'une audience ... lecteurs. Lui-même ... convient : *Singulière idée ... à écrire pour ceux qui désignent l'écriture* ! Au fait, la désignation ? Pourquoi dire si si ... pieusement ? Celui des *Grands Cimetières* ... perdu en quittant Majorque, il doit ... récrire. ... sa ... s'envole, ... Marseille et Aix, ... longue séquence de *Monsieur Ouline*. Sa négligence (est-ce de la négligence ?) est celle qui de la négligence ... coquilles ... privé ... pages appartenant à un cahier écrit en 1940.

N'y eût-il pas d'ailleurs dans la plupart de ses titres un air de faute? *L'imposture. Un crime. Un mauvais rite. Mieux son boulever-*
sement. Curé de préface. Le coupable à tenir un journal. Il lui fixe une durée: pas plus d'un an, *se délecte de conter* ce qu'il a le plus précieux, *à quelque chose d'aussi instable, d'aussi plastique, d'hélas, d'indéfinissable.* Ses pages, veut le détruire. D'une manière générale, lui rétorque le curé de Torcy auquel il fait lire quelques pages sans oser dire qu'elles ne le lui, «s'il y a toujours avantage à penser juste, mieux vaudrait... On voit les choses telles qu'elles sont, mais on ne peut pas se chanter... on chanson pour lui tout seul». *Mieux, pour.* Chanter pour soi tout tout semble avoir effrayé Bernanos que n'effrayait pas grand-chose. Était-ce dans une esprit une variante du «pour

Un livre qui touche à la guerre, avant, après, ... mal, ... rien, ... l'action d'écrire, ... ratures, ... la littérature, bref, ... ce qui nous préoccupe (« nous » vague, j'en conviens, mais français), ... négocier ce buisson ... questions. Il s'agit de la publication des Cahiers de Monsieur Ouine, confiés par Bernanos à son amie Christine Manificat (l'exception des deux derniers ... « brésiliens ») ... départ pour le Brésil, ... elle-même venue à Pèzeuil ... à déchiffrer puis ... écrits (1). ... des deux volumes in-

Page gauche, le texte définitif (à qu'il est établi par Albert Béguin, et **p**age de droite, son brouillon, le déchet, «le jour de Job».

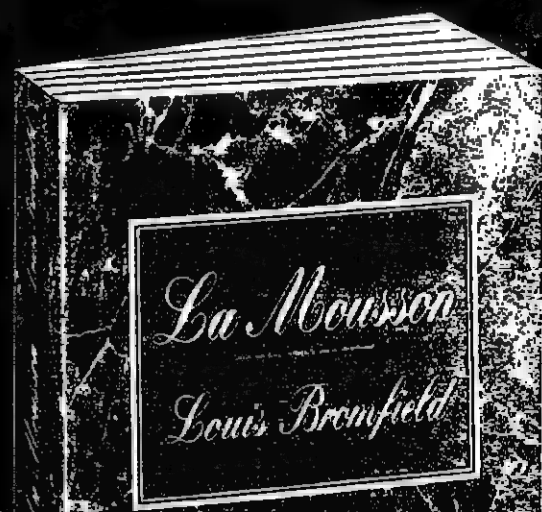
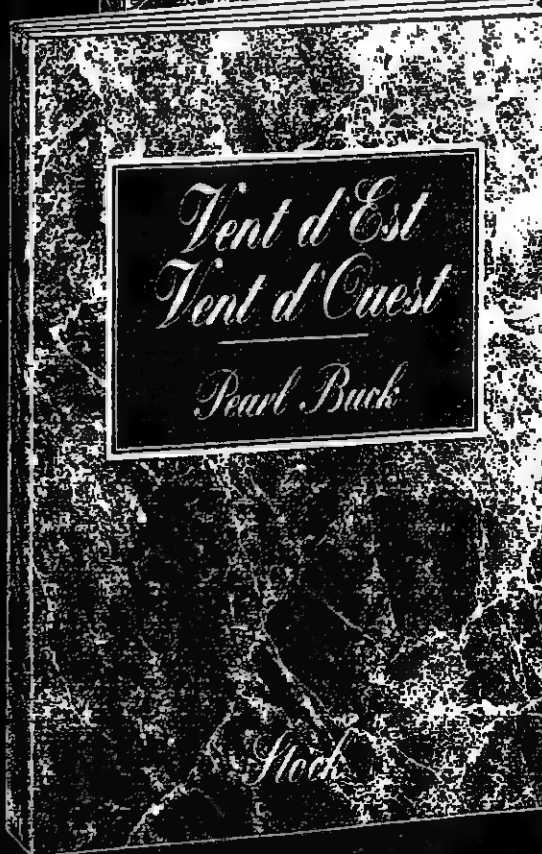
La solution typographique paraît ainsi claire dant, on voit, le gauchisme définifié en caractères gras (italiques maigres, d'ultimes ajouts ou corrections); à droite, sur un pâle canon démonté les **les** du cane, quelques caractères **sur** **sur**. Comme dit planches qu'un mot flévyant charnière verbe tout seul, un membre de phrase qui se termine cette fois irrégulier et tourmentée donne à voir l'écrivain en naufragé lutinant contre la **ténébreuse** «littérature des mots», les images, les courants. Pourseuvoir, garder la tête hors de l'eau paraît revêir d'une sorte de sursis, d'attente, d'effort soufflé, abaner Bernanos sa table de café - c'est là qu'il écrit.

Or, cette impression n'est pas infirmée sur la page de gauche, provisoirement dite terre ferme. Par une confusion optique digne du mystérieux *Le jeu de Caspar* de Friedrich Schlegel, le sujet est momentanément le brouillage des pronoms personnels brouille les personnages. Les *personnes* viennent pas à l'appui des faits. Les indices sont si rates qu'on se perd dans le défilé errant, l'« chapitre XII » par exemple – l'unique scène d'amour d toute l'œuvre de Bernanos – pour chercher où, quand, là-bas, j'ai pris la décision d'acquiescer à son projet de mariage. On ne se souvient avec lui, on ne trouve rien. Peu ou *pas* d'explications *des* comportements les plus inquiétants de longues scènes, *mais* à la juxtaposition sans joints visibles.

Un **trou** important les sépare
qui ne **va** même pas à la page 44
que **Daniel** Pezeril numérote en **les**
chapitres pour nous
permettre **de** nous repérer dans
l'égarment voulu par Bernanos.
Ce dernier ne cherche pas à brouiller
les pistes : le brouillage est son
sujet même, l'égarment, **le** bouc.
Pouh! interjection sortie droit **de**
la bouche, réentendue en bouche
des créatures.

Qui a **le** petit valet **Mali-**
come? A cette question l'énigme
seule du titre répond. **51** en était
autrement, nous aurions affaire à

BUCK

650 p
120 F340 p
95 p194 p
80 F

STOCK

LE MONDE DES LIVRES
CIVILISATIONS

Clochemerle en plein bled

LES VOLEURS DE SOLEIL
Au bled algérien vers 1950
de Maurice Brunetti.
Balland, coll. « Le nadir »,
1991, p. 125 F.

Les images d'Épinal de la guerre d'Algérie, partout, qu'elles soient imprimées ou peintes, ont été la source d'une culture simpliste, voire simplifiée, de la guerre d'Algérie. Les images d'Épinal de la guerre d'Algérie, partout, qu'elles soient imprimées ou peintes, ont été la source d'une culture simpliste, voire simplifiée, de la guerre d'Algérie.

Dans son récit, Maurice Brunetti rétablit une réalité algérienne par la recherche exclusive d'af- frontements entre les commu- nautés : les relations de travail, s'ignorant lar- gement. Aux Arabes, aux Kabyles, les douars, aux Euro- péens, les localités de colonisa- tion. Ni intégration, ni assimila- tion, ni rejet plus souvent ; les relations étaient chaotiques, mais plutôt chaleureuses - dans le style méditerranéen.

Fonctionnaire humaniste, l'Oranais Maurice Brunetti nous fait notes qu'il avait prises sur son humeur personnel et sa précision professionnelle au début de la décennie 50. Il exar- cait alors à Fréna, village de colons sans originalité, entouré de douars algériens, dans une région particulièrement isolée. Les lecteurs français mais aussi algériens, dont l'igno- rance entretenue de leur passé est stupéfiante, découvriront un monde qui vivait dans le bled, la veille de la guerre d'indépen- dance.

Tout commence par une que- relle : Clochemerle entre les Djazars et les Maoudis ; l'ani- mosité totale, obsession-

nelle fondée sur faits « historiques ». Pour nuire au bled, tous les moyens sont bons, compris la magie. Telle qu'elle était (est?) vécue dans le bled, la religion musulmane est bien mise en évidence avec ses cultes marabouts et l'esprit du lucra du bled. Pour finir la dispute héréditaire, la « volonté de Dieu », guidée par l'entremet- teur divers, qu'un banquet de réconciliation soit organisé. Il faut, mais, bien sûr, « Mon- sieur l'administrateur », venu présider la réjouissance, jouer un rôle pitoyable. Pourtant, en parçait une France coloniale bénéfique lorsqu'elle guérit ou supplée les pénuries d'eau.

Les relations entre Hadj et Pacifique et Petite Chinoise, celle-ci fruit d'un séjour du garde-champêtre musulman en Indochine, sont de contre- point à la « Querelle » du douar. Elles permettent d'évo- quer les relations, rares, entre l'islamisme et le christianisme. Tout le récit est sous le signe du seul aspect sociologique : cha- que geste a une signification.

Peu à peu, on devine qu'à la présence européenne se joint une présence plus étrangère au douar, quoique musul- mane : les voleurs du soleil. Ils imposent leur vision vio- lente, les relations inégalitaires, mais inamicales, entre les deux communautés. Maurice Brunetti a su traiter son sujet avec aisance, sans chercher la responsabilité. Il préfère nous offrir sa vision inhabituelle de l'Algérie du bled au moment où la paix l'abandonne.

Jean-Pierre Ferrier

Une Perse oubliée

Un prince iranien et un universitaire américain nous réapprennent l'art de vivre persan

LE JARDIN DU VAILLANT COMBATTANT

de Terence O'Donnell.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Béatrice Favre.
L'Harmattan, 222 p., 120 F.

LES ROIS OUBLIÉS
L'épopée de la dynastie kadjare

du prince Ali Kadjar
(avec la collaboration de Sylvie Dervin).
Édition « L'Asie »,
335 p., 128 F.

Un peu avant 1960, au temps du dernier chah, l'historien anglo- américain Terence O'Donnell ensei- gnait à Ispahan. Il s'était installé avec sa femme dans une ferme en- vironnée nommée « Le Jardin du Vaillant-Combattant ». C'est le titre de son ouvrage. Sans y mêler un seul instant la politique, ce uni- versitaire aux champs d'histoire a la loupe la vie quotidienne.

Il a vu un Iran de province, naïf et rude, qui ressemble à la Perse d'avant la modernisation-occidentalisation engagée par le Pahlavi à partir de 1925 ; un Iran hautement civilisé, tran-

quillement croyant, empreint d'humour paillard.

Malgré une médiocre traduction, ce volume nous ramène à un Iran d'un mode de vie qui est com- plètement disparu, et même plus ou moins remis à la mode par la révolution khoméniste. L'un des portraits les plus réussis par un maître Terence, c'est celui d'un prince de l'ancienne dynastie kadja- re (remplacée par le Pahlavi), qui vivait sans histoires, il y a une trentaine d'années, à Ispahan.

C'est également à un émir de l'avant-dernière famille régnante, vivant, lui, en France - Ali Kadjar, descendant de Soltan Ahmed-Chah, souverain de 1909 à 1925 - que nous avons affaire pour les Rois oubliés, mais comme auteur. L'al- tesse, qui a séjourné sur sa terre natale après la révolution khomé- niste de 1979, y a retrouvé le goût de l'histoire, de la culture et de la civilisation.

Cela l'a conduit à reconstruire, avec un tout oriental de contour, l'itinéraire plus que cha- toyant des sept rois kadjars qui, de 1785 à 1925, ont essayé d'endiguer les empiètements russes et anglais sur le plateau iranien ; essayèrent de doter leur peuple d'une Constitu- tion, en 1906, alliant chisme et parlementarisme ; illustrèrent un Iran renouvelé le savoir-vie persan. Après les cruautés - bien pires que celles des années Khoméini - ayant présidé à l'ins- tauration de la nouvelle dynastie par le roi-eunuque d'origine turque Aga Mohamed-Khan (1785-1797), le prince Abbas Mirza, puis le vizir Amir Kabir, firent réussir une synthèse très persane, c'est-à-dire à la fois pimentée de habile, de l'isla- misme et du siècle. Il ne manqua peut-être qu'un peu d'audace pour parvenir. Mais les Pahlavi suc- ceurs furent, eux, beaucoup trop audacieux.

Tant Ali Kadjar que Terence O'Donnell nous réintroduisent une Perse oubliée où on fai- sait du « Mille et Une Nuits », Monsieur Jourdain de la prose.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

LE CAIRE

de notre correspondant

Farag Foda, Mohamed Saïd Achmaoui, Foad Zakaria et Hus- sein Hamad Amin. Le politicien, le magistrat, l'intellectuel et le diplo- mate musulmans ont un point commun : leurs écrits s'opposent au réclameur l'instauration d'un Etat islamique, des écrits qui leur ont valu, comme d'ailleurs la littérature Naguib Mah- fouz, d'être dénoncés comme enne- mis de l'islam tant par les maxi- malistes musulmans que par les « modérés » d'Al Azhar (Sorbome de l'islam sunnite). Résultat : leurs noms ont été inscrits sur la liste de la mort par les extrémistes. Une épée de Damocle qui a été frappée, sous la forme d'une rafale de kalachnikov, Farag Foda (le Monde du 10 juin).

Le choix de Farag Foda comme tête de liste est sans doute dû au fait qu'il était le plus virulent des écrivains anti-islamistes. Son pre- mier ouvrage, *Qu'est-ce que l'islam ?* (1984), avait provoqué la colère des islamistes de tout crin. Le livre constitue, en effet, une attaque systématique, d'où le casme n'est jamais absent, de la profession de foi politique isla- miste, ainsi que des figures de proue du mouvement.

S'attaquant à l'emblème de la Confrérie des Frères musulmans (un Coran et une épée), Farag Foda écrivait : « Le Coran est dans le corps. Quant à l'épée, elle est dans la main. Les musulmans ne sont que des poisons ». Il précise que, sur « treize siècles de durée de l'Etat islamique, l'opposition était toujours matée par l'épée ». Pour le polémiste, « l'application de la charia ne peut mener qu'à l'Etat religieux, et l'Etat religieux à l'Etat absolutiste de droit divin ». Il attaque l'argument des isla- mistes selon lequel la dégradation des conditions de vie en Egypte est due à l'absence de la charia. Foda répond : « Que dire alors de l'éleva-

La plume contre l'épée

L'assassinat, le 8 juin, de Farag Foda, semble avoir renforcé la détermination des autres écrivains anti-islamistes



tion au niveau de la vie en Occident ? » L'assassinat de Foda semble avoir provoqué l'effet contraire de ce qu'il souhaitait : les musulmans. Il a, en effet, provoqué une levée de boucliers dans les milieux intellectuels. Le romancier Edouard Al Kharrat a écrit : « Un martyr est tombé » et le poète Abdel Mouti Hegazi : « Sans verser une seule larme, sans verser une seule larme, sans verser une seule larme ». Un numéro spécial de la revue *Ibtidâ* (Création).

Mohamad Saïd Achmaoui a répondu par le défi en nous affirmant que « les islamistes ne faisaient que renforcer la détermination à écrire ». Il lui qu'il est visé, l'Azhar n'a-t-il pas été, en jan-

vier, l'islamisme islamique (2), un essai où, dès la première ligne de l'introduction, l'auteur affirme que « Dieu voulait que l'islam soit une religion et les hommes ont voulu en faire une politique ». Cette œuvre, dit Achmaoui, est longue de qua- rante siècles et a été le fruit d'un esprit malveillant qui, durant cette période, « ont provoqué des injustices politiques sanglantes », sans verser une seule larme.

L'auteur accuse ceux qu'il nomme les « néo-bédouins » de vouloir réduire la charia à quelques prin- cipes simplistes. L'auteur souligne à cet égard l'importance de des- cendre la tradition du fiqh (interpré- tion) des islamistes. Il propose enfin

« une révolution islamique fondée sur le renouvellement et la modernisation, sans en assimilant en profon- deur le passé, le présent et l'avenir ».

Hussein Hamad Amin est, lui aussi, en faveur d'un aggranda- ment islamique dans le Livre du musulman désespéré pour entrer dans le troisième millénaire (3). Selon lui, l'islam est une des consé- quences de « la crise spirituelle de l'Occident ». Les Egyptiens ont passé « une partie de l'ère du cha- meau » et de l'ère de l'auto « l'union ». Ils croyaient avoir atteint la « panacée », mais ils se sont aperçus que « les fruits de la peine étaient éternels ».

« Les interprétations erronées du Coran »

La réforme, selon Hussein Hamad Amin, ne passe pas par une occidentalisation à outrance mais par l'épuration dans l'islam « des scories » qui s'y sont accrochées. Par scories, il entend « les interpré- tations erronées du Coran, les hadi- ths (dires du Prophète, forgés pour imposer telle ou telle opinion), les biographies du Prophète écrites conformément à l'air du temps, les fausses mensonges... ». Autant de bases sur lesquelles les islamistes se récla- ment pour la création d'un Etat musulman.

Pour Foad Zakaria, dans *Laf- cité ou islamisme : les Arabes à l'heure du choix* (4), il n'y a « point de salut en dehors d'une société laï- que ». Mais cette laïcité doit être accompagnée de « la liberté et de la démocratie », qui sont des « valeurs universelles ». Critique à l'égard des divers régimes arabes, y compris les « progressistes », Foad Zakaria les rend responsables de l'islamisme. « Rien ne prépare mieux au pouvoir que la misère », dit-il, « la pauvreté des bêtes ».

Alexandre Bucciardi

- (1) La collection complète des œuvres de Farag Foda (nouveau) ainsi qu'un recueil des discours et textes publiés dans l'hebdomadaire *October* devraient être publiés par l'Éditions pluriel du Caire.
- (2) La Découverte, 1990, 100 p., 85 F.
- (3) La Découverte, 143 p., 85 F.
- (4) La Découverte, 1991, 117 p., 85 F.

L'Égypte sans contes

Suite de la page 13

Ce sera grâce à cet esprit qu'il se dirigera vers l'Europe, plus préci- sément vers la Sorbonne. Il y fera de brillantes et fécondes rencontres. « L'amie à la voix douce », la seule remède à ses maux, la femme qui lui « offrit ses yeux » en devenant son épouse. Il comparait la charia à un démon qui agit avec perfidie, le mauvais faire des études, des progrès et même obtenir des résultats surprenants, puis révélaient en lui une profonde blessure, provoquant chez lui « une souffrance aussi profonde que cruelle ». Il rap- pelait la phrase d'Abou L'Alâ (979-1058), aveugle et athée, auteur de l'*Épître du pardon* qui inspirera Dante, « la charia est une honte ».

La lecture de cette *Traversée inté- rieure*, la suite de son autobiogra- phie, le Livre des Jours, est un autre miroir de cette Égypte oubliée par le siècle. Alors que la modernité avan- çait lentement, l'époque de Taha Hussein, ce fut mise à l'écart par le nationalisme petit-bourgeois des « libéraux » de 1952, puis bruta- lement combattue ces dernières années par les islamistes qui n'hé- sitent pas à passer à l'action terro- riste (le Monde du 10 juillet) et à assassiner un grand écrivain comme Farag Foda, partisan de la laïcité et de la liberté de penser (lire ci-dessus).

L'Égypte, qui est au plan culturel le pays arabe le plus impor- tant, est prise aujourd'hui entre les tourments du fanatisme : les *Enfants du quartier* (Sindbad), un excellent roman du Prix Nobel Naguib Mahfouz, a été interdit ; un écrivain libéral, Hamed El-Ed- dini, condamné à huit ans de pri- son pour avoir écrit et publié *Voyage dans l'esprit d'un homme* (le Monde du 29-30 décembre 1991) ; plus d'autres tentatives de censurer des livres plus ou moins directs d'une période extraordinaire, qui va de la Révo- lution à la Monarchie de juillet ; il en parle sans se donner le beau rôle ni se mettre au premier plan, il n'écrit jamais comme ce général qu'il évoque : « Tandis que la France était un feu, j'étais enroulé au fond de la Normandie ». Les morales qu'il tire de l'Histoire sont plutôt amères ;

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Constant vivant

Suite de la page 13

Voici donc, d'abord, le penseur politique. Son œuvre centrale, *Les Principes de politique*, sera achevée en 1806, mais publiée seule- ment en 1980 ; jusqu'à sa mort, Constant pourra s'en servir, adap- tant des morceaux, selon les besoins du moment. C'est le res- sultat, de son *Esprit d'un conquérant*, pamphlet antinapoléoni- cien publié en 1814, et souvent repris depuis (notamment, dans une édition critique en poche, chez Flammarion en 1986). Les idées politiques de Constant res- semblent au grain dont parle l'Évangile : elles sont à la fois devenues notre bien commun à nous, que nous ne percevons plus comme des idées.

Constant a en effet à l'origine de la pensée libérale moderne ; c'est lui qui interprète les quel- ques grands principes légués par les philosophes du passé à la lumière de cet événement boule- versant, la Révolution française. Sa contribution originale consiste à avoir délimité avec clarté le domaine de la liberté individuelle qu'aucun gouvernement ni aucun pouvoir, aussi justes soient-ils, n'ont le droit d'enlever ; la vie humaine ne peut, et ne doit, pas être unifiée.

Voici à côté, moins familier au lecteur, le mémorialiste (ces lettres n'avaient jamais été réunies en volume) ; la théorie fait ici un pas de plus vers l'Histoire. Constant (1767-1830) a le témoin plus ou moins direct d'une période extraordinaire, qui va de la Révo- lution à la Monarchie de juillet ; il en parle sans se donner le beau rôle ni se mettre au premier plan, il n'écrit jamais comme ce général qu'il évoque : « Tandis que la France était un feu, j'étais enroulé au fond de la Normandie ». Les morales qu'il tire de l'Histoire sont plutôt amères ;

même s'il ne cesse de croire à la perfectibilité humaine, il voit l'Histoire comme une succession de chances manquées. Les idées idéales des Lumières ont été per- verties au service de leur applica- tion.

Croyant réparer les erreurs de ses prédécesseurs, les auteurs venus lui imposer, sans le savoir, et les procès d'épuration n'illustrent pas les principes de la justice mieux que ne le faisaient les lettres jugées. La libéral politi- que n'est l'idéal, mais en pratique les libéraux préfèrent se sentir rassurés et valorisés ; Constant n'oublie pas qu'il a vu sous Bonaparte, dans « mains sap- pliantes qui briguaient des chaînes ».

Le malheur d'être aimé

Un autre volume nous fait découvrir le dernier acte de la vie de Constant : son amour. Il dit que les lettres romanesques et intimes constituent une espèce de théorie de l'amour, qui préfigure de près celle de Proust, et que le point de départ est : « n'al- lions que ce que nous ne refusé, ce qui ne donne ne peut être aimé. Il n'est donc pas d'amour heu- reux ; mais l'on a si l'on peut dire, le choix entre deux mal- heurs : celui d'aimer sans réponse, celui d'être aimé sans rien éprou- ver ».

Ce dernier malheur n'est pas à sous-estimer ; l'homme aimé empêche d'aimer, et qui n'aime pas ne vit pas (la malédiction de l'ennui). C'est le cas d'Adolphe, mais aussi, la plupart du temps, de Constant, qui écrit, accablé, dans son Journal : « Personne n'a été plus aimé, plus loué, plus aimé que moi, et jamais homme ne fut moins heureux ». La sphère de la vie intime est donc à son

gouvernée par deux exigences contradictoires, le désir de liberté et le besoin de reconnaissance par autrui.

Or voici qu'un jour d'août 1814, la célèbre et coquette Juliette Récamier le défie : « Otez-le ! Il voudrait ; saura-t-il mettre en pratique sa théorie, simuler l'indifférence pour provo- quer l'intérêt, se laisser aimer pour l'emporter ? Nullement. Il y a entre le savoir accumulé par l'individu et le sens d'une bar- rière opaque. D'emblée, Constant est tout, donne tout, se pro- longe et supplie ; il retourne main- tenant les idées de l'Épître d'Elléno- re, la mal-aimée d'Adolphe. M^{me} Récamier, elle, se conforme rigoureusement aux théories de son soupirant : puisqu'il lui a tant donné, elle n'a plus rien à désirer ; l'ennui.

L'agonie dure quatorze mois. Constant envoie tous les jours des supplications, implore la pitié, souffre à ne plus pouvoir respirer, mais d'admiration pour le charme, de séduire par ses qualités d'homme de lettres ou d'action : rien n'y fait. A la fin, il trouve les forces pour quitter Paris, et par- vient à se libérer de sa « folie », sans pour autant oublier son amour (il n'en connaît pas d'au- tre, jusqu'à la fin de sa vie, quinze ans plus tard).

La libération ne l'aura pas aidé dans la réalisation de son idéal ; mais lui-même n'a pas permis d'accepter son échec ; on ne peut que vivre l'amour en présence de l'âme aimée, il conclut qu'il n'avait lui-même que le choix entre deux maux et que, à tout prendre, il préfère celui d'aimer sans réponse ; il ne peut regretter « les jours les plus douloureux, mais les plus heureux de ma vie » ! Oui, « aimer c'est souffrir - Mais aussi c'est vivre ».

Tzvetan Todorov

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

pour une passion, des cer- ves, des éditions et diffuses vos ESSAIS, MÉMOIRES, RECITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES, LANCÉMENT PUBLICITAIRE par RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez vos manuscrits à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75014 PARIS LEDEV 11
Tél. 01 43 57 74 74

الطبعة 150

150

LE MONDE DES LIVRES

LETTRES ÉTRANGÈRES

Ecrire dans la langue de l'ennemi

Paul Celan réalise ce qui semblait impossible : écrire de la poésie dans les cendres d'Auschwitz dans une langue qui lui est à la fois maternelle et assassine : l'allemand

par Andrea Zanzotto

Paul Celan, un vrai nom Paul Antschel, né le 23 novembre 1920 à Czemowitz, en Bucovine, province austro-hongroise, devenue roumaine après la première guerre mondiale. Ses parents, juifs allemands, furent déportés en 1942 au meurtre dans un camp de concentration. Celan fut lui-même interné dans un camp de travail en Roumanie. Il publia ses premiers poèmes à Bucarest en 1947 avant, l'année suivante, de s'installer à Paris, où il reprit des études de lettres. En 1952, paraît à Stuttgart son premier recueil important, *Mercredi* et *Mémoire*. Parallèlement à son œuvre poétique, il fut travailleur de lecture d'allemand à l'école normale supérieure, il poursuivit une intense activité de traducteur du russe en allemand (Essenine, Mandelstam, Blok...) et du français en allemand (Apollinaire, Valéry, Michaux, Char, du Bouchet...). En 1958, il reçoit le prix littéraire de la ville de Brême puis, deux ans plus tard, le prix Büchner. Dans ses dernières années de sa vie, il participe, avec Annette du Bouchet, Jacques Dupin et Louis-René Des Forêts, à l'élaboration de la revue *"Ephémère"*. Il se jeta dans la Seine à la fin d'avril 1970.

« Le poème, en tant qu'il est, est une forme d'apparition du langage, et par là, d'essence dialogique, le poème peut être une bouteille jetée à la mer, abandonnée à l'espoir - un objet flottant fragile - qu'elle pourra un jour, quelque part, être recueillie sur une plage, sur la plage d'un autre peut-être. Les poèmes, en ce sens également, sont en chemin : ils font route vers quelque chose. Vers quoi ? Vers quelque lieu ouvert, à occuper, vers un tel invocable, vers une relation à invoquer. »

Paul Celan dans son discours de Brême, 1958, sur la conception de la poésie ; l'échange, l'invocation, à une dimension essentielle.

Quiconque, et tout particulièrement pour ceux qui écrivent des vers, la prise de contact avec la poésie de Celan, ne serait-ce qu'en traduction, de façon partielle ou fragmentaire, est bouleversante. Il représente la réalisation d'un projet qui ne semblait pas possible : écrire dans la langue de l'ennemi, mais écrire « dans » les cendres-là, parvenir à une poésie en pliant au dénuement absolu, tout en demeurant, d'une certaine façon, au sein de cet univers.

Celan travailla avec une force, une douceur et une âpreté que l'on n'hésiterait pas à tenir pour paradoxales. Mais, en procédant à travers les décombres de l'impossible, il gagna une nouvelle moisson d'invention, qui fut comptée de façon décisive dans la poésie de la seconde moitié du vingtième siècle - et pas seulement européen - qui demeurent néanmoins exclusives, sidéralement inapprochables et non passibles d'imitation : elles excluent. Toute herméneutique s'en trouve mise en crise, bien qu'elles l'attendent, la prescrivent, impérieusement.

Celan était du reste depuis longtemps conscient que plus son langage allait de l'avant, plus il était voué à ne pas signifier ; pour lui, l'homme avait cessé d'exister. Mais, dans ses écrits, des mots sauts de nostalgie pour une autre histoire ne manquent pas, cette dernière lui apparaît comme le dévouement à l'écriture et insatiable négation ; le langage qui qu'il peut substituer à la dérive de la destruction pour la transformer en quelque chose d'autre, pour changer son signe ; mais, dans le même temps, le langage doit « renverser » l'histoire et quelque chose de plus que l'histoire, bien qu'étant soumis à ce monde-ci, il doit le « transcender » pour signaler au lecteur les effroyables dimensions.



Paul Celan en 1970, l'année de sa mort.

Il s'avance que dans les espaces d'un dire qui se fait toujours plus difficile, il y a une autre langue, presque monstrueusement dense, comme dans une « singularité » de la physique. Il finit se gratter les mots et le démontre, le mot des néologismes aussi nombreux que cabrés, il subvertit la langue même s'il n'en détruit pas une possibilité de justification fonctionnelle, il utilise son propre système linguistique, l'allemand, jusqu'à ses latences les plus extrêmes ; mais dans le même temps, il se rend compte que ces merveilleux dessins, ces incroyables « fugues » et « étirés » le long des lignes (musicales et non musicales), ces géologies et doubles soudainement cassées, partent vers un quelque chose qui n'est ni un impénétrable au-delà de la langue ni le retour à une langue natale.

Le fantôme de Mandelstam

Toutefois, en chacun des aspects du discours de Celan, s'insinue quelque chose de définitif, le langage, mais comme une stèle qui serait aussi bien la métaphore d'une éternité manquée que celle d'une mort qui demeure néanmoins toujours « inquiète », impunie. Il n'y a plus de naissances ni de véritables salutations, plus qu'il n'y a de *Heimat*, bien que cette dernière soit convoitée, tout particulièrement comme référence culturelle forte, aussi bien le long d'un filon de la tradition allemande allant de Hölderlin à Trakl, qu'à cause d'un élément hébraïque profond, progressivement assumé et enduré dans son destin aussi extraordinaire qu'atroce. Le drame de Celan peut alors être qualifié, dans chacun de ses moments, de drame-action, obligatoirement sacré (avant tout dans l'acceptation latine de *sanctus*), où la malediction imprègne la bénédiction de l'invention poétique et humaine.

Et la néation même de la sacrilité qui, dans un climat de mise à son degré zéro, demeurerait la plus des fois le moins sous-entendue, a été néanmoins pour lui quelque chose de sacré, d'intimatoire, menaçant et fulgurant, d'aveuglement-hypnotisant, et cette négation a été la forme plénière de l'assomption d'un être au moment même où toute signification semblait sombrer, y compris dans ce dernier regard. Sur la page demeurait la trace d'un immense labeur, d'un remarquable don créatif et amoureux en autofrustration créative et obsessionnelle, qui étaient, toutefois, les plus féconds et même périssables dans une série de virages, dans leurs éventails bigarrés de surréalité irréelle/sans réalité, violence endurée et sédimentée sur la page dans le stigmate de leurs rebuts, presque des débris de l'innommable massacre.

D'autres possibilités, d'autres existences face à des pro-

du non-noyau verticaliste, parce qu'au fond, ce qui ne fait jamais défaut chez Celan, c'est la violence d'un amour, justement absolu et toujours davantage objet.

Celan ne pouvait se défaire de cette attitude puissamment effroyablement monochrome pour entrer dans ce qui a été lui apparaître comme doubles jeux, il ne put dépasser (si tant est que cela en eût valu la peine) dans la pulsion qui le poussait vers une forme sublimée, même si elle a été plusieurs reprises dévouée, telle qu'elle se retrouvait dans « les » traditions auxquelles il fait ci-dessus allusion, du filon « holderlinien » à l'hébraïque, à l'hassidique même, jusqu'à s'« apaiser » dans la réalité, même si « la » réalité qu'il s'est imposée dès le début qu'il avait faite sienne jusqu'à aboutir au sacrifice final si sa personne était un vouloir pour...

Une cassure au cœur de l'Europe

Pour Celan, il ne s'agit pas d'écouter Nelly Sachs : « Celan, bini par Bach » par Hölderlin, bini par les hassidim pour en tirer les motifs d'une véritable gratitude dévouée que notre siècle aurait dû lui vouer. Et qu'aurait dû lui vouer certaine personne qui, en l'admirant et bien qu'ayant tous les titres pour être l'un de ses proches dans la participation intellectuelle la plus intense, l'entraîne dans une discontinuité déaccordée d'attitudes et discours, le laisse, commettant, peut-être, la pire de ses inimportances fautes : pour saisir également les possibilités les plus improbables propres à instaurer un « autre » différent de l'histoire - le mot-poésie. Pour Celan, ce problème qu'il percevait intimement mais, à travers lequel il ne pouvait pas ne pas se sentir obscurément entravé, s'est représenté sans cesse, en dépit de ses très grandes connaissances, et particulièrement linguistiques, de sa capacité à réaliser d'ardentes symphonies d'autres mondes poétiques et d'autres expériences : il souffrait de rappeler son fervent rapport de connivence avec le fantôme de Mandelstam.

Mais tout ce que tout son travail ait accompli, tout ce qu'il avait avec ses formes d'experimentalisme les plus variées, y compris les plus profanes, favorisé qu'il était d'avoir choisi Paris comme ville d'élection et sa vie quotidienne, sa demeure exclusive était la langue enchaînée à la parole qui, pour l'essentiel, se configurait pour lui dans sa langue, tout à la fois maternelle et assassine, allemande.

Son œil et ses préhensions, ses regards, tout en délices ou en aigres, ou sa poésie « ne s'impose pas mais s'expose » (c'est l'une de ses phrases), ses couteaux de sacrifice mexicains, ses attaques-abandons vis-à-vis de la langue, ses manœuvres les plus dérangeantes, sont toujours condamnés à graviter autour d'une identité « sublime », sublime comme vide, et sublime parce que néant. Il évoluait néanmoins toujours dans la zone d'ombre d'un verticalisme, comme « en présence de », la différence de ce qui avait pu arriver à d'autres ; quelque place qu'on veuille lui donner, personne ne l'a jamais placé en évidence dans le cadre de la poésie de son temps.

Il est presque impossible de suivre Celan le long des milliers de années de son calvaire qui s'épandait en séductions infinies, en forêts maritimes de leurs mortuaires agglomérats glacés, de matérialisations enlaidissantes, de végétations ambiguës, d'histoire bâillonnante, et, dans le même temps, explosée en prononciations « parallèles », en xénoglosses (1) destructrices. Mais une force obstinée grumelait toute sortie

d'hui. Dans le « venir d'un penseur, l'au » - traduction de Philippe Lacoue-Labarthe, pèse presque le sentiment d'une déception définitive.

Même si l'on sait peu de choses sur les détails de leur entretien, au cours duquel les problèmes capitaux de la poésie eurent, selon la vraisemblance, leur part. Celan ne pouvait pas espérer entendre le philosophe proférer un franc regret à propos du génocide ou quelque déclaration entachée de remords pour ses silences autour de cette question. Mais il n'en fit rien. Des très belles et mystérieuses paroles de la pièce transparaissent un Heidegger fermé à presque au bord de l'autisme et un Celan abasourdi par un angoissant égarement.

Demeure le sentiment d'une scission, d'une stridence à presque d'une ultime trahison commise par une culture qui dépens du poète confiant, innocent, qui, dans son écriture, avait osé pour se porter au-delà du désespoir absolu, sans cependant, pouvoir l'admettre, qui finit par en périr. Demeure le sentiment d'une culture qui finit par en périr. Demeure le sentiment d'une culture qui finit par en périr. Demeure le sentiment d'une culture qui finit par en périr.

(Traduit de l'italien par Philippe Di Meo.)

(1) Phénomène médiumnique par lequel un sujet parle ou plusieurs langues qui lui sont inconnues. Andrea Zanzotto est un poète italien. Philippe Di Meo traduit la poésie au *Figlio* (Arcane 17, 1986). Le texte est paru dans le *Corriere della Sera* du 27 mai 1990.

Bibliographie

La bibliographie française des écrits de Paul Celan est dispersée. *Paul Celan* (André du Bouchet, John E. Jackson, Jean Daive, Martine Broda, Valérie Briet...) se sont constitués l'œuvre admirable, mais elliptique à l'extrême, de la poésie de langue allemande. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la nature de cette œuvre ait suscité des affrontements et querelles autour du problème de la traduction poétique. Citons quelques-unes des traductions actuellement disponibles en français : *Strette* (premier choix de poèmes et de textes en prose), bilingue, traduit par André du Bouchet, Jean-Pierre Burtard, Jean E. Jackson, Jean Daive, Martine Broda, Valérie Briet, 1971 (160 p., 120 F.). *La main de pierre* (premier recueil complet en français), traduit par Martine Broda, bilingue, Nouveau Commerce, 1979 (160 p., 120 F.). *Mercredi et Mémoire*, traduit par Valérie Briet, bilingue, Bourgois, 1987 (159 p., 80 F.). *Paul Celan*, traduit par John E. Jackson, bilingue, Unes, 1981 (81 p., 11 F.). *Contrainte de lumière*, traduit par Bertrand Badiou et Jean-Claude Rambach, bilingue, Belin, 1989 (190 p., 110 F.). *Strette et autres poèmes*, traduit par Jean Daive, bilingue, Nouveau Commerce, 1990 (136 p., 90 F.). *De seuil en seuil*, traduit par Valérie Briet, bilingue, Bourgois,

1991 (124 p., 70 F.). *Grille de parole*, traduit par M. Broda, bilingue, Bourgois, 1991 (110 p., 70 F.). L'œuvre de Paul Celan a suscité un grand nombre de études et d'essais, tant en Allemagne qu'en France, en voici quelques-uns. Citons notamment : *La biographie* : *Paul Celan : biographie de jeunesse*, d'Isabelle Chaillet, traduit de l'allemand par J.-B. Scherrer (Plon, 1990, 114 p., 70 F.). Et *Paul Celan, l'adolescence d'un adieu* (sur les années roumaines), de Paul Solomon, traduit du roumain par D. Pujol (Climat, 1990, 225 p., 125 F.). Parmi les études publiées récemment : *Schubert*, de Jacques Derida, Gallimard, 1989 (130 p., 85 F.). *Le malin de la personne* : *Paul Celan*, de Hans Georg Gadamer, traduit de l'allemand par Elise Poulain, Actes-Sud, 1987 (176 p., 98 F.). *Paul Celan*, de Jean Bédier (commentaire d'un poème inédit de Paul Celan, « Le Périgord »), Paris, Fanlac, 1991 (88 p., 110 F.). *Paul Celan, lecture à plusieurs* (sur quatre poèmes de Paul Celan), Revue des sciences humaines (université de Lille-III), n° 3, 1991 (220 p., 11 F.).

Bréviaire méditerranéen

Un livre génial, inattendu et fulgurant, qui enrichit tout autant l'historiographie culturelle que la littérature proprement dite de la mer, avec ses trésors poétiques millénaires aussi fabuleux que ceux qui ont sombré au fond des abîmes.

Claudio Magris

Predrag Matvejevitich

Bréviaire méditerranéen

264 p. 130 F.

Un chant d'amour total pour une Méditerranée qui, comme une immense éponge, s'est imbibée de toutes les connaissances.

FAYARD

501

ECONOMIE

COMMUNICATION

Le gouvernement donne raison au CSA

Antenne 2 ne pourra plus insérer d'encarts publicitaires dans ses émissions de jeux

Prendant le rattachement du gouvernement au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), la présidence commune d'Antenne 2-FR 3 a annoncé, mercredi 30 juillet, qu'Antenne 2 cessait immédiatement d'insérer des encarts publicitaires dans les émissions de jeux.

Depuis la fin du mois de juin, Antenne 2 « coupait » un certain nombre d'émissions de jeux (« Motus », « Pyramide », « Que le meilleur gagne », notamment) par des encarts publicitaires, au motif qu'elle n'avait pas le droit de faire, le 11 juin, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) enjoignant au président d'Antenne 2-FR 3 de ne pas enfreindre un décret publié en avril, qui interdisait aux chaînes publiques le régime de publicité applicable aux chaînes privées de télévision.

En vertu de ce texte, mais inapplicable, Antenne 2 et FR 3 avaient autorisé à insérer des encarts publicitaires d'information, les émissions de

jeux et divers programmes par encarts publicitaires. Antenne 2 invoquait également une disposition de loi relative aux charges qui précise que les programmes « publicitaires » sont diffusés à l'occasion d'interruptions normales du programme. Les « interruptions normales » signifient-ils l'espace compris entre la fin d'une émission et le début d'une autre ? C'est en fait la question que se pose le CSA. Mais, pour la direction d'Antenne 2, une « interruption normale » peut être la transition entre une émission de plateau et une scène de terrain au cours de jeux comme « La piste de Xapand » ou « Fort Boyard » ou l'espace entre deux programmes au sein d'un magazine d'information comme « Envoyé spécial ».

ATP et M6, le brancard de la télévision, ont été la source de conflit. Du 11 juin, Mercredi 23 juillet, estimant qu'elles avaient assez souffert de la position de la télévision, les directions des chaînes privées ont engagé Antenne 2 devant le tribunal de commerce de Paris pour « concurrence déloyale ». Elles réclament en outre 20 millions de francs de dommages

et intérêts pour « détournement de clientèle ». Simultanément, le CSA revenait à la charge pour rappeler qu'« en dépit de nos observations la société Antenne 2 interrompe de nouvelles émissions par des encarts publicitaires ».

Le 7 juillet, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a fait savoir au président du CSA, M. Jacques Boutet, qu'il partageait son interprétation de la loi. Ayant contre lui ses concurrents, le CSA et son ministre de tutelle, le président d'Antenne 2-FR 3 décidait de ne pas insérer d'encarts publicitaires dans les émissions de jeux. Au-delà des péripéties, c'est le problème du financement des chaînes publiques qui est posé, au moment où les grands arbitrages budgétaires. Nul doute que M. Jeanneney saura faire valoir les arguments qui lui ont été opposés pour obtenir du législateur qu'il ne puisse pas décaler sur le marché publicitaire.

Y. M.

IMMIGRATION

Une enquête de l'INSEE sur les étrangers

Plus d'un million d'Européens vivant en France pourraient voter aux élections municipales

Si les immigrés arrivés en France depuis 1982 proviennent surtout de pays hors Communauté européenne - mais aussi hors Maghreb - les grandes communautés étrangères restent les mêmes : ce sont des nationaux des pays d'Europe du Sud et du Maghreb, souvent installés en France depuis longtemps. C'est aussi parmi eux que l'on trouve la plupart des électeurs potentiels aux élections municipales en vertu du traité de Maastricht. C'est ce que l'INSEE vient de publier, le 30 juillet, dans son rapport de 1990. (1)

Le nombre d'étrangers a peu changé entre 1988 et 1990 : on en comptait 3,7 millions au moment du dernier recensement, dont 1 000 000 en France. Ces données globales étaient complétées par des données plus précises sur le nombre d'entrées en France de l'Hexagone entre les deux recense-

ments, mais on ignorait la répartition précise par nationalités. La dernière analyse du recensement montre que l'« excédent migratoire » de 480 000 personnes entre 1982 et 1990 est dû pour l'essentiel (440 000) à des immigrés de pays hors CEE et même hors Maghreb. Les Européens ne représentent plus que 43 % des étrangers résidents en France.

Mais les grandes communautés n'ont pas changé. Les grands contingents nationaux restent les mêmes : Portugais (650 000), Algériens (614 000), Marocains (572 000), Italiens (253 000), Espagnols (216 000), Tunisiens (206 000), Turcs (198 000), loin devant les Belges (56 000) qui arrivent ensuite. Les étrangers, beaucoup plus nombreux en France (entre 33 % et 30 % des Portugais, des Algériens et des Marocains), et parmi ceux résidents hors de France, la grande partie sont installés dans l'Hexagone depuis de longues années : ainsi plus de 50 % des Portugais, des Italiens ou des Espagnols résidents (donc âgés de plus de dix-huit ans) vivant en France y habitaient déjà en 1982.

On comptait en France

1 000 000 d'étrangers « communautaires » ou plus dix-huit ans susceptibles de voter aux élections municipales si le traité de Maastricht est ratifié : 85 % étaient des Européens du Sud (Portugais, Italiens et Espagnols), installés depuis longtemps en France, ce qui n'était pas le cas des « communautaires » (Allemands, Belges, Britanniques ou Grecs).

D'autre part, le recensement montre que le nombre de Français nés hors de France ayant acquis la nationalité française s'est accru de 12 % entre 1982 et 1990, passant de 1 000 000 à 1 100 000. Parmi eux, beaucoup d'origine non européenne : l'ensemble Cambodge, Laos, Vietnam : ils représentent 18 % du total, contre 57 % pour ceux nés en France. Les Douze ne représentent que 14 % des autres pays d'Europe. L'acquisition de la nationalité française n'est plus le propre des Européens.

G. H.

(1) INSEE première, n° 217, juillet 1992.

ENVIRONNEMENT

Afin « d'atteindre le meilleur niveau européen »

EDF s'apprête à signer une convention avec l'Etat sur l'enfouissement des lignes électriques

EDF et les pouvoirs publics devraient signer prochainement une convention sur l'enfouissement des lignes électriques. Les gigantesques pylônes qui défilent le long des routes ne vont pas disparaître, mais le gouvernement, EDF devra enterrer davantage de lignes que par le passé.

En l'Aude, la ligne électrique très haute tension La Gaudière-Livrière est terminée à plus de 80 %. Elle mesure 2 500 mètres et « tirera » pour rejoindre le transformateur de Livrière, posé à 2 kilomètres du centre de Narbonne, au maximum quelques semaines de travaux. Mais depuis deux mois le personnel d'EDF est « interdit de chantier » par les habitants de la zone sur laquelle empiète la ligne aérienne. Du coup, seuls quatre des pylônes gigantesques pylônes électriques sont en place. La pose des huit gros câbles devait être terminée en juin. EDF a dû reporter sine die.

Les positions de l'entreprise publique et de ses opposants paraissent inconciliables. EDF invoque son droit de « réguler » les procédures légales - argument suprême - l'absence d'alternative à un tracé acceptable. Les riverains, eux, plaident pour l'enfouissement partiel de la ligne qui, avec ses pylônes de 45 mètres, est la plus haute de France.

Leur argument est également financier. Des travaux indépendants ont estimé que le coût de la ligne de 225 kV, dépassait un objectif de 100 millions de francs.

La ligne de La Gaudière-Livrière n'est pas seule source de conflit. Du côté de Laval, les riverains n'ont pas voulu à plusieurs reprises que des pylônes de la future ligne très haute tension Le Mans-Rennes en cours d'achèvement. Dans les Pyrénées, qu'une ligne très haute tension traverse, la bataille est, pour l'instant, juridique. Dans la vallée de la Maurienne, EDF est obligé pour la ligne très haute tension entre la France et l'Italie, l'opposition des habitants bloquant la pose des pylônes.

Un surcoût jugé prohibitif

Enterrer 6 000 kilomètres de lignes très haute tension que prévoit la convention EDF d'ici à l'an 2000. La solution de l'enfouissement est techniquement difficile à mettre en œuvre, conclut le sénateur du Rhône M. Franck Sérusclat, dans un rapport sur les « impacts très haute tension » remis récemment au ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur. La mauvaise dissipation de la chaleur dans le sol réduit les performances de moitié, les interventions en cas de panne sont malcommodes.

L'argument est également financier. Des travaux indépendants ont estimé que le coût de la ligne de 225 kV, dépassait un objectif de 100 millions de francs. Le surcoût, de l'ordre de 60 000 francs par kilomètre, est jugé prohibitif. De fait, l'Europe occidentale, avec surtout en France les pénétrations en 225 kV (1) des grands agglomérations (Paris, Londres, Francfort).

La France à la traîne

Les pouvoirs publics ont donc assigné à EDF un objectif : construire le tiers des nouvelles lignes très haute tension sur des couloirs à lignes existantes. Mais c'est l'insuffisance majeure - indéniable - la perte patrimoniale éventuelle frappant les résidences des habitants situés à proximité des lignes à très haute tension.

Egalement en raison du coût, la convention doit signer, au cours des prochains semaines, EDF et les pouvoirs publics n'est pas une ambition. En ce qui concerne les ouvrages très haute tension (60 à 90 kV) alors que la France accuse un retard indéniable (2,8 % des lignes entrées dans l'Hexagone, 5 % en Allemagne, 12 % en Suisse et 15 % en Pays-Bas). L'entreprise publique est prise d'« atteindre le

meilleur niveau européen », ce qui correspond à un objectif de 15 % par an de mise en souterrain des lignes nouvelles.

Le seul changement notable dans la politique EDF concerne les lignes moyenne tension (20 kV). Ici aussi, la France est à la traîne avec 22 % du réseau enterré, contre 44 % au Royaume-Uni, 56 % en Allemagne et 74 % en Belgique. « J'ai pris la décision, en collaboration avec EDF, de déclarer début juin, M. Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, de faire en sorte que toutes les lignes (nouvelles) de moyenne tension (...) soient dorénavant enterrées ».

Toutes ? Côté EDF, le son est différent. « Nous nous engageons à enterrer 15 % - peut-être un petit peu plus des lignes nouvelles moyenne tension », affirme M. Jean-Pierre Chausade, conseiller technique environnemental à EDF. Un accord serait intervenu à une proportion de 70 %. Petite concession à l'air du temps, l'entreprise publique a décidé de rafraîchir ses transformateurs qui, à l'image des pylônes, défigurent les paysages depuis quarante ans.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) 1 kV ou kilovolt = 1 000 volts.

AFFAIRES

Deux ans après la fusion des groupes

La démission de M. Jean-Paul Parayre numéro deux de Lyonnaise-Dumez

Ce qui n'est qu'une rumeur circulant ces derniers jours, est plus en plus insistante, dans l'immeuble du groupe Lyonnaise-Dumez à Lyon : M. Jean-Paul Parayre, le numéro deux du groupe, a-t-il démissionné ?

La démission de M. Jean-Paul Parayre, le numéro deux du groupe, a-t-il démissionné ? M. Parayre n'a-t-il pas épousé l'une des filles de la famille Chausade, fondatrice de Dumez ? L'équilibre du groupe n'en serait pas affecté. La position de M. Parayre n'est pas inébranlable. Et M. Parayre n'a-t-il pas épousé l'une des filles de la famille Chausade, fondatrice de Dumez ?

Après l'automobile, le BTP. Depuis 1988 le patron de Dumez, M. Parayre va marier le groupe automobile comme l'un des plus belles affaires du secteur, à la Lyonnaise des eaux, depuis 1980, M. Jérôme Monod. Officiellement, la fusion Lyonnaise-Dumez, qui a permis le mariage entre les métiers de l'eau et ceux du BTP, se fait sur une base égalitaire, même si M. Monod est le patron de la Lyonnaise, et M. Parayre le vice-président du nouveau groupe (87 milliards de francs de chiffre d'affaires).

en 1991). La position du numéro deux n'en paraît pas moins inébranlable. Et M. Parayre n'a-t-il pas épousé l'une des filles de la famille Chausade, fondatrice de Dumez ?

L'équilibre du groupe n'en serait pas affecté. La position de M. Parayre n'est pas inébranlable. Et M. Parayre n'a-t-il pas épousé l'une des filles de la famille Chausade, fondatrice de Dumez ?

J.-P. T.

Changement à la tête du numéro un automobile japonais

Le président de Toyota sera remplacé par son frère cadet

La direction de Toyota, premier constructeur automobile japonais et deuxième mondial, reste une affaire de famille. C'est, en effet, M. Tatsuro Toyota, soixante-trois ans et actuel vice-président, qui succèdera prochainement à son frère aîné, Shoichiro Toyota, à la tête du groupe nippon. La nouvelle a été annoncée, mercredi 29 juillet, à Tokyo, par un communiqué de la firme. M. Shoichiro Toyota, soixante-sept ans, a été nommé depuis dix ans, occupera désormais le siège de président du conseil d'administration (chairman). Il remplacera ainsi l'un de ses cousins éloignés, Eiji Toyota, qui, soixante-dix-huit ans, récupère le titre de président honoraire.

Par effet de cascade, d'autres nominations devraient intervenir au niveau des vice-présidents et directeurs de Toyota Motor Corp. Ces changements, effectués après l'assemblée générale des actionnaires fin septembre, devraient réserver peu de surprises. Le constructeur, qui traverse actuellement une période plus difficile, mise sur la stabilité des équipes. Fondé en 1937, Toyota est quasiment toujours resté sous le contrôle de la Toyota, même si la famille n'est plus aujourd'hui qu'un petit groupe minoritaire.

INDICATEURS

FRANCE

10 578 défaillances d'entreprises en avril et mai. Le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté en avril et mai, dépassant le niveau de 5 000 par mois, en chiffres corrigés des variations saisonnières, selon l'INSEE. L'institut de statistique a enregistré 5 304 défaillances d'entreprises en mai et 5 194 en avril, contre 4 577 en mars. Sur les deux derniers mois (juin 1991 à mai 1992), le nombre d'entreprises défaillantes a augmenté de 14,8 % par rapport à la même période en 1991.

ESPAGNE

Déficit commercial : hausse de 14,3 % au premier semestre. Le déficit commercial de l'Espagne a augmenté de 14,3 % au premier semestre par rapport à la même période de l'année précédente, pour atteindre presque 2 000 milliards de pesetas (100 milliards de francs), a annoncé, mercredi 29 juillet, la direction générale des statistiques. Ce résultat est la conséquence d'une diminution des exportations, qui n'augmentent plus que de 5,4 %, et d'une progression des importations (+ 8,5 %). En juin, l'Espagne a exporté pour un montant de 574 milliards de pesetas (28,7 milliards de francs) et importé pour un montant de 688 milliards de pesetas (34,4 milliards de francs), soit 10,7 % de plus respectivement que pendant la même période de 1991.

ETRANGER

La Bundesbank critiquée par un institut de prévision allemand

L'un des plus grands instituts de prévision économique allemands, DIW, a vigoureusement critiqué, dans un rapport conjoncturel publié mercredi 29 juillet, la politique de la Bundesbank et sa politique monétaire.

La politique restrictive de la Bundesbank, qui s'est traduite le 11 juillet par le relèvement des taux d'escompte allemand à 8,75 %, est « clairement exagérée », estime DIW. « Les investissements sont freinés, alors que la croissance économique [de l'Allemagne] n'est aucunement menacée ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde sans visa

EN BREF

Feu vert du Canada à un accord de libre-échange nord-américain. Le gouvernement canadien a donné son feu vert à la conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain (le NAFTA) avec les Etats-Unis et le Mexique, a indiqué, mardi 28 juillet, le ministre des Affaires étrangères, M. Michael Wilson. Le ministre a toutefois précisé que les négociateurs avaient encore de sérieux efforts à faire pour mettre en forme un accord qui crée le plus importante entité économique mondiale, comptant 130 millions d'Américains, de Mexicains et de Canadiens.

Adhésion officielle de la France à l'Agence internationale de l'énergie. Deux ans après avoir fait acte de candidature, la France a officiellement adhéré, mardi 28 juillet, à l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'AIE avait été créée, dans le cadre de l'OCDE, à l'initiative du secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, afin d'assurer l'approvisionnement des pays importateurs d'énergie par l'embargo pétrolier de 1973.

Ancien secrétaire américain à la défense

M. Clark Clifford inculpé dans le cadre du scandale de la BCCI

L'ancien secrétaire américain à la défense, M. Clark Clifford, a été inculpé, mercredi 29 juillet, dans le cadre du scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), a annoncé le procureur de Manhattan (le Journal du 30 juillet). Le grand jury (chambre d'accusation) a également inculpé son confrère de Washington, M. William Altman, ainsi que plusieurs autres personnes. Les chefs d'accusation n'ont pas été précisés. Toutefois, une source qui a requis l'anonymat, il pourrait s'agir d'une inculpation pour tentative de fraude.

Selon les conclusions de l'enquête, M. Clifford et M. Altman ont menti lorsqu'ils ont affirmé que l'agence de régulation de la BCCI, créée par des capitaux arabes, ne possédait aucun intérêt de participation dans les activités de la Bank of Credit and Commerce International de Washington.

Le Monde

PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 JUILLET

Cours relevés à 14 h 00

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

29/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prémiss. Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prémiss. Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prémiss. Inc.	Rachet net
Obligations																							
Emp. Ext. 9.675/88	100	50	CE (CF)	180	178	Paris Franco.	195	195	Accion	188	181	France Oblig.	486	481	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
10.00% 79/94	100	50	C.I.M.	878		Paris Delant.	211	210	Andr-gar	562	562	12/12	454	441	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
Emp. Ext. 12.44/88	100	50	C.I.T.R.A.M. 88	2500		Paribas Oblig.	275	270	Ample	270	270	12/12	96	92	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
10.20% mars 88	100	50	Cogit.	282	282	Paribas Oblig.	500		Amplade	608	561	11/12	1174	1140	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OAT 10.5/2000	100	50	Comptex	464		Paper Hedlock	1000		Armenes Court T.	721	715	12/12	35	35	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OAT 9.5/12/1997	100	50	De Industri.	5280	5310	Paribas	475	480	Assac	1089	1089	12/12	41	41	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OAT 8.25/1/1996	100	50	Op Lyon Aléman	230	235	Provençal (R)	700	700	Alaux Faut	399	399	12/12	233	230	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
PTT 11.2/85	100	50	Op Lyon Aléman	603	604	Provençal (R)	700	700	Assac	1148	1115	12/12	884	882	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.3/86	100	50	Op Lyon Aléman	150	150	Provençal (R)	120	120	Assac	1685	1633	12/12	894	893	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	128	130	Provençal (R)	150	150	Assac	1889	1849	12/12	1894	1870	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	385		Provençal (R)	258	259	Assac	8051	8051	12/12	163	159	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	460		Provençal (R)	451	461	Assac	1460	1400	12/12	1778	1769	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	1786	1779	Provençal (R)	340	340	Assac	768	762	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2310	2248	Provençal (R)	189		Assac	149	149	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	560	540	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50	Op Lyon Aléman	2100	2130	Provençal (R)	340	340	Assac	94	94	12/12	1412	1412	108 82	Prévis. Exat	109	108	108 82				
OPF 10.2/86	100	50																					

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

**Renseignements :
46-62-72-67**

Libre de l'oppression

Cote des Changes			
			22

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/7	COURS DES BILÉTS écart	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/7
Exats (une 1 USD)	4 979		4 7	5 2		
Allemagne (100 dm)	337 890		326	346	57600	58000
Belgique (100 fr)	239 550		235	245		
France (100 fr)	239 550		288	308		
Italie (1000 lire)	4 469		4 4	4 7		
Danemark (100 kr)	7 512		83			
Grèce (1000 dr)	5 610		9 2			
Grèce (100 drachmes)	2 190		1 1			
Irlande (100 sh)	361 100		368	368		
Suède (100 kr)	83 010		89			
Suisse (100 fr)	866 100		90			
Autriche (100 sch)	428 100		445	45		
Espagne (100 pes)	5 310		5	5 6		
Portugal (100 esc)	210 000		210			
Canada (1 S can)	4 195		4	4 4		
	3 682		3			
			3			
			18			
			10 pesos			

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché contrain

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. Galerie de la Bpi. Jusqu'au 28 septembre.
LA DATION PIERRE MATISSE. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 13 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 28 septembre.
IL SEGNO DELLA VOCCÉ. Petit foyer. Jusqu'au 2 août.
MANIFESTE. 30 ans de création en perspective 1960-1990. Jusqu'au 29 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.
AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAVE. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.
CHRONIQUES ITALIENNES. DESSINS D'ERNEST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.
MASSENET. AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Juillard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 9 h à 18 h. Nocturne un jour sur deux et le mer. jusqu'à 22 h.
L'ŒIL DU CONNAISSEUR : HOMMAGE À PHILIP POUNCEY. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (hors d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
BRICE MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.
OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERJUX. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill et Carnot au Gal-Eisenhower.
JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages. (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. et

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-89-89). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Visites-conf. jeu. à 12 h, sam. à 16 h, dim. à 11 h.
HELIO OITICICA (1937-1980). Rétrospective. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 août.

MUSÉES

ALECHINSKY. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.
L'ARCHITECTE FOU DE SUCRE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 26 août.
ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES : LES CINÉMAS DE PICASSO. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-45-21). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

LUIS CABALLERO. Hôtel de Miramion, musée de l'Assistance publique, 47, rue de la Tournelle (46-33-01-43). T.l.j. sf dim. et lun. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.
AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

LES COLÈRES DE LA SEINE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 16 F. Jusqu'au 4 octobre.
DENISE COLOMB. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 août.

D'AGAGGIO, JUNG, UNGER. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.l.j. sf mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 22 août.

DE BONNARD À BASELITZ. Bibliothèque Nationale, galeries Mansart et Mazenod, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

DESIGN 1950-1990. Cinquante acquisitions du Fonds national d'art contemporain. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 septembre.

LE DESSIN ET L'ARCHITECTE. Excursion dans les collections de l'Académie d'architecture. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 9 septembre.

DU TAGE À LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Musée national des

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Arts asiatiques - Guimet. 6, pl. d'Iéna (47-23-61-55). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F (comportant la visite du musée). Jusqu'au 8 septembre.

GLIOIRE AU VIGNERONS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Évêque (46-47-63-46). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les 15 derniers jours de chaque trimestre. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 novembre.

LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES. Muséum national d'histoire naturelle, galerie de botanique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h. Groupes scolaires sur rendez-vous au 43-36-54-28.

GUERIN ET DELACROIX. Musée national Eugène Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 27 septembre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. LES MAGAZINES L'AFFICHE. Et les aventures publicitaires d'un dramaturge. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 septembre.

INSTRUMENTARIUM EUROPÉEN. Jardin des Plantes, ménagerie, 57, rue Curvier (45-35-82-08). T.l.j. sf lun. de 15 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 août.

SHERRIE LEVINE. Fondation nationale des arts, hôtel des Arts, 11, rue de Valenciennes (42-56-71-71). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 août.

MARY ELLEN MARK : 25 ANS DE PHOTOGRAPHIE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 13 octobre.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octobre.

MODE ET LIBERTÉ. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 11 octobre.

PATRIOTISME MONDIAL. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-81-20-00). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

PIER PIERRE PIZZET. Bibliothèque du Palais Garnier, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

PLISSON. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 septembre.

PROMENADE DE VOILE. Parc de la Villette, 211, avenue Jean-Jaures (42-76-70-00). T.l.j. sf lun. de 6 h à 11 h du matin. Jusqu'au 16 août.

TINGATINGA. Peintures de Tazangale. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h. Jusqu'au 31 août.

TOUS PARENTS, TOUS DIFFÉRENTS. Musée de l'Homme - galerie d'anthropologie, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F. 25 F (comportant la visite du musée). Jusqu'au 30 novembre.

TRADITION ET MODERNITÉ. Musée Carnuschi, 7, av. Velasquez (45-63-50-75). T.l.j. sf lun. de

10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.
UN VOYAGE GOURMAND. 60 AFFICHES DE GASTRONOMIE DE 1850 À 1950. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-80-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

VAN CLEFF & ARPELS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (42-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences le jeu. et sam. à 14 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 octobre.

Pierre Antonucci. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du Château (43-55-73-82). T.l.j. sf lun. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 septembre.

LES ARTS ÉTONNANTS. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro (42-72-51-15). T.l.j. sf lun. de 16 h à 22 h. Entrée : 50 F. Jusqu'au 9 août.

BELEVILLE - BELLEVILLE. Maison de la Villette, 30, av. Corentin-Carlier (42-40-27-28). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

BIJOUX DE RÊVE. RÊVE DE BIJOUX. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 octobre.

HUMBERTO CASTRO. MOISÉS FINALE. MANUEL MENDIVE. Trois artistes cubains. Le Monde de l'art, 18, rue de Paradis (42-45-43-44). T.l.j. sf dim. de 13 h à 18 h 30. Lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} août.

COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS. Nouvelles acquisitions. Caisse des dépôts et consignations, 55, rue Jacob (40-49-94-93). T.l.j. sf sam., dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Exposition fermée du 1^{er} au 31 août. Jusqu'au 17 octobre.

LES COLLECTIONS PERMANENTES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS. École nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (47-03-50-00). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 septembre.

CUSINES ET TABLES MEXICAINES. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Reprise de l'exposition du 1^{er} au 10 septembre. Jusqu'au 31 août.

LE GRAND HÉRITAGE. Sculptures de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

LES JARDINS DU BARON HAUSMANN. Le Louvre des Mérovinges, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Réserv. groupes : 42.97.27.00. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

MOHAMMAD OMER KHALIL. Institut du monde arabe, galerie d'art et d'histoire, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

MOORE À BAGATELLE. Parc de Bagatelle, bois de Boulogne (40-87-97-00). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 8 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

BRIGITTE NAHON, LEO DELARUE, BASSERODE, FRÉDÉRIC FENOLLAS-BATE, BRUNO, Carbonnet, Oleg Kornev, Franck Péguignat, Brigitte Ziegler, Hôpital, Gémère, 2-4-4, rue Carpeaux (46-27-82-52). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

DOMINIQUE PERRAULT, ARCHITECTE. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-93-36). T.l.j. sf lun. mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 septembre.

LIJUBOMIR RAJCEVIC. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

JEAN ET ALBERT SEEBERGER. Photographies de mode. Société française de photographie, 9, rue Montalembert (42-22-37-17). T.l.j. sf dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 juillet.

SÉVILLE : LE PARI ANDALOU. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 19 septembre.

MOON SHIN. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Du 30 juillet au 31 août.

TERRES SECRÈTES DE SAMARCANDE. Céramiques du VIII^e au

XIII^e siècle. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

ZADKINE. Couvent des cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine (43-29-45-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 septembre.

GALERIES

RICHARD AGERBEEK. Galerie Sabrina Grassi, 9, rue Saint-Germain-l'Auxerrois (42-21-06-08). Jusqu'au 8 août.

JOSEPH CORNELL. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debilly (42-77-19-37). Jusqu'au 20 septembre.

HERVÉ DI ROSA. Galerie Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 31 juillet.

ET L'EUROPE CRÉA HOLLYWOOD. Espace Kronenbourg aventure, 30, avenue George-V (44-31-16-00). Jusqu'au 31 juillet.

REBECCA HORN, JEAN-PIERRE BERTRAND. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 31 juillet.

LOUIS JAMMES. Galerie Yvon Lambert, 109, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 30 juillet.

PIERRE KLOSSOWSKI. Galerie Beau-bourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 31 juillet.

STANISLAV KOLIBAL. Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (49-87-75-91). Jusqu'au 31 juillet.

PATRICK LANNEAU. Galerie Mostini Basile, 23, rue Cassini (44-53-53-54). Jusqu'au 30 août.

DAVID MACH. Galerie Nikki Diane Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 29 août.

MIRO. Galerie Meeht, Hôtel Le Pèlerin, 12, rue Saint-Martin (42-78-43-44). Jusqu'au 30 août.

RÉTROSPECTIVE DES EXPOSITIONS À LA GALERIE ZABRISKIE DE PARIS. Et de New York. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

BERNARD THOMAS-ROUDEIX. Espace Art & Patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). Jusqu'au 1^{er} août.

CY TWOMBLY. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debilly (42-77-19-37). Jusqu'au 31 août.

USAC, DESSINS À L'ENCRE DE CHINE, ARDOISES TAILLÉES. Galerie Lambert Rouland, 62, rue Le Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 30 juillet.

MAMIKO UEMATSU. Galerie Guthrie Mullin, 47, rue de Lepe (47-00-32-10). Jusqu'au 31 juillet.

VIVE LA FRANCE. Galerie Gérard Pitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-50-07). Jusqu'au 12 septembre.

Périphérie

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. André Fougereon. Musée de la Résistance nationale, 88, av. Marx-Dormoy (45-81-00-50). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et fêtes de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

CLAMART. Jean Arp et Sophie Taeuber. Pièces maîtresses. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châteigniers (45-34-22-53). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

LA DÉFENSE. Arrêt sur viaduc. Espace art Défense - Art 4, 15, place de la Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 7 septembre.

ECOUEN. Autour des Fructus Belli. Une tapisserie de Bruxelles du XVI^e siècle. Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen (39-90-04-04). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 17 F (comportant l'accès au château). Jusqu'au 21 septembre.

FONTAINEBLEAU. Le Temps des Jardins. Musée national du château de Fontainebleau (64-22-27-40). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Entrée : 23 F (prix d'entrée du musée), dim. 12 F. Jusqu'au 13 septembre. Un aménagement à la mode en 1802. Le mobilier du général Moreau. Musée national du château de Fontainebleau (64-22-27-40). T.l.j. sf mar. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 14 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Stève Blocher, Jürgen Paas, Claire-Jeanne Jeteau, Philippe Lapeut. Et Frédéric Lucien. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat (49-60-25-04). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 13 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 2 août.

JOUY-EN-JOSAS. A visage découvert. Fondation Carpeaux, 3, rue de la Manufacture (39-58-46-46). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

MEAUX. Dominique Gaessler. Musée Bossuet, palais épiscopal (64-34-84-45). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. André Robillard, Jean Smilovski. Art et bricolage. L'Arcins - musée d'art brut, château Guérin, 39, av. du Général-de-Goulle (43-09-82-73). T.l.j. sf lun., mar., mer. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

PONTOISE. Rose Faÿs. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemerrier (30-38-02-00). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

RUEIL-MALEMAISON. Livres précieux du musée de Malmaison. Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, 1, avenue de l'Impératrice-Joséphine (47-49-20-07). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-DENIS. Lucien Lautrec, rétrospective. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

VERSAILLES. Les Jardins de Versailles et de Trianon. D'André Le Nôtre à Richard Mique. Musée national du château de Versailles (30-84-74-00). T.l.j. sf lun. de 9 h à 18 h. Entrée : 31 F (dominant l'accès au château). Jusqu'au 27 septembre.

Le Monde EDITIONS

RETROUVEZ L'ÉMOTION D'AVIGNON

Journal de bord d'une mise en scène d'Antoine Vitez par Éloi Recoing

Le récit d'une aventure théâtrale hors du commun : l'intégrale du *Soulier de Satin* de Paul Claudel donnée en Avignon en 1987.

Beau livre avec de nombreuses photos en quadrichromie.

Édité avec le concours du Centre National des Lettres

26 x 27, 144 pages, 295 F.

L'Album du Festival d'Avignon 1991

sous la direction de Colette Godard

Pour conserver la mémoire des spectacles de Gatti,

du Ta'zieh, des Comédies Barbares, des chevaux Zingaro

et du cigare d'Heiner Müller...

20,5 x 20,5, 144 pages avec de nombreuses photos, 120 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

PARIS EN VISITES

VENDREDI 31 JUILLET

« La maison de Nicolas Flamel (1407) 12 autres vieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autrefois).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte-de-Chaillot (P.-Y. Jaslet).

« Le palais Garnier, une cathédrale mondaine », des foyers aux coulisses (limité à trente personnes), 15 heures, 140, rue du Bac (Paris et son histoire).

« L'Opéra Garnier et les fastes de la vie mondaine sous le Second Empire », 14 heures, hall d'entrée (M.C. Lasserre).

« De la place Dauphine au couvent des Grands Augustins », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris pittoresque et insolite).

« Du canal Saint-Martin à la rotonde de la Villette en passant par l'hippodrome Saint-Louis », 14 h 30, square Frédéric-Lemaître, 34, quai de Jemmapes (Sauvegarde du Paris historique).

</

Pour obtenir une aide de la France

Le président tchadien Idriss Déby libère des prisonniers politiques

Devant faire face à une série de grèves générales, sur fond de banqueroute économique, le président tchadien Idriss Déby vient de faire d'importantes concessions en matière de respect des droits de l'homme, afin d'obtenir l'aide de la France.

Coincidence? Mercredi 29 juillet, la radio tchadienne annonçait la signature entre la France et le Tchad d'une convention d'aide financière de 4,7 milliards de francs CFA (94 millions de francs). Quelques heures plus tôt, deux centres de détention clandestins - dont une piscine souterraine dans l'ancienne présidence - avaient été détruits au bulldozer à N'Djamena. Et, quelques jours plus tôt, 163 prisonniers avaient été libérés des gôles.

Depuis plusieurs mois, le général Christian Quesnot, chef d'état

major particulier de M. François Mitterrand, négociait avec la présidence tchadienne la reprise de l'aide française en échange d'une amélioration de la situation en matière de libertés individuelles. Un médiateur neutre avait été récemment nommé par les deux parties, le magistrat français Jean-Paul Jean, qui s'était rendu plusieurs fois dans le pays dans le cadre de missions de la Fédération internationale des droits de l'homme. Actuellement au Tchad, celui-ci a pu visiter comme il l'entendait de nombreux lieux de détention, avec la Ligue tchadienne des droits de l'homme. Il a notamment découvert, dans l'ancienne présidence, deux prisons clandestines qui étaient encore occupées au début du mois.

M. Jean-Paul Jean a obtenu la libération immédiate de 163 personnes, incarcérées dans des conditions inhumaines à Abéché et à Irbia, dans l'est du pays, dont

45 combattants faits prisonniers au moment de l'offensive du lac Tchad et 125 Tchadiens arrêtés dans le nord du Nigeria en février dernier (le Monde du 28 février et du 16 juin). Le magistrat estime, dans un entretien publié par l'hebdomadaire N'Djamena Hebdo du 30 juillet, que « près de 300 personnes ont été arrêtées à Maiduguri et dans les environs (dans le nord du Nigeria) », parmi lesquelles « 216 ont été transférées au Tchad » et 25 torturées et exécutées.

Au cours d'une rencontre avec le magistrat, le président Déby s'est engagé à permettre l'accès immédiat du Comité international de la Croix-Rouge aux prisonniers de guerre, à faire transformer la « piscine » (lieu de torture et de détention) du temps du président Hissène Habré en mémorial, et à autoriser les familles à visiter les personnes encore détenues.

M.-P. S.

Après la tentative de coup d'État

Quatre des membres du commando qui avait occupé la radio malgache ont été appréhendés

Radio-Madagascar a annoncé que quatre membres du commando qui avait occupé la station, mercredi 29 juillet, pour annoncer la dissolution de toutes les institutions ont été arrêtés. L'identité de ces personnes n'a pas été révélée, mais les images diffusées par la télévision ont montré quatre hommes âgés de vingt à trente ans.

Composé de six à dix civils armés, selon les témoignages (et non pas de soldats comme indiqué dans nos premières éditions du 30 juillet), le commando agissait au nom du Rassemblement pour l'unité nationale (RUN), un groupuscule en marge des Forces vives, le mouvement d'opposition au président Didier Ratsiraka que dirige le professeur Albert Zafy.

On ignore si le pasteur Michel Fety, un septuagénaire qui s'était

proclamé chef de l'État sur les ondes de la radio nationale, a été lui aussi arrêté, ainsi que M. Liva Ramahazomana, signalé par des témoins comme faisant partie du commando. M. Ramahazomana, la fondatrice du RUN, avait déjà participé, le 13 mai 1990, à la prise de la radio, lors d'un coup de force qui avait échoué après l'intervention des forces de sécurité. Le premier ministre, M. Guy Razanamasay, a adressé un message radiodiffusé à la population, dans lequel il a affirmé que le gouvernement avait été averti quarante-huit heures à l'avance de la nouvelle tentative et que des mesures avaient été prises pour renforcer la surveillance des « points sensibles ». Dès la mi-journée, la vie avait en effet repris son cours normal dans la capitale malgache. M. Razanamasay a répété à plusieurs

reprises que le gouvernement ne « faiblira pas devant ces troubles destinés à faire échouer sa mission » pendant la période de transition devant aboutir, par la voie démocratique, à l'instauration de la troisième République malgache.

Un référendum constitutionnel doit avoir lieu le 19 août, suivi de l'élection présidentielle puis des législatives. La dernière tentative fait suite au récent refus des partisans du président Ratsiraka de laisser se dérouler ce référendum. Ces menaces des extrémistes des deux bords font craindre de nouvelles violences à Madagascar. - (AFP)

■ ZAYRE : des pillages commis par des militaires. - Des soldats se sont livrés à des pillages, mardi 28 et mercredi 29 juillet, à Kindu, dans le centre du Zaïre, a rapporté l'Agence zaïroise de presse. Les incidents ont débuté à la suite d'une discussion entre un groupe d'étudiants et des militaires, qui a tourné à la bagarre. Profitant de la confusion, des « éléments indisciplinés » ont pillé systématiquement les magasins et le grand marché de Kindu. - (Reuters)

Soupçonné d'avoir facilité l'évasion de Hussein Hariri Un surveillant du pénitencier de Bochuz a été arrêté

Alors que le pirate de l'air irakien Hussein Hariri, qui s'était évadé cinq jours auparavant du pénitencier suisse de Bochuz, près de Lausanne, en compagnie du truand français Jacques Hyver, et de deux autres détenus, était repris, mercredi 29 juillet (le Monde du 30 juillet), un surveillant de l'établissement, soupçonné d'avoir facilité l'évasion, a été arrêté et inculpé d'assistance à l'évasion.

BERNE

de notre correspondant

C'est un peu par hasard, dans la nuit de mardi 28 à mercredi 29 juillet, que la gendarmerie vaudoise ont réussi à arrêter Hussein Hariri. Alors qu'il circulait à quelques kilomètres de la frontière française sur une bicyclette volée dans la région de Vallorbe, le fugitif a été reconnu vers 22 h 30 par un gendarme qui regagnait son domicile à la fin de son service. L'a déposé en voiture. Celui-ci est alors parti chercher des renforts au poste de police de Vallorbe, environ un kilomètre plus loin, et l'évadé a été retrouvé un peu plus tard à la sortie de la localité. Hariri, qui semblait perdu, n'était pas armé; il n'a opposé aucune résistance au moment de son arrestation.

A nouveau incarcéré en un lieu gardé secret pour des raisons de sécurité, Hariri a été mis à la disposition du juge d'instruction du canton de Vaud. Les enquêteurs

Les inspecteurs de l'ONU ont relevé les « traces » d'un transfert de « matériel » au ministère irakien de l'Agriculture

Les inspecteurs de l'ONU, qui ont achevé, mercredi 29 juillet, leur visite du ministère de l'Agriculture à Bagdad, ont constaté des modifications du mobilier à l'intérieur du bâtiment et ont relevé des « traces » du transfert d'un « certain matériel », a déclaré, mercredi M. Nikita Smidovich, conseiller du chef de la commission spéciale chargée de superviser l'élimination des armes irakiennes de destruction massive.

Le sens exact de ces constatations doit encore être « évalué par l'ensemble de l'équipe », a précisé M. Smidovich. Les inspecteurs n'ont emporté aucun document ou matériel, se contentant de prendre des notes et quelques photos, a-t-il ajouté. A Bagdad, le chef de l'équipe d'inspection, un Allemand, M. Achim Biermann, a déclaré qu'aucun dossier ou objet « directionnel » à des programmes d'armement de destruction massive n'avait été trouvé par les experts. Le fait que l'équipe ait pu accomplir sa tâche « est un succès du point de vue politique, car la commission a réaffirmé son droit d'inspecter tout endroit ou bâtiment désigné par elle », a déclaré M. Smidovich.

De son côté, le chef de la commission, M. Rolf Ekeus, a affirmé mercredi, à son arrivée à Bahrein en provenance de Bagdad, que le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, lui avait promis d'« entamer dès lundi un nouveau chapitre de pleine coopération » avec les Nations unies. Tout en se félicitant de la promesse de Bagdad de « donner davantage d'informations aux Nations unies » sur ses programmes militaires, M. Ekeus a indiqué que l'objectif n'était pas d'« humilier » l'Irak. L'ONU, a-t-il dit, continuera toutefois d'envoyer ses missions partout où il le faudra, et ira « jusqu'à inspecter le palais présidentiel » si c'est nécessaire.

A Washington, le secrétaire d'État, M. James Baker, a promis le soutien des États-Unis aux « Irakiens courageux qui combattent la tyrannie de Saddam Hussein », lors d'un entretien, le premier du genre, avec des dirigeants de l'opposition irakienne, dont les deux dirigeants kurdes MM. Jalal Talabani et Massoud Barzani.

Parallèlement, le département d'État a exprimé des inquiétudes quant à « une possible reprise des opérations militaires de large envergure contre les populations chiites du sud de l'Irak ». Washington s'est par ailleurs engagé à accueillir plus de 2 000 réfugiés politiques irakiens sur les 27 000 qui se trouvent en Arabie saoudite. - (AFP)

A l'issue d'un violent accrochage

Arrestation d'un des principaux chefs « militaires » islamistes algériens

L'un des principaux chefs « militaires » islamistes, M. Abdelkader Cheboui, a été arrêté, mardi 28 juillet, à l'issue d'un violent accrochage avec la gendarmerie à El Achour, dans la région d'Alger, a annoncé, jeudi 30 juillet, le quotidien le Matin. Son adjoint, M. Mansouri Méliani, blessé, avait été arrêté la veille, après plusieurs semaines de recherches.

Les deux hommes avaient été les lieutenants du précurseur de la lutte armée islamiste, Mustapha Bouyali, tué en février 1987, dans un combat avec la gendarmerie. Arrêté et condamné à mort, M. Cheboui avait été gracié par le président Chadli, et libéré en 1990.

Vivant depuis dans la clandestinité, il était devenu le symbole de la lutte armée pour les quartiers islamistes d'Alger.

Ces arrestations interviennent quelques jours après celles opérées, dans la région de Ain Defla, contre le groupe armé de M. Abdelkader Chakendi, dit El Asnami. D'autre part, les 28 et 29 juillet, des actes de sabotage, attribués aux islamistes, ont gravement endommagé des centraux téléphoniques de la région de Jijel, Tlemcen et Djelfa, privant de téléphone plusieurs dizaines de milliers d'habitants. La semaine dernière, déjà, des sabotages identiques avaient détruit deux centraux à Batna. - (AFP)

Polémique à Alger autour de la censure d'une série télévisée sur les accords d'Evian

Une série de dix-huit épisodes sur les accords d'Evian, signés en 1962 entre l'Algérie et la France, a été suspendue après quinze émissions par la direction de la télévision algérienne, a déclaré, mardi 28 juillet, son réalisateur, M. Djelloul Hays. « Les trois derniers épisodes comportent de grandes révélations sur la dilapidation des fonds de la Révolution (...), sur l'acheminement et le trafic des armes (...) et sur la capture d'un pilote français dont le président Habib Bourguiba - alors chef de l'État tunisien - avait exigé la livraison », a affirmé M. Hays, qui a indiqué qu'il aurait recours à « d'autres voies » pour faire connaître au public le contenu des trois épisodes suspendus si la télévision maintenait sa décision.

De son côté, la télévision algérienne affirme que la « suspension momentanée » de la série était justifiée par « la série des protestations » soulevées par les épisodes précédents. Le colonel Ammar Benaouda, qui représentait l'armée algérienne aux négociations d'Evian, avait estimé,

dans l'une des émissions, que le premier président de l'Algérie indépendante, M. Ahmed Ben Bella, avait favorisé la création d'une région militaire à Souk-Ahras, près de la Tunisie, en vue de « créer le désordre » dans les maquis du Constantinois. Ces propos avaient provoqué une vive réplique de la part de plusieurs anciens responsables militaires. - (AFP, Reuters)

■ DJIBOUTI : les auteurs présumés d'un attentat ont été arrêtés en Éthiopie. - Deux hommes soupçonnés d'avoir commis l'attentat contre le Café de Paris, à Djibouti, en septembre 1990, ont été arrêtés à Addis-Abeba, a-t-on indiqué, mercredi 29 juillet, à Paris, de source proche des enquêteurs. Les deux suspects, anciens militaires de l'armée djiboutienne, devraient être extradés vers la France, a-t-on ajouté de même source. L'attentat avait tué un garçonnet de six ans, fils d'un militaire français. Quinze personnes, en majorité françaises, avaient été blessées. - (Reuters)

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

10. - La déposition du gros Charles..... 2

ÉTRANGER

Allemagne : le procès de M. Erich Honecker devrait s'ouvrir avant la fin de l'année..... 3
La Conférence sur les réfugiés de l'ex-Yougoslavie réunie à Genève sous l'égide du HCR..... 4
Colombie : des avions américains participent à la recherche de Pablo Escobar..... 5
Cuba : un ex-général accuse le régime d'avoir autorisé le trafic de drogue..... 5

POLITIQUE

Le plan de moralisation de la vie publique présenté par M. Bérégovoy..... 6
La préparation du référendum du 20 septembre au CDS..... 6

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris..... 7
 Craignant une augmentation de leurs charges, les entreprises américaines critiquent la loi pour la protection des handicapés..... 7

JEUX OLYMPIQUES

Natation : Evgueni Sadovyi, nouveau recordman sur 400 m nage libre messieurs; Barrowman, record du monde sur 200 m brasse messieurs; Catherine Plewinski ne fait plus la tête; Sports équestres : Mark Todd entre deux montures; Judo : la médaille d'argent de Pascal Toyot; Base-ball : le match Cuba-États-Unis; Cyclisme : un vélo révolutionnaire; Obstacles : Basket-gum; Le programme des épreuves du 31 juillet au 3 août..... 8 à 10

CULTURE

Casasola, photographe de la révolution..... 11
Avignon : « Rue de Verdun », au Tinel de la Chartreuse; Risques calculés pour les Fous de théâtre..... 11
Pas d'accord entre la CNPF et les syndicats des intermittents..... 12

LE MONDE DES LIVRES

■ L'Égypte sans contes • Bureaux d'écrivains : Pierre Mertens • Littérature française : Bernanos et le roman : oui ou non? • Lettres étrangères : Paul Celan : écrire dans la langue de l'ennemi..... 13 à 17

ÉCONOMIE

L'aggravation du chômage..... 18
La cessation de paiement de RMO..... 18

La signature d'une convention entre EDF et le gouvernement sur l'enfouissement de lignes électriques..... 19

COMMUNICATION

Le gouvernement donne raison au CSA à propos des coupures publicitaires sur Antenne 2..... 19

Services

Abonnements..... 20
Canet..... 12
Loto..... 23
Marchés financiers..... 20 et 21
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 23
Radio-télévision..... 23
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1992 a été tiré à 466 333 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Varengeville, des morts à la mer

A Varengeville, les morts sont prêts à tirer leur révérence. Telle une nef sur le point d'appareiller, l'église et son cimetière marin glissent insensiblement en direction des flots.

SCIENCE & VIE

ÉCOLOGIE LA FIN DU MONDE SAUVAGE

A-t-on le droit d'anéantir plusieurs millions d'espèces vivantes? C'est pourtant ce qui risque d'arriver au cours des 50 prochaines années.

- Le limousin radioactif
- Le lanceur israélien de micro-satellites
- Le mal du restaurant chinois

36 17 SVIE2 : LE TEXTE INTÉGRAL DES 12 DERNIERS NUMÉROS DE SCIENCE & VIE SUR VOTRE MINITEL

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Le Monde ÉDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraud

EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب في العلم